
SILENCE
ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE
N°212 - 213
JANVIER 97
38 FF - 230 FB - 10 FS
L'AVENIR DES SYSTEMES D'ECHANGES LOCAUX
TOURNEE POUR UNE EUROPE SOUTENABLE
DECHETS DE LA HAGUE : PENDANT LA FERMETURE LA POLLUTION CONTINUE
ONG ET COMMUNICATION : LES DANGERS DU MARKETING
TIMOR ORIENTAL : ENFIN LA RECONNAISSANCE
ECOLOGISME ET ETAT
PALESTINE-ISRAEL L'HEURE DE VERITE

Sommaire

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 novembre 1996.

Nos dessinateurs ont faim !

Comme disait Coluche, les fins de mois sont difficiles... surtout à partir du 2. Pour nos dessinateurs maisons (Altho, Lasserpe, Mutio, et depuis peu Cyril), il faut savoir qu'ils collaborent bénévolement à Silence... comme à beaucoup d'autres journaux militants. Ils aimeraient vivre de leurs dessins, mais ce n'est pas chose facile. Alors si parmi les lecteurs, il y en a qui ont les moyens de payer pour glisser de l'humour dans leur journaux, revues, livres, plaquettes... N'hésitez pas à prendre contact avec nous.

Dates de parution

Rappelons-le encore une fois : les dates de clôture de Silence sont indiquées en bas de la page 2 à droite. Les articles sont choisis en comité de rédaction et il faut donc nous les proposer avant cette date. Les annonces courtes de réunions, manifs... etc doivent nous parvenir avant le vendredi suivant au courrier. Ces délais peuvent vous paraître longs, mais c'est grâce à ce rythme "tranquille" que nous pouvons continuer à faire ce journal sans trop de stress. Si votre communiqué n'est pas paru, c'est le plus souvent à cause de ce non respect des dates. Signalons que nous essayons d'animer un débat politique et que, du fait du manque de place, nous ne passons pas bon nombre d'annonces de "sorties nature" ou d'activités de loisirs.

Silence diffusé en Belgique

A partir de janvier 97, Silence dispose d'un relais en Belgique. Nous avons passé un accord avec Brabant-Ecologie qui depuis de très nombreuses années publie son bulletin "Tam-Tam" que l'on cite souvent dans nos colonnes. Cet accord permet aux Belges de s'abonner directement auprès de Brabant-Ecologie (voir bulletin d'abonnement en avant-dernière page). De plus, Brabant-Ecologie est présent dans de nombreuses fêtes écolos en Belgique, ce qui permettra de nous faire connaître...
On cherche à trouver le même arrangement avec une association suisse et une autre québécoise.

Découvrez Silence : c'est parti !

Pendant le 1er semestre 97, nous lançons une grande campagne de recherche d'adresses de personnes susceptibles de s'abonner. Les abonnés recevront pour cela un mode d'emploi et un carnet dans les derniers jours de l'année. Pour les lecteurs qui nous achètent dans un point de vente alternatif, nous pouvons vous envoyer ce même courrier sur simple demande par écrit de votre part.

Où va le climat ?

En septembre, nous vous annoncions un peu précipitamment la sortie d'un nouveau livre "Où va le climat ?" co-édité avec Greenpeace. Des problèmes de photos ont retardé sa sortie de deux mois, mais maintenant, il est bien là !

Un toit pour l'écologie

Silence achète collectivement son local avec huit autres associations. Notre part est de 150 000 F. Nous avons lancé une souscription. Fin octobre, il ne manquait plus que 8023 F.

En novembre, nous avons reçu :

Allard M. (Ariège)	100 F
Aussant R. (Charente-Mar.)	120 F
Bertrand D. (Alpes Hte-Prov.)	200 F
Bland S. (Drôme)	100 F
Brygoo A. (Paris)	200 F
Caclin L. (Rhône)	200 F
Coadic S. (Puy-de-Dôme)	150 F
Collet P. (Paris)	150 F
De Bellefon A. (Htes-Pyrénées)	110 F
Diederichs M. (B.-du-Rhône)	100 F
Dufetelle J.P. (Seine-et-Marne)	500 F
Dupuy S. (Yvelines)	150 F
Frey J.L. (Haute-Savoie)	150 F
Gagneux J.M. (Gard)	400 F
Garde P. (Isère)	150 F
Gerin B. (Bouches-du-Rhône)	700 F
Gironde D. (Rhône)	200 F
Jouve B. (Loire)	100 F
Kamamaile M. (Suisse)	200 F
Labarre D. (Gironde)	200 F
Lamy D. (Côte d'Armor)	100 F
Latouche P. (Loir-et-Cher)	100 F
Mouginot V. (Hte-Vienne)	150 F
Rousteau P. (Charente)	200 F
Sacquet J.L. (Bas-Rhin)	150 F
Vachier M. (Savoie)	150 F
Vaillant A (Alpes de Hte-Prov.)	200 F
X	200 F
X	100 F
Total du mois :	**5530 F**
Reste à trouver :	**2493 F**

Donc si vous voulez avoir votre nom dans cette liste, c'est maintenant ou jamais !

SILENCE
"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, F - 69004 LYON
Tel: 04 78 39 55 33
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Écologie
Route de Renipont 33,
B - 1380 OHAIN, Belgique
CCP 000-15 19 365-54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tel : 04 75 85 51 00
******
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)
******
N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 1997
Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence
Président : **Dominique Zanda**
Trésorière : **Myriam Cognard**
Administrateurs : **Jacques Caclin-Mpouma**, **Michèle Dussault-Delorme**

Réalisation du journal
Directeur de publication : **Dominique Zanda**
Secrétaires de rédaction : **Michel Bernard**, **Michel Jarru**
Publicité : **Michel Jarru**
Relations commerciales : **Eve Malafosse**
Rédaction : **Patrice Bouveret**, **René Hamm**, **Michèle Dussaut-Delorme**, **Sylviane Poulenard**, **Francis Vergier**
Conseillers scientifiques : **Roger Bernard**, **Richard Grantham**, **Jacques Grinevald**, **Henri Persat**, **Henri Pezerat**, **André Picot**
Dessinateurs : **Altho**, **Cyril**, **Lasserpe**, **Mutio**
Correctrice : **Chantal Grosmollard**
Conception maquette : **Hubert Plisson**
Expédition : **Chistiane Chapon**, **Claude Crotet**, **Elise Dumont**, **Déborah Gaudin**, **Loïc Gaudin**, **Maloin**, **Vincent Martin**, **Bernard Parez**, **Christian Rony**, **Xavier Sérédine**, **Myriam Travostino**, **Raymond Vignal**, **Suzanne Vignal**
Correspondants : **Georges David**, **Alain Claude-Galtié**, **José Oria**, **Mireille Oria**, **Perline**, **Jean-Luc Thierry**
Et pour ce numéro : **Didier Anger**, **David Boilley**, **Murray Bookchin**, **Henry Chevallier**, **Eric Dacheux**, **Maurice Jacoby**, **Erik Marchandise**, **Jean-Marie Muller**, **François Schneider**, **François Terris**

Venez nous voir !

N°214 - Février
Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 21 décembre à 14 h
(Clôture des brèves : vendredi 10 janvier à 12 h)
Expédition
vendredi 24 janvier à 18 h

N°215 - Mars
Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 1er février à 14 h
(Clôture des brèves : vendredi 7 février à 12 h)
Expédition
vendredi 21 février à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Le mois de *LASSERPE*









EDITORIAL

Dans quel Etat j'erre ?

Régulièrement la presse libertaire accroche les écologistes sur l'évanescence de la critique de l'Etat dans leurs textes fondateurs. Comment un mouvement qui veut intégrer la non-violence dans sa démarche peut-il faire l'impasse sur ce sujet ?

En effet, par définition, l'Etat est un système régulateur de la société qui s'arroge le monopole de la violence et fonctionne par la contrainte. Cette confiscation de la violence - à travers les institutions que sont la police, l'armée, la justice et de manière plus diffuse l'éducation, la sécurité sociale, etc... - n'a rien à voir avec un projet non-violent qui s'oppose aux formes de domination.

Alors quelle société veulent les écologistes ? Pour réaliser un dossier dans Silence, nous avons donc cherché des textes significatifs sur l'Etat. Force est de reconnaître que s'ils existent, ils sont discrets.

Bien sûr, on trouve de nombreux textes sur les réformes que pourraient apporter une prise de pouvoir par les écologistes, mais quid de cette prise de pouvoir ? Verts, Mouvement Ecologiste Indépendant et autres mouvements "politiques" ne semblent pas avoir eu l'idée de s'interroger sur la question.

Cette soumission à un dogme en contradiction avec la non-violence est atterrante. A moins que, comme pour de nombreux autres partis, la "non-violence" ne soit qu'une promesse électorale que l'on oubliera dès le lendemain des élections... au nom d'un certain "réalisme".

Michel BERNARD

POLITIQUE

L'ETAT COMME VIOLENCE INSTITUTIONNALISEE

L'Etat, théoriquement garant de la paix civile accepte la violence comme base de son fonctionnement. Cette pratique fait de tout Etat démocratique le terreau d'un Etat totalitaire. Jean-Marie Muller montre ici où et comment s'exerce la violence de l'Etat et propose comme alternative la mise en place d'une structure de médiation s'appuyant sur les ressources de la non-violence.

L'Etat est constitué par l'ensemble des institutions politiques, administratives, juridiques, policières et militaires qui organisent les pouvoirs et les services publics. La mission spécifique de l'Etat est d'établir, de maintenir et, le cas échéant, de rétablir la paix civile afin d'assurer la sécurité des citoyens. L'ordre public ne peut résulter que d'une organisation contraignante de la société reposant sur des obligations et des interdits. L'Etat exerce un pouvoir de contrainte. Il serait illusoire de prétendre gérer une société en n'ayant recours qu'à des moyens de *persuasion* ; le cas échéant, des moyens de *contrainte* doivent pouvoir obliger les individus à respecter le "contrat social" qui fonde l'ordre et la cohésion de la cité.

Il existe un droit et un devoir de défense de la société contre ceux qui troublent l'ordre public. Une société de droit ne peut se dispenser d'une justice et d'une police institutionnalisés, capables de mettre "hors d'état de nuire", c'est-à-dire de neutraliser par la "force publique", les individus et les groupes qui mettent en danger la paix civile. On ne saurait donc organiser une société de justice et de liberté sans reconnaître la légitimité de l'obligation de la loi et de la contrainte de la justice.

Le monopole de la violence

Mais alors, une question se pose dont l'enjeu politique est décisif : si la contrainte sociale et l'usage de la "force publique" sont nécessaires pour assurer la paix civile, quels sont les moyens légitimes de cette contrainte ? Les Etats répondent à cette question en revendiquant pour leur propre compte le monopole de la violence légitime. *"L'Etat moderne,* écrit Max Weber, *est un groupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché (avec succès) à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but, a réuni dans les mains des dirigeants les moyens matériels de gestion"* (1).

Certes, la contrainte légale (définie par le droit pénal) pouvant impliquer la violence physique n'est pas l'unique moyen auquel l'Etat a recours pour organiser la société. L'Etat cependant accomplit rarement une œuvre de persuasion et celle-ci implique une menace qui est déjà contraignante. Ainsi la contrainte et, en dernier ressort, la violence sont-elles les moyens spécifiques de l'Etat. Il existe une relation organique entre l'Etat et la violence. Ce lien est irréductible ; il est constitutif de l'Etat.

"L'Etat, affirme Nietzsche, *c'est le plus froid des monstres*

(1) Max Weber, *Le savant et la politique*, p.108.

froids. Il ment froidement ; et voici le message qui s'échappe de sa bouche : «Moi l'Etat, je suis le Peuple»" (2). C'est en effet le concept de peuple souverain qui se trouve au fondement de celui d'Etat souverain, mais la souveraineté du peuple est un concept totalisant qui porte en germe celui de l'Etat totalitaire. Dès lors, pour construire la démocratie, il importe non seulement de récuser la souveraineté de l'Etat, mais également la souveraineté du peuple. Lorsque Jean-Jacques Rousseau, dont l'influence fut déterminante sur la doctrine de l'Etat élaborée par les régimes issus de la révolution de 1789, affirme que les clauses du "contrat social" *"se réduisent toutes à une seule, à savoir l'aliénation totale de chaque associé avec tous ces droits à toute la communauté"* (3), il fonde la dictature de la "communauté" sur "chaque associé". Rousseau est bien *"le prophète de l'Etat doctrinaire"* que Bakounine voyait en lui (4). Jacques Maritain, dont l'inspiration philosophique ne puise pas aux mêmes sources que celle de Bakounine, porte le même jugement : *"Rousseau, qui n'était pas un démocrate, a introduit dans les démocraties modernes naissantes une notion de la Souveraineté qui était destructrice de la démocratie, et tendait vers l'Etat totalitaire (...) Si nous voulons penser d'une façon consistante en matière de philosophie politique, il nous faut rejeter le concept de la Souveraineté qui ne fait qu'un avec le concept d'Absolutisme"* (5).

Au nom de l'intérêt général

Ainsi la souveraineté du peuple est-elle davantage une menace qu'une garantie pour la liberté du citoyen : elle implique qu'il renonce à son autonomie pour se soumettre à une prétendue "volonté générale" qui peut l'obliger à mourir en se sacrifiant pour "l'intérêt général". *"C'est un principe de tous les gouvernements,* écrit douloureusement Jean Guéhenno, *qu'un soldat doive être docile et facile à tuer"* (6). C'est en effet dans l'organisation du service militaire que la mainmise de l'Etat sur le citoyen se manifeste avec le plus de force. Il est significatif que la conscription obligatoire et le suffrage universel aient été établis en même temps dans les sociétés modernes. *"Comme une contagion,* observe Taine, *à la fin du XIXème siècle, la conscription s'est propagée d'Etat en Etat ; à présent, elle a gagné toute l'Europe continentale, et elle y règne avec le compagnon naturel qui toujours le précède ou la suit, avec son frère jumeau, avec le suffrage universel, chacun des deux plus ou moins incomplet ou déguisé, tous les deux conducteurs ou régulateurs aveugles et formidables de l'histoire future, l'un mettant dans les mains de chaque adulte un bulletin de vote, l'autre mettant sur le dos de chaque adulte un sac de soldat"* (7).

Ainsi, tout s'est-il passé comme si l'Etat avait établi un arrangement avec les citoyens en troquant avec ceux-ci le droit électoral et le devoir militaire. Mais, comme l'a souligné Georges Bernanos, c'est l'Etat qui en était le principal bénéficiaire : *"La conscription obligatoire était pour l'Etat un bénéfice réel, concret. Au lieu que le droit de vote n'était guère, entre les mains de l'individu destitué, devenu la propriété de la nation au même titre que le reste du matériel de guerre, qu'une illusion"* (8). Bernanos affirme que cet arrangement fut pour les citoyens un marché de dupes : *"Les Français voulaient la liberté, ils la voulaient de tout leur cœur, ils la voulaient pour tout le monde. Ils ont cru que, appelés à élire leurs maîtres, ils étaient ainsi les maîtres de l'Etat et que, dès lors, fortifiant l'Etat, ils se fortifiaient eux-mêmes"* (9).

L'Etat, en effet, s'est beaucoup plus préoccupé de contraindre les individus à faire leurs devoirs de soldat que de s'obliger lui-même à respecter leurs droits de citoyen. *"Entre beaucoup d'entreprises,* ironise Bernanos, *la démocratie n'a jamais réussi à mener à bien que l'institution de la guerre démocratique - le gouvernement de tous par tous reste dans les nuées du devenir, mais la guerre de tous par tous, celle-là, vous ne l'avez pas ratée. (...) La guerre de tous est incompatible avec le gouvernement de tous, et l'est à ce point que la guerre démocratique reste l'affaire des dictatures et particulièrement de cette forme essentielle de dictature qui est la dictature des consciences"* (10).

Pour éviter le piège totalitaire, il convient de récuser avec force toute conception organique de la société, selon laquelle la fonction de chaque individu se trouve définie selon les besoins de la collectivité. Car, alors, la personne n'existe plus en elle-même ni pour elle-même, mais par la société et pour la société ; elle doit être soumise aux lois qui règlent le bon fonctionnement du corps social. L'ordre, l'harmonie et l'unité du tout justifient la soumission de tous. Celui qui refuse de se soumettre doit être éliminé pour éviter toute contagion. Une telle conception de la société, qui a inspiré tant et tant de doctrines politiques, donne à la société tous les droits et à l'homme tous les devoirs. Elle détruit toute autonomie de la personne et ne laisse subsister que le pouvoir de l'Etat monolithique. *"C'est l'homme,* affirme Nicolas Berdiaeff, *qui est un organisme, dont la société est un organe et non inversement"* (11).

Le mythe de Narcisse

L'idéologie de l'unité, qui est en même temps l'idéologie de la totalité, engendre naturellement une idéologie de la puissance, de la domination et de la violence. L'homme d'Etat ou, plus précisément, l'homme de l'Etat est obsédé par l'unité du tout et il rejoint ainsi l'obsession du violent. *"Pour le violent,* écrit Roland Sublon, *tout vient de l'Un et tout doit retourner à l'Un"* (12). Sublon réfléchit sur la signification du mythe de Narcisse et de son rapport avec le pouvoir et la violence. Narcisse est ce jeune homme de la légende grecque qui, méprisant les autres, n'est capable que de s'épandre de sa propre image : *"C'est Lui ou rien et lui c'est Tout, l'autre, au mieux c'est l'ennemi"* (13). L'homme au pouvoir résiste mal à la tentation de devenir semblable à Narcisse. Il n'aime que lui, n'écoute que sa propre vérité et, par conséquent, n'hésite pas à user de violence à l'encontre de quiconque ne l'aime pas et ne se soumet pas à sa vérité.

(2) Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*, p.61
(3) Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, livre 1, chapitre VI "Du pacte social".
(4) Michel Bakounine, *La liberté*, Ed. J.J. Pauvert 1965, p.56
(5) Jacques Maritain, *L'homme et l'Etat*, Ed. PUF, 1965, p.41-43.
(6) Jean Guéhenno, *La mort des autres*, Ed. Grasset, 1968, p.23.
(7) Taine, cité par Bertrand de Jouvenel, *Du Pouvoir*, Ed. Hachette, 1977, p.30.
(8) Georges Bernanos, *Le chemin de la Croix-des-Ames*, Ed. Gallimard, 1948, p.108.
(9) Id. ibid.
(10) Georges Bernanos, *Les enfants humiliés*, Ed. Gallimard, 1949, p.62.
(11) Nicolas Berdiaeff, *De l'esclavage et de la liberté*, Ed. Aubier, 1963, p.121.
(12) Roland Sublon, *Narcisse au service du pouvoir*, Cahiers de la réconciliation, février 1979, p.14.
(13) Id. ibid., p.15.

"Qu'une altérité apparaisse quelque part et la violence cachée éclate au grand jour. Voilà que sont mises en branle les manœuvres visant à retourner au même, et que les stratégies déploient leur œuvre de réduction. Il faut réduire l'autre, gommer les différences, museler la parole, ramener ceux qui errent, rééduquer ceux qui se trompent, supprimer les empêcheurs de tourner en rond. Narcisse contredit, son sourire séducteur se transforme en grimace. Il sort de ses tiroirs menottes et baillons, dresse ses chevalets de torture et n'a de cesse qu'advienne la Vérité un instant mise en cause. Le violent défend l'Egalité et la Fraternité ; il court après le Même, mais c'est la mort qui le hante" (14).

Le nombre Un est le symbole de la violence, et le nombre Trois symbolise la non-violence. En d'autres termes, la violence est le triomphe de l'Un, alors que la non-violence est l'union de Trois – le nombre Deux, qui exprime le face à face de deux individus qui risquent de ne conjuguer que leurs individualismes, est trop pauvre pour symboliser une véritable union.

L'unité contre l'union

Une société de liberté est plurielle ; seule une société totalitaire est une. Moisei Ostrogorski affirme que le principe vital du nouvel ordre politique instauré par la révolution démocratique est *"le principe de l'union substituée à l'unité"* (15). *"Ni dans la sphère religieuse,* écrit-il, *ni dans la société, ni dans l'Etat, l'unité n'est plus possible depuis que s'est ouverte l'ère de la liberté, où les idées et les intérêts cherchent à s'affirmer dans toute leur variété. Des éléments sociaux divers ne peuvent être maintenus dans l'unité que par la tyrannie, que ce soit la tyrannie armée du glaive ou la tyrannie morale qui a commencé avec la théocratie et continué sous la forme de conventions sociales"* (16). Pour éviter que la tyrannie ne vienne faire disparaître cette variété des idées et des intérêts, il faut donc permettre aux désaccords et aux conflits de s'exprimer. La tâche du pouvoir politique est de gérer les conflits et non pas de les supprimer. La démocratie est conflictuelle, car le conflit permet la reconnaissance et le respect des différences.

Le fondement d'un gouvernement démocratique, ce n'est pas la volonté générale du peuple définie comme une entité immuable exerçant un pouvoir absolu sur les individus, mais l'accord auquel parviennent les citoyens à travers la libre confrontation de leurs volontés particulières. Cet accord ne peut être obtenu sur toutes choses et une fois pour toutes ; par sa nature même, il se trouve sans cesse remis en cause et doit se renouveler continuellement selon l'évolution des faits et des idées. En outre, selon toute probabilité, sur chaque question débattue, l'accord réalisé ne sera que celui d'une majorité. Aussi cet accord partiel ne doit-il pas mettre un terme au débat ; ceux qui se trouvent en dehors de cette majorité doivent garder toute liberté de continuer à faire valoir leurs idées. Il ne s'agit d'ailleurs pas de rechercher une majorité d'idées qui aurait, pendant tout le temps d'un mandat, tout pouvoir pour décider sur toutes les questions — ce qui serait encore vouloir imposer une unité de façade à l'ensemble des citoyens —, mais de rechercher des majorités d'idées sur chaque question à débattre. Le contrat social originel doit garantir la possibilité effective de produire plusieurs contrats sociaux différents, c'est-à-dire, comme le souligne Ostrogorski, qu'il doit stipuler que *"les membres de la société, tous égaux en droit, n'useront pas de la force dans leurs relations, mais qu'ils négocieront une entente chaque fois que la vie sociale aura soulevé un problème d'intérêt commun, et que l'entente conclue fera foi"* (17). Certes, l'union contractuelle est plus difficile que l'unité forcée, mais la démocratie repose précisément sur le respect de cette difficulté et le refus de la supprimer par le recours à la violence.

L'Etat fonde la légitimité de sa propre violence sur la nécessité de s'opposer efficacement à la violence des individus et des groupes sociaux qui troublent l'ordre public. Certes, il existe des situations limites où il s'avère difficile, voire impossible, de rétablir l'ordre public sans recourir à la violence. Mais on fait subir à la pensée politique une grave distorsion en prenant prétexte de ces cas limites où la violence peut être nécessaire, pour construire une *doctrine* qui confère à l'Etat le *droit* de recourir *normalement* à la violence physique pour assurer la paix civile. Dès lors que les citoyens ont, une fois pour toutes, concédé à l'Etat le droit de recourir à la violence pour maintenir l'ordre public, il est facile à l'Etat d'invoquer ce droit pour défendre sa propre "sûreté" contre les citoyens dans l'exercice de leur fonction. Ce seuil franchi — et l'histoire nous montre que ce n'est pas une hypothèse d'école —, l'Etat ne constitue plus une garantie pour la sécurité des citoyens, mais une menace pour elle. Car l'ordre étatique tend à normaliser aussi les opinions. L'Etat est continuellement tenté de criminaliser la dissidence et de la réprimer comme une délinquance. L'histoire officielle de l'Etat, comme celle de la guerre, est écrite par les survivants et les vainqueurs ; elle passe par profits et pertes les victimes innocentes de l'Etat qui se trouvent condamnées à l'anonymat et à l'oubli.

Police, Polis et politique

Toute société, cependant, doit se doter d'une police chargée de "maintenir l'ordre" et de "faire respecter la loi". Le mot "police" a la même étymologie que le mot "politique" et se rapporte au gouvernement de la "cité". La visée de l'action policière, comme celle de l'action politique, est de pacifier la vie sociale, c'est-à-dire de construire une société libérée de l'emprise de la violence. La fonction de la police est de concourir à garantir les libertés des citoyens, à faire respecter leurs droits et à assurer leur sécurité.

Littéralement, les policiers doivent être des "agents de la paix", c'est-à-dire qu'ils doivent "faire la paix" entre les individus qui vivent dans la même cité. La police a pour tâche essentielle de prévenir et, le cas échéant, de résoudre les conflits en recourant aux méthodes non-violentes d'interposition, de médiation et de conciliation.

(14) Id. ibid., p.15-16.
(15) Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Ed. Le Seuil, 1979, p.221.
(16) Id. ibid., p.218.
(17) Id. ibid., p.226.

La police peut être amenée à utiliser des méthodes de "contraintes par corps" — au sens littéral de cette expression — afin de neutraliser des fauteurs de violence et de les mettre hors d'état de nuire. Il existe des situations particulières où il difficile, voire impossible, de neutraliser, sans recourir à la violence, un ou plusieurs individus armés qui menacent la vie d'autrui. Cependant, même en de telles circonstances, tout doit être tenté pour désarmer et capturer le ou les malfaiteurs en évitant de les blesser ou de les tuer. Si, malgré tout, il y a mort d'homme du fait de la police, il s'agit d'un échec qui interdit tout "communiqué de victoire". Si la police échoue à rétablir la paix sociale sans utiliser la violence meurtrière, la société tout entière partage la responsabilité de cet échec. Une démocratie commence à se nier elle-même lorsqu'elle refuse de reconnaître sa propre violence comme un échec. Il conviendrait de se demander s'il ne serait pas possible d'instituer un rite public, au cours duquel, chaque fois que l'usage de la force publique a causé la mort d'un homme, un représentant de la République (par exemple le Préfet) reconnaîtrait que l'exercice de la violence meurtrière, même si elle a été nécessaire, est toujours un drame, un malheur, un échec et qu'elle est donc à vivre dans une conduite de "deuil".

L'existence de ces limites, où s'impose la nécessité de recourir à la violence, ne saurait servir de prétexte à réhabiliter la violence comme moyen habituel d'assurer l'ordre public et de rétablir la paix sociale. Pour que l'exception ne devienne pas la règle, mais vienne au contraire la confirmer, il faut être encore plus vigoureux dans le respect de cette dernière. Et la règle doit être la résolution non-violente des conflits.

La violence du système pénal

L'une des fonctions revendiquées par l'Etat, au nom de la légitime défense des citoyens, est d'arrêter, de juger et de condamner ceux qui ont désobéi à la loi et porté atteinte à l'ordre public. Mais, en même temps, l'Etat revendique le droit de recourir lui-même à la violence pour punir la violence. L'histoire de la répression des crimes par l'Etat est peut-être plus effrayante que l'histoire des crimes. Simone Weil a dénoncé la violence avec laquelle l'Etat s'acquitte de sa tâche de justicier. Très souvent, affirme-t-elle, une condamnation prononcée par l'appareil de la justice pénale est *"un crime contre l'humanité"* (18) : il ne s'agit alors que de *"la plus basse vengeance"* (19). Sous prétexte de mépriser le crime, la société méprise le criminel qui est écrasé par le malheur. L'homme qui est tombé aux mains de l'appareil pénal devient *"aux yeux de tous et à ses propres yeux une chose vile, un objet de rebut"* (20).

Selon Simone Weil, l'un des plus graves dysfonctionnements de la répression punitive, c'est qu'elle fait montre de la plus grande sévérité à l'encontre de ceux que la société a défavorisés et de la plus grande indulgence à l'égard de ceux qu'elle a privilégiés. Une véritable justice exigerait tout le contraire : *"Pour les fautes comme pour les crimes, le degré d'impunité doit augmenter non pas quand on monte, mais quand on descend l'échelle sociale"* (21). Ainsi, l'un des problèmes politiques les plus difficiles à résoudre est d'empêcher que *"s'établisse en haut une conspiration en vue d'obtenir l'impunité"* (22). Simone Weil préconise que plusieurs hommes aient la charge d'empêcher une telle conspiration, mais encore faudrait-il qu'ils soient suffisamment intègres pour ne pas être tentés d'en faire eux-mêmes partie.

Dans une société théocratique où la loi pénale s'inspire d'une loi religieuse, où les tribunaux des hommes prétendent rendre le jugement d'un dieu justicier, la sanction veut être un châtiment infligé au coupable en expiation de sa faute, et l'histoire des religions nous montre jusqu'à quelles cruautés de tels principes peuvent conduire. Dans son livre L'évangile de la vie, Karol Wojtyla s'en tient à une telle conception expiatoire de la justice lorsqu'il écrit : *"Les pouvoirs publics doivent sévir face à la violation des droits personnels et sociaux, à travers l'imposition au coupable d'une* ***expiation*** *adéquate à la* ***faute*** (c'est nous qui soulignons), *condition requise pour être réadmis à jouir de la liberté. En ce sens, l'autorité atteint aussi comme objectif de défendre l'ordre public et la sécurité des personnes"* (23). Dans une société démocratique, et par conséquent laïque, les pouvoirs publics ne doivent pas avoir d'autres objectifs que de "défendre l'ordre public et la sécurité des personnes". La fonction de la justice n'est pas de punir une faute, mais de juger un délit. Elle n'est pas de châtier un coupable, mais de mettre hors d'état de nuire un homme dangereux. La sanction pénale ne doit donc comporter aucun châtiment, aucune violence corporelle à l'encontre du délinquant. Or, la prison, telle qu'elle existe encore dans nos sociétés, reste un châtiment corporel qui, depuis longtemps, aurait dû être aboli par la démocratie (la prison n'est-elle pas encore considérée comme un "pénitencier", c'est-à-dire un lieu où l'on fait pénitence ?).

Pour une justice humaine

La sanction pénale qui prive le délinquant de sa liberté en le détenant en prison a pour finalité la prévention de nouveaux délits, d'une part, en empêchant la récidive du délinquant, et d'autre part, en dissuadant les délinquants potentiels de passer à l'acte. La société a en effet le droit et le devoir d'exercer à l'encontre des individus qui troublent l'ordre public une contrainte légale — littéralement une "contrainte par corps" — qui neutralise leur capacité de nuisance sociale. Il n'est pas possible d'organiser une société de droit sans définir les délits et sans établir des sanctions. Mais en même temps que la sanction pénale doit permettre à la société de se défendre, elle doit permettre au délinquant de se réinsérer dans la société. Si le délinquant perd certains de ses droits dans la société, celle-ci ne perd aucun de ses devoirs à son égard. Il ne s'agit pas de débattre pour savoir si le délinquant mérite d'être traité avec humanité ; la société se doit à elle-même de le traiter avec humanité. A l'inhumanité du délit, doit

(18) Simone Weil, *Cahiers III*, p.319.
(19) Simone Weil, *Ecrits de Londres*, Ed. Gallimard, 1957, p.41.
(20) Simone Weil, *Attente de Dieu*, p.142.
(21) Simone Weil, *L'enracinement*, p.34.
(22) Id. ibid.
(23) Jean-Paul II, *L'évangile de la vie*, § 56.

répondre l'humanité de la sanction. S'il convient de juger le crime selon les rigueurs de la justice, il importe de traiter le criminel selon les exigences de la bonté. Il ne s'agit pas d'être indulgent envers le criminel, mais d'être bon.

Le but de la sanction, notamment la détention lorsque celle-ci s'avère nécessaire, doit être la réinsertion du délinquant dans la société, c'est-à-dire sa re-socialisation. Or, tout concourt à faire de la prison un lieu d'exclusion sociale, c'est-à-dire de dé-socialisation. Les conditions de détention en prison ont de multiples effets pervers sur la personnalité du prisonnier. En lui interdisant toute communication avec autrui et en le privant de toute responsabilité, on lui impose des comportements de régression qui tendent à désintégrer sa personne. La prison est une structure inhumaine qui déshumanise le détenu. Lorsqu'il sera remis en liberté, il aura le plus grand mal à retrouver sa place dans la société. C'est un fait dûment prouvé par toutes les enquêtes et vérifié par toutes les statistiques : la prison est une école de récidive. Il est démontré que la sanction carcérale n'a pas sur le délinquant l'effet dissuasif recherché. Au demeurant, il est assez naturel que la prison impressionne surtout ceux qui ne sont nullement tentés par la délinquance. Dès lors, s'il est incontestable que l'incarcération des "petits délinquants" ne fait qu'augmenter les probabilités de récidive, pourquoi donc les tribunaux continuent-ils à les envoyer en prison ? Certes, ils appliquent la loi, mais ne sont-ils pas libres de leur jurisprudence ? Tout se passe, en réalité, comme si les juges eux-mêmes étaient prisonniers de l'idéologie carcérale et qu'ils redoutaient les accusations de laxisme que l'opinion publique est prête à brandir à leur encontre.

Suspendre l'action pénale

Devant l'échec manifeste de la répression carcérale de la délinquance, la société est mise au défi de mettre en œuvre son traitement social. La détention ne doit être que le dernier recours lorsqu'il est nécessaire de neutraliser les "grands délinquants" dont la dangerosité publique est avérée. Pour les autres, et ils sont de loin les plus nombreux, il est certainement possible d'éviter l'engrenage du système pénal par ce que les Anglo-Saxons appellent la "diversion judiciaire". Il s'agit non seulement d'éviter la prison, mais également le tribunal par la suspension de l'action pénale. Il revient alors à des "médiateurs" de tenter de concilier les auteurs du délit avec ceux qui en ont été les victimes. Ainsi, pour les infractions contre les biens (les vols ou les détériorations), l'objectif à atteindre est leur restitution ou leur réparation et un dédommagement pour les préjudices subis. Si la médiation échoue, l'action pénale devient nécessaire, mais, dans le plus grand nombre de cas, des peines non privatives de liberté - comme l'obligation de réaliser des travaux d'intérêt public - permettent encore d'éviter l'incarcération.

Pour ceux dont la détention s'avère nécessaire, le but recherché doit rester la réhabilitation sociale. Il convient de renoncer aux grandes prisons de plusieurs centaines de détenus. Le seul critère retenu pour organiser de telles centrales est l'efficacité de la surveillance et le seul but recherché est d'éviter l'évasion. Dans ces conditions, toute la vie du détenu est soumise à la logique de la répression et rien ne prépare sa réinsertion. Mieux vaudrait s'orienter vers la réalisation de petites unités qui permettraient d'accompagner les mesures de sûreté par des mesures de sociothérapie. Mais un tel programme implique que les citoyens ne démissionnent pas de leur responsabilité en demandant à l'Etat de faire disparaître les délinquants derrière des murs les plus hauts possibles, et qu'ils acceptent de prendre en charge leur réinsertion.

La justification de la peine de mort s'inscrit dans la logique "expiatoire" de la justice pénale. Il est remarquable que, même dans les sociétés où la peine de mort a été supprimée, l'opinion publique lui reste généralement favorable. Elle continue de réagir vis-à-vis des "criminels" selon la logique qui justifie le châtiment suprême et réclame la loi du talion : *"fracture contre fracture, œil pour œil, dent pour dent"* (24) et donc "mort pour mort". Elle brandit le respect de la victime pour exiger le meurtre de l'assassin. Elle crie vengeance et s'indigne dès qu'elle estime que le criminel bénéficie d'un traitement de clémence, c'est-à-dire d'humanité. Cette réaction passionnelle est animée par un véritable désir de violence qui fait échec aux proclamations "humanistes" de la civilisation. Justifier la peine de mort, c'est décider de nier une fois pour toutes le caractère transcendant et sacré de la vie humaine. Si la vie du criminel n'est pas sacrée, la vie de l'homme n'est pas sacrée du tout.

Il ne s'agit pas de tenter de prouver que la peine de mort n'est pas dissuasive ; il ne s'agit pas non plus de se demander quelle peine il convient de lui substituer. La peine de mort est impossible parce qu'elle est impensable. Elle est impensable, parce que penser la peine de mort, c'est accepter le meurtre d'un homme devenu "innocent", c'est-à-dire littéralement, qui se trouve dans l'incapacité de nuire. Pas même la nécessité, que l'on invoque dans une situation de légitime défense, ne peut ici servir de prétexte pour accepter de tuer.

De l'Etat démocratique à l'Etat totalitaire

En institutionnalisant la violence comme moyen normal — qui sert de norme — et régulier — qui sert de règle — de gérer les inévitables conflits qui surgissent au sein de la société, l'Etat lui donne droit de cité. Dès lors, c'est l'ensemble des rapports sociaux qui se trouvent contaminés par la logique de la violence. En démocratie, le but premier de la politique est de mettre la violence hors la loi ; ainsi l'Etat va-t-il à l'encontre de ce but en mettant la violence dans la loi.

Certes, l'Etat démocratique et l'Etat totalitaire ne présentent pas le même visage et ne méritent pas le même jugement. Mais si leur rapport à la violence est différent dans la pratique, il ne l'est pas vraiment dans la théorie. Entre la doctrine de l'Etat libéral et celle de l'Etat totalitaire, il y a continuité. Celle-ci procède de celle-là ; elle lui emprunte non seulement l'es-

(24) Le Lévétique, 24, 20.

sentiel de son argumentation, mais aussi l'essentiel de son arsenal technique. *"Il n'est pas naturel au Pouvoir d'être faible,* écrit Bertrand de Jouvenel (...) *Un homme, une équipe, peuvent alors, s'emparant du pouvoir, employer ses leviers sans timidité. (...) La «chambre des machines» était constituée, ils ne font que s'en servir (...) Les serres et les griffes qu'il fait alors sentir ont poussé durant la saison démocratique. Il mobilise la population, mais c'est en période démocratique qu'a été posé le principe de l'obligation militaire (...) La puissance policière même, qui est l'attribut le plus insupportable de la tyrannie, a grandi à l'ombre de la démocratie"* (25). L'Etat libéral est lui-même sous-tendu par une idéologie de la violence nécessaire et légitime qui porte déjà en elle l'idéologie qui servira à l'Etat totalitaire pour affirmer sa propre légitimité. *"Le cancer de l'Etat,* écrivait Emmanuel Mounier dans son Manifeste au service du personnalisme paru en 1936, *se forme au sein même de nos démocraties. (...) L'étatisme "démocratique" glisse à l'état totalitaire comme le fleuve à la mer"* (26). *"Tout Etat centralisé et souverain,* écrit pour sa part Simone Weil, *est conquérant et dictatorial en puissance et devient tel en effet pour autant qu'il croit en avoir la force"* (27). La machine bureaucratique fabriquée par l'Etat libéral est toujours prête à servir un régime totalitaire. Les garanties constitutionnelles et légales pourront rester : il suffira qu'elles restent lettre morte. L'histoire nous montre souvent que la démocratie est durement et durablement malmenée par les violences des agents de l'Etat contre les citoyens, alors même qu'ils prétendent agir pour garantir la paix civile;

La raison d'Etat choisit trop souvent d'ignorer les raisons de la démocratie. N'est-ce pas le ministre de l'Intérieur d'un gouvernement français on ne peut plus "libéral" qui affirmait à la télévision, le 26 février 1987 : *"La démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat"* ? Certes, les hommes d'Etat sont généralement plus discrets mais, en disant cela, le ministre français Charles Pasqua n'avouait-il pas une règle inavouée de la pratique de tous les Etats ? Lorsque l'idéologie sécuritaire, au nom de la nécessité de l'ordre, innocente l'Etat de ses actes de violence, alors peut naître la tyrannie. L'idéologie de la violence légitime engendre et nourrit les doctrines de l'Etat totalitaire. Pour combattre celle-ci, il faut commencer par récuser celle-là dès le moment où elle apparaît, feutrée et bien intentionnée, au sein de l'Etat démocratique. La philosophie politique de la non-violence récuse les doctrines de l'Etat en ce qu'elles engendrent par elles-mêmes un processus de légitimation idéologique de la violence qui constitue une menace pour la démocratie.

Trouver un équivalent fonctionnel de l'Etat

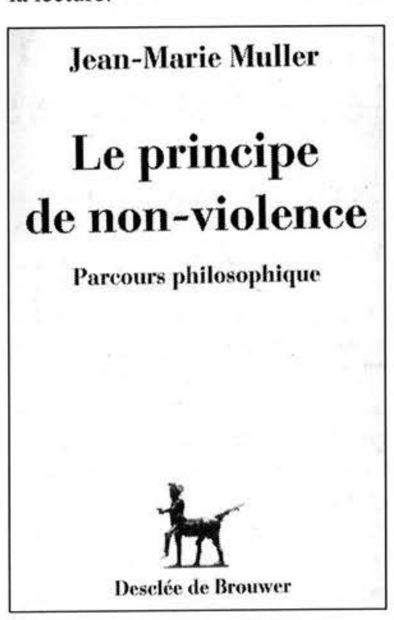
La non-violence postule une transformation profonde et constante de l'Etat dans la mesure même où elle vise à résoudre les conflits sans recourir à la violence. Cependant, un tel processus ne saurait conduire à la disparition de tout pouvoir politique de contrainte. Vouloir construire une société sans gouvernement, sans lois, sans police et sans justice relève de l'utopie. Une telle société, si elle était jamais instituée, se déstructurerait aussitôt sous l'effet de la force dissolvante des individualismes et des particularismes. Aussi le projet de société qui s'inspire de la philosophie de la non-violence vise-t-il à instituer un pouvoir politique de régulation, de coordination, de médiation, d'arbitrage et, le cas échéant, de contrainte qui soit un "équivalent fonctionnel" de l'Etat, mais qu'il nous semble préférable, pour la rigueur et la clarté des concepts, de ne plus appeler un Etat. Un tel pouvoir politique, en effet, se différencierait profondément de l'Etat dans son rapport à la violence. Plutôt que de supprimer les conflits par la violence, il s'efforcerait de les assumer et de les résoudre par la non-violence. Cet effort devrait s'enraciner dans une volonté politique tenace et s'incarner dans des solutions techniques suscitées par une vigoureuse inventivité institutionnelle. Celles-ci ne pourraient être trouvées dans un quelconque manuel théorique ; elles devraient être mises en œuvre progressivement à travers de multiples expérimentations sociales qui ne seraient pas conduites en marge de la société mais constitueraient un investissement institutionnel prioritaire.

La non-violence politique ne saurait être absolue, elle est nécessairement relative, c'est-à-dire reliée aux hommes, aux situations, aux événements. Il ne s'agit donc pas de partir de l'idée pure d'une société parfaite pour tenter ensuite de la plaquer à la réalité. Il s'agit de partir de la réalité des violences, de créer une dynamique qui vise à les limiter, à les réduire et, pour autant que faire se peut, à les supprimer.

Il existe une réaction en chaîne des violences économiques, sociales, culturelles, politiques, policières et militaires qu'il est impossible d'interrompre dès lors qu'à un moment ou à un autre de ce processus, la violence se trouve légitimée par une idéologie. Pour rompre la logique de la violence, la seule voie est la poursuite d'une dynamique qui inverse le processus du développement violent des conflits. C'est cette dynamique que la philosophie politique de la non-violence nous invite à mettre en œuvre.

Jean-Marie MULLER

Ce texte est le chapitre 7 du livre *"Le principe de non-violence"* de Jean-Marie Muller, paru en 1995 aux Editions Desclée de Brouwer dont nous recommandons vivement la lecture.



(25) Bertrand de Jouvenel, *Du Pouvoir,* Ed. Hachette/Livre de Poche, p.35.36
(26) Emmanuel Mounier, *Œuvres, tome I 1931-1939,* Ed. Le Seuil, 1961, p. 614.
(27) Simone Weil, *Ecrits historiques et politiques,* p.58.

HIERARCHIES, CLASSES ET ETATS

L'humanité et la capacité de penser de l'être humain sont des produits de l'évolution naturelle, et non des phénomènes "étrangers" au monde naturel. C'est le résultat d'une tendance de l'évolution vers une différenciation, une complexité et une subjectivité toujours plus grandes.

L'étatisme tel que nous le connaissons aujourd'hui est le résultat d'une évolution longue et complexe. Murray Bookchin s'intéresse à l'évolution des communautés pour bien montrer comment le développement des formes de domination et de hiérarchie mène à un étatisme peut-être pas irréversible.

C'est l'histoire de la nature prenant de plus en plus conscience d'elle-même, une nature qui, acquérant peu à peu de nouvelles facultés subjectives, donne naissance à une remarquable espèce de primates qu'on appelle êtres humains. Ceux-ci ont le pouvoir de choisir, de modifier et de reconstruire leur environnement et aussi de poser en termes moraux la question de savoir ce qui *devrait* être, sans ce contenter de ce qui *est*.

Ce processus de développement conduit à la conscience de soi et, finalement, vers la liberté. S'interroger alors sur la "place" de l'humanité dans la nature, c'est reconnaître implicitement que l'espèce humaine a évolué vers une forme de vie organisée pour *se faire* une place dans le monde naturel et non pour simplement s'y *adapter*. L'espèce humaine n'a pas été inventée par un groupe d'idéologues appelés "humanistes" qui aurait décrété que la nature était "faite" pour servir l'homme.

Se demander quelle est la "place" de l'humanité dans la nature est donc une question morale et sociale. La question de la "place" est en fait de savoir si les pouvoirs de l'humanité serviront à poursuivre l'évolution, ou au contraire à détruire la biosphère. De la réponse apportée à cette question dépendra en grande partie le type de société ou de "seconde nature" dans laquelle nous vivrons : dominatrice, hiérarchisée et exploiteuse, ou au contraire libre, égalitaire et orientée vers l'écologie.

La société est née de la nature

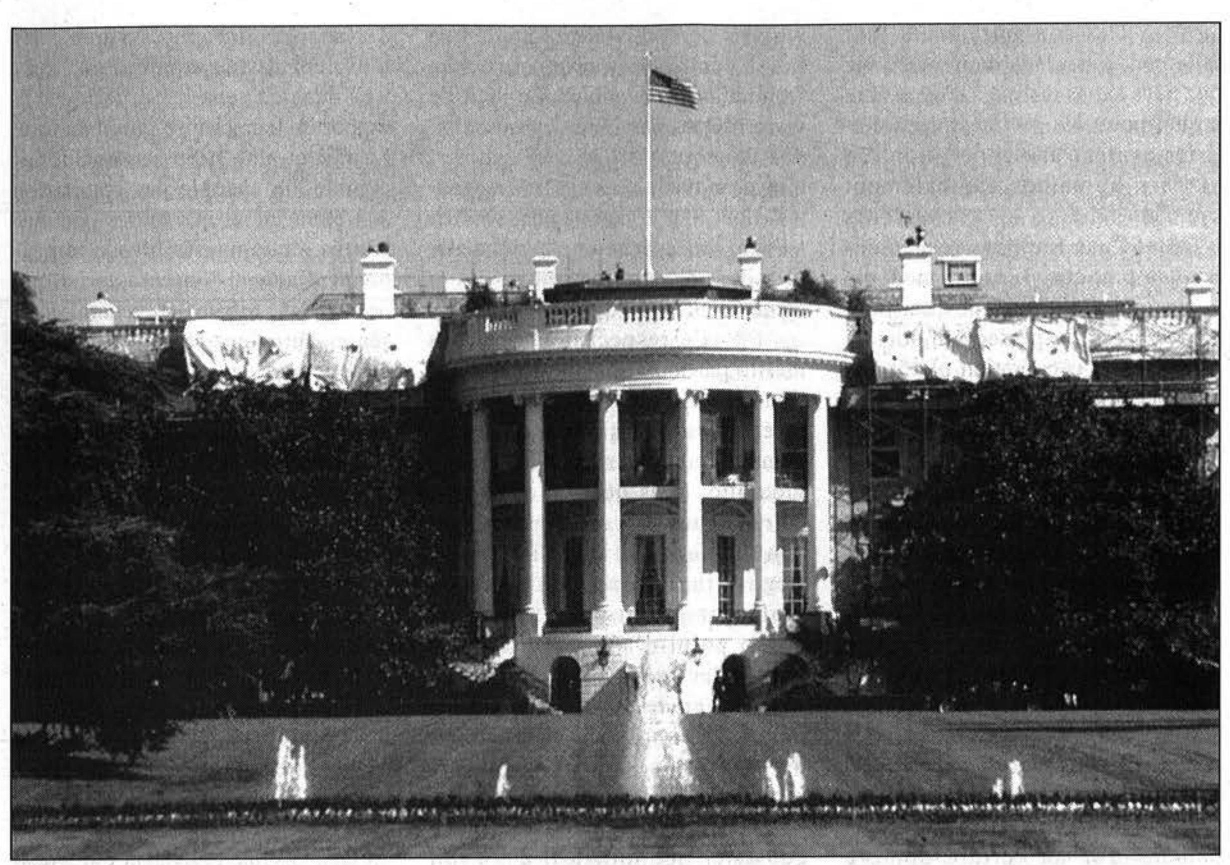
Mais s'il est essentiel de tenir compte de la société pour comprendre nos problèmes écologiques, cette société ne peut non plus être considérée comme un spectacle figé. La société, elle aussi, est née de la nature. Elle est véritablement l'histoire de sa propre évolution, avec toutes ses formes et toutes ses variantes possibles. Nous sommes tous les dépositaires de l'histoire sociale, de même que nos corps sont les dépositaires de l'histoire naturelle. Nous portons en nous, souvent inconsciemment, tout un ensemble de croyances, d'habitudes, de comportements et de sentiments qui favorisent des conceptions extrêmement régressives vis-à-vis de la nature comme envers nos semblables.

Nous portons en nous des images figées, que nous ne comprenons souvent pas nous-mêmes, d'une "nature humaine" statique, mais aussi d'une nature non-humaine, images qui conditionnent un grand nombre de nos comportements envers les individus des deux sexes, les jeunes, les personnes âgées, les liens de parenté et de famille et l'autorité politique, sans parler des différents groupes ethniques, professionnels ou sociaux. Des images hiérarchiques archaïques qui continuent de conditionner la façon dont nous voyons les distinctions les plus élémentaires entre les individus et entre tous les êtres vivants.

Ces distinctions hiérarchiques ont évolué au cours de l'histoire, de simples différences de statut inoffensives se transformant souvent en des hiérarchies florissantes où une obéissance servile répond à un commandement impitoyable. Comprendre notre présent pour agir sur notre avenir suppose donc une connaissance sérieuse et cohérente d'un passé qui nous conditionne tous à des dégrés divers et qui influence profondément notre vision de l'humanité et de la nature.

La notion de domination

Pour comprendre l'importance de ce passé, il faut rappeler



cette intuition de l'écologie sociale selon laquelle nos idées de domination de la nature naissent de la domination de l'homme par l'homme. Ceci signifie très précisément que l'idée de domination de l'homme *a précédé* l'idée de domination de la nature. Ce n'est donc que lorsque nous aurons éliminé toutes les formes de domination de l'homme que nous pourrons réellement créer une société rationnelle écologique.

Ceci contredit les écrits des économistes libéraux et de Marx donnant à penser que ce sont les tentatives de dominer la nature qui ont "conduit" à la domination de l'homme par l'homme.

La domination de l'homme par l'homme n'est pas apparue parce que des gens ont créé un "mécanisme" d'oppression sociale dans le but de le "libérer" de la "domination de la nature". Ce mythe, foncièrement réactionnaire, porte en lui l'idée que des formes de domination comme les classes et l'Etat trouvent leur origine dans des situations ou des nécessités économiques, voire qu'il sera possible de parvenir à la liberté après que la "domination de la nature" aura été accomplie et que, par suite, une société sans classes aura été établie. Si l'on accepte ce que dit Engels, et aussi Marx jusqu'à un certain point, la hiérarchie, sous une forme ou sous une autre, serait un fait "inévitable" dans une société industrielle, et même dans le communisme. On constate là un accord surprenant entre libéraux, conservateurs et un grand nombre de socialistes pour dire que la hiérarchie est inévitable, inhérente à la vie en société, dont elle est une infrastructure permettant son organisation et sa stabilité.

En avançant l'idée que l'idée de dominer la nature naît de la domination de l'homme par l'homme, l'écologie sociale retourne radicalement l'équation de l'oppression humaine et élargit considérablement sa portée. Elle pousse l'investigation jusqu'aux systèmes institutionnalisés de coercition, de commandement et d'obéissance qui ont précédé l'émergence des classes et qui, eux, n'avaient pas nécessairement de motif économique. L'écologie sociale élargit donc la "question sociale" de l'inégalité et de l'oppression jusqu'aux formes culturelles de domination qui peuvent exister dans la famille, entre les générations et les sexes, entre les groupes ethniques, dans les institutions qui régissent les domaines politique, économique et social et, de façon très significative, dans notre façon de vivre la réalité comme un tout englobant la nature et les formes de vie non humaines.

L'écologie sociale pose la question du commandement et de l'obéissance du point de vue individuel, social et historique, mais aussi dans la perspective de la reconstruction de la société, d'une manière qui, tout en les englobant, dépasse de beaucoup les interprétations économiques restreintes qui dominent aujourd'hui. L'écologie sociale étend la "question sociale" bien au-delà du domaine limité de la justice, pour la situer dans le domaine illimité de la liberté ; elle transforme les conceptions dominatrices de la rationalité, de la science et de la technique en conceptions libertaires, et les visions de réforme sociale en visions de reconstruction radicale de la société.

Les communautés humaines primitives

Le capitalisme moderne est le plus remarquable, mais aussi le plus pernicieux des ordres sociaux qui soient apparus dans toute l'histoire de l'humanité. Il transforme le progrès humain en une compétition et une lutte impitoyables, le statut social en une accumulation de richesses rapace et sans limites, et les valeurs les plus fondamentales en avidité et égoïsme. Les vices qui, dans les sociétés antérieures, étaient considérées comme l'apothéose du mal ont été érigés en "vertus" par la société capitaliste.

Ces comportements sont tellement enracinés dans notre vie que nous avons du mal à comprendre à quel point les sociétés précapitalistes avaient une conception des valeurs humaines radicalement opposée, même si ces valeurs n'étaient pas toujours respectées dans la pratique. L'esprit moderne comprend difficilement que, pour ces sociétés, la perfection sociale était dans la coopération plutôt que dans la compétition, dans la désaccumulation et non l'accumulation, dans le service de la communauté et non dans l'intérêt privé, dans le don plutôt que dans la vente de marchandises, et dans l'entraide plutôt que dans le profit et la rivalité.

Ces valeurs existent encore dans cette partie de notre processus de socialisation qui encourage l'amour des autres et l'interdépendance. Pour comprendre d'où nous venons, il nous faut donc se débarrasser du vernis que constitue notre système actuel de valeurs et nous pencher sur un certain nombre d'idées qui nous donneront une image plus claire de ce que pourrait être une société écologique issue du monde naturel.

Ce type de société, en général "tribale", est fondamentalement non dominatrice, et ce non seulement dans ses structures institutionnelles mais dans son langage même. Des communautés indiennes comme les Wintu sur la côte Pacifique ne connaissent pas des verbes transitifs comme "avoir", "prendre", "posséder" qui traduisent un pouvoir sur des individus et des objets. Une mère ne va pas "prendre" le frais, mais se mettre à l'ombre avec son enfant ; un chef "se tenait" avec son peuple et plus généralement les gens "vivaient avec" les objets au lieu de les "posséder".

Respect mutuel et "minimum irréductible"

Quelques différences de structure et de fonctionnement qui aient pu exister entre ces communautés, nous trouvons dans leur langage et dans leurs comportements des caractéristiques qui peuvent être assignées à un corps commun de croyances, de valeurs et de modes de vie fondamentaux. Il y avait dans ces sociétés un sens fondamental du respect que se devaient les individus, et un souci que chaque individu ait des moyens de subsistance, quelle que fût sa contribution productive : un "minimum irréductible". Le droit de vivre n'étant pas remis en question, des concepts tels que l'"égalité" n'avaient aucun sens car les "inégalités" dont tout le monde peut souffrir - l'âge, l'incapacité due à une maladie - devaient être compensées par la communauté.

Ce respect de l'individu mérite particulièrement d'être souligné à une époque qui, d'une part, rejette tout ce qui est collectif comme étant destructeur de l'individualité, mais qui a d'autre part détruit, dans une débauche d'égocentrisme, tout ce qui limitait l'ego d'individus qui, désormais isolés et atomisés, n'ont plus aucun point d'ancrage. Pourtant une collectivité forte, comme le montre l'étude des certaines communautés aborigènes, peut soutenir bien plus l'individu qu'une société de "libre concurrence".

Il est tout aussi frappant de constater que lorsqu'il n'y avait aucune structure hiérarchique entre les individus, la vision aborigène de la nature était elle aussi remarquablement non hiérarchique. Les cérémonies dans ces communautés montrent qu'ils se considéraient comme faisant partie d'un monde vivant plus vaste. La vie animale était envisagée dans la relation complémentaire du "donner et recevoir", relation dans laquelle le gibier se donnait au chasseur en tant que participant au cycle général de la vie, un cycle basé sur la conciliation des forces naturelles, le respect et le besoin mutuel. L'humanité ne faisait pas moins partie que les animaux de ce circuit de complémentarités dans lesquels humains et non-humains faisaient don d'eux-mêmes en fonction des besoins naturels, et non selon des principes "marchands".

Cela donnait un sentiment actif d'égalité sociale où les différences individuelles étaient perçues comme des éléments du monde naturel plutôt que selon une hiérarchie pyramidale des êtres. Cela ne signifiait pas que les peuples aborigènes se considéraient comme "égaux" aux créatures non humaines, mais qu'ils étaient conscients des inégalités qui existent dans la nature comme dans la société. Ils n'agissaient ni ne pensaient de façon "biocentrique" ou "écocentrique" (pour employer des néologismes à la mode) pas plus que de façon "anthropocentrique". Ils n'avaient pas de notion d'un "centre" dans ce sens-là, si ce n'est le rapport à leur propre communauté. Le fait qu'une tribu se considérait comme "le" peuple par opposition aux étrangers et aux autres communautés, était une faiblesse témoignant d'une vision caractéristique des sociétés tribales en général, causée essentiellement par la peur des étrangers et des guerres et par une mentalité de repli sur soi qui commença à disparaître avec l'apparition des premières villes.

L'usufruit des objets

Dans ce monde restreint d'égalité de fait, la terre et les "ressources" considérées dans notre société actuelle comme des "propriétés" étaient à la disposition de chaque membre de la communauté, qui pouvait les utiliser lorsqu'il en avait besoin. Mais en principe, ces "ressources" ne pouvaient être "possédées" par les individus, et encore moins constituer une "propriété". Ainsi outre le principe de "minimum irréductible" et d'égalité de fait, l'art de la persuasion et la notion de complémentarité des différences, il semble que ces sociétés d'avant l'écriture aient été régies par le principe de l'*usufruit*. Les objets étaient à la disposition des individus et des familles d'une communauté parce qu'ils en avaient besoin, non parce qu'ils leur appartenaient ou parce qu'ils étaient le produit de leur travail.

L'égalité de fait ne résultait pas seulement des structures institutionnelles et de la coutume ancestrale. Elle imprégnait la sensibilité même de l'individu. La nature et la société, aujourd'hui si fortement opposées l'une à l'autre, s'intégraient ainsi progressivement en un processus continu d'interactions et d'expériences quotidiennes.

Faut-il préciser que, dans ce mode de vie, l'humanité ne "maîtrise" pas plus la nature que la nature ne maîtrise l'humanité ? Bien au contraire, la nature était considérée comme une source féconde de vie et de bien-être, une sorte de parent providentiel de l'humanité, et non un maître "'avare" et dissimulateur auquel un homme faustien devrait arracher de force moyens de subsistance et "secrets".

La différenciation des sexes

Un autre fait biologique définissait les membres d'une communauté : l'appartenance à un sexe ou à l'autre. Contrairement aux liens de parenté, dont l'importance devait se réduire à mesure que des institutions à l'évidence non biologiques, comme les Etats, prenaient le pas sur la généalogie et la paternité, la structuration par sexe s'est maintenue jusqu'à nos jours, quelques modifications qu'elle ait subies au cours de l'évolution de la société.

La différenciation sexuelle définissait le type de travail que l'on accomplissait dans la communauté et le rôle dans l'éducation des enfants. Le rôle des femmes était principalement la cueillette et la préparation de la nourriture, tandis que les hommes chassaient et assuraient la protection de l'ensemble de la communauté. Ces tâches fondamentalement différentes donnèrent également naissance aux cultures sororales et fraternelles, les femmes s'associant de façon soit informelle, soit structurée et ayant leurs cérémonies et leurs divinités distinctes de celles des hommes, qui gardaient jalousement leur propre culture.

Cependant, à l'origine, aucune de ces différences sexuelles ne conférait une situation dominante aux membres d'un groupe sexuel ou de dominé à ceux de l'autre. Les femmes avaient le plein contrôle du monde domestique : la maison, le foyer, la préparation des moyens de survie les plus essentiels, comme la nourriture et les peaux. Souvent, lorsque la société avait évolué vers l'économie agricole, la femme se construisait un abri personnel et cultivait son jardin.

Quant aux hommes, ils s'occupaient de ce que nous pourrions appeler les questions "civiles", c'est-à-dire l'administration des affaires "politiques" naissantes et encore peu développées de la communauté, telles que les relations entre les bandes, les clans et les tribus et les conflits entre communautés. Plus tard, ces questions "civiles" devinrent de plus en plus complexes à mesure que les mouvements de populations créaient des conflits entre les communautés. Les fraternités guerrières firent leur apparition dans ces sociétés préhistoriques pour se spécialiser finalement dans la chasse aux êtres humaines aussi bien qu'aux animaux.

Une chose apparaît assez clairement : dans les premières étapes du développement des sociétés, les cultures de l'homme et de la femme étaient complémentaires, elles s'associaient pour constituer la base de la stabilité sociale et fournir des moyens de subsistance à l'ensemble de la communauté. Les deux cultures n'étaient pas en conflit l'une avec l'autre. De fait, il semble peu probable qu'une communauté primitive aurait pu parvenir à survivre si la culture de l'un des deux sexes avait cherché dès le départ à prendre vis-à-vis de l'autre une position dominante ou, pire, antagonique.

C'est en grande partie parce que les questions "civiles" ou "politiques" ont pris une importance considérable dans notre société que nous interprétons comme rôle "dominant" le monopole des hommes sur ces questions dans le monde préhistorique. Nous oublions que ces premières communautés étaient essentiellement domestiques, structurées principalement autour du travail des femmes et souvent centrées, dans la réalité, sur le monde féminin.

L'émergence des hiérarchies et des classes

La logique du processus, mais aussi le grand nombre de données anthropologiques dont nous disposons suggèrent que la notion de hiérarchie est née de l'ascendant exercé par les personnes âgées, qui semble être à l'origine des plus anciens systèmes institutionnels de commandement et d'obéissance. Ce système de direction par les anciens, sans doute bienveillant au départ, est aujourd'hui connu sous le nom de "gérontocratie". Il concernait souvent aussi bien les femmes que les hommes. Nous trouvons des témoignages de son rôle fondamental dans pratiquement toutes les sociétés qui ont existé jusqu'à nos jours, sous la forme de conseils des anciens adaptés aux différentes structures claniques, tribales, urbaines ou étatiques, ou même, dans un grand nombre de sociétés, de traits culturels remarquables comme le culte des ancêtres ou la codification du respect dû aux vieillards.

Les gérontrocraties primitives avaient encore une dimension relativement égalitaire : il suffisait de vivre assez longtemps pour avoir la possibilité de devenir un "ancien" - au sens honorifique du terme -, et éventuellement un "patriarche" ou une "matriarche". Sous cette forme primitive, la hiérarchie paraît donc structurellement moins rigide, à cause de cette espèce de "mobilité verticale" biologique. Son existence ne paraît pas contradictoire avec l'esprit égalitaire des premières sociétés communautaires.

La situation change lorsque ces données deviennent de plus en plus sociales, c'est-à-dire lorsque la société se met à exister de plus en plus par elle-même, modifiant la forme et le contenu des relations à l'intérieur des groupes et entre eux. Les différences qui constituent les liens de parenté, de sexe et d'âge ne disparaissent pas pour autant purement et simplement de la scène. De même, la nature est intimement mêlée à la plupart des changements sociaux. Cependant la dimension naturelle de la société se modifie, se complique et s'altère avec la socialisation des données biologiques que la vie en société connaît de tout temps.

Considérons par exemple l'autorité croissante des hommes sur les femmes. Il n'est pas du tout évident que la suprématie des hommes ait dû être le premier, ni nécessairement le plus inflexible des systèmes hiérarchiques qui ont érodé les structures égalitaires de la société humaine primitive. La gérontocratie a probablement précédé la "patricentricité", c'est-à-dire l'orientation de la société vers des valeurs masculines ou des hiérarchies "patriarcales".

Les hommes sont physiquement plus grands et plus musclés et possèdent une plus grande quantité d'hémoglobine que les femmes. Ils produisent une quantité plus grande de testostérone, un androgène qui stimule la synthèse des protéines et produit une musculation plus développée et favorise le dynamisme physique. Ces adaptations évolutionnaires sont des données biologiques importantes. Aucun de ces facteurs n'entraîne toutefois nécessairement la subordination des femmes aux hommes. Et il est vraisemblable qu'il n'en fut pas ainsi au départ.

Pourtant nous savons que les hommes ont commencé à dominer les femmes et à donner la primauté à leur culture "civile" sur la

culture "domestique" des femmes. Cela s'est passé d'une manière pour le moment mal connue. Une distance considérable s'est maintenue entre les deux cultures, masculine et féminine, jusqu'à une période récente de l'histoire, alors même que les hommes semblaient évoluer à l'avant-scène de la société dans presque tous les domaines d'action. Les activités "civiles" des hommes ont pris le devant sur les activités "domestiques" des femmes, sans les supplanter complètement.

A mesure que les problèmes de société "civile" prenaient de l'importance, le monde masculin s'imposait de plus en plus — caractéristique qui d'ailleurs a poussé beaucoup d'anthropologues à donner une place prédominante, dans leurs écrits, à la sphère "civile", surtout lorsqu'ils n'avaient pas eu de véritable contact avec les femmes d'une communauté primitive. Le discours des femmes a été dénigré comme du "bavardage" et leur travail qualifié de "servile" même dans les sociétés américaines modernes.

Cette vision des femmes apparaît au moment où les hommes commencent à établir des hiérarchies entre eux. Avec l'aggravation des conflits intercommunautaires, la guerre systématique et la violence institutionnalisée, les problèmes "civils" deviennent chroniques. Ils nécessitent des ressources plus importantes, mobilisent les hommes et posent de plus grandes exigences aux femmes dans leur domaine des ressources matérielles.

L'apparition des chefs

Le bon chasseur laisse la place au "grand homme", à l'"homme fort" qui est aussi souvent un "grand guerrier". Les liens du sang sont progressivement remplacés par le serment d'allégeance des "compagnons" guerriers. Des "hommes de rang inférieur" apparaissent qui fabriquent des armes, produisent de la nourriture, construisent et ornent les logements et, finalement, érigent des fortifications, des palais et des monuments funéraires.

Apparaissent autour du "grand homme", les jeunes soldats, les serfs, les concubines... La soumission servile aux chefs, aux guerriers, aux rois, n'était pas une condition imposée seulement aux femmes. Parallèlement à celle de la femme servile, l'image de l'homme servile est constamment présente, cet homme sur le dos duquel les monarques arrogants et capitalistes poseront leurs pieds pour l'avilir.

Ainsi la hiérarchie se met en place, petit à petit, par un processus de croissance quasi métabolique. Dans le même temps, la sphère "civile" de l'homme commence à empiéter progressivement sur la sphère "domestique" de la femme, qu'elle met de plus en plus à son service, sans pour autant la détruire.

Outre la hiérarchie entre hommes et entre hommes et femmes, il faut ajouter, en bas de l'échelle sociale, la place de l'étranger - homme ou femme - et les différentes catégories de prisonniers de guerre qui, l'économie évoluant, en viendront à former une population d'esclaves tout à fait considérable.

Dans les premières sociétés, il faut également relever l'existence des chamans et, plus tard, de confréries chamaniques qui tiraient leur prestige et leurs privilèges d'un monopole plutôt mal assuré sur les pratiques magiques. Qu'il soit ou non "la science de l'homme primitif", l'art du chaman était au mieux naïf, au pire frauduleux. Les échecs répétés dans l'utilisation des techniques magiques pouvaient se révéler fatals non seulement à une communauté perturbée ou à un malade, mais aussi au chaman lui-même, qui pouvait se retrouver tué, déchu ou exilé. Ces pourquoi les confréries chamaniques recherchaient souvent des alliés puissants capables de les protéger de la colère et de l'incrédulité populaires. Ces alliés étaient souvent des anciens qui ne se sentaient eux-mêmes pas en sécurité, car leur propre pouvoir déclinait, ou des chefs dont la puissance montante avait besoin d'une légitimation idéologique par le monde des esprits.

Un raffinement de la hiérarchie fut le passage du statut de "grand homme" à celui de chef héréditaire. Cette transformation progressive du "grand homme" en autocrate pur et simple fut alimentée par les changements fondamentaux qui se produisaient dans les liens de parenté. Ceux-ci sont en effet en général étonnamment égalitaires. Ils font appel au sens de la loyauté, de la responsabilité, du respect d'autrui et du devoir d'entraide. Ils reposent sur une force *morale* que donne le sentiment d'avoir des ancêtres communs, sur la croyance que nous sommes tous "frères" et "sœurs" et non sur l'intérêt matériel, sur le pouvoir, la peur ou la contrainte.

Le "grand homme", le chef et finalement l'autocrate sape à la base ce lien essentiellement égalitaire. Il le fait en affirmant la suprématie de sa propre parenté sur les autres, auquel cas un clan entier acquiert un statut royal ou dynastique ou bien il peut passer par-dessus sa propre parenté pour adopter des "compagnons", ses guerriers ou sa suite, qu'il attire dans son camp uniquement en raison de leurs faits d'armes et de leur loyauté, quelle que soit leur filiation.

Ce processus se révèle extrêmement corrosif pour la communauté. Il se crée un nouveau type d'"individu". Mercenaire, il est un "compagnon" rassemblé avec d'autres dans une "compagnie" militaire qui ne relève d'aucune communauté ni d'aucune tradition. Ces "compagnies" peuvent se dresser contre la communauté ou s'ériger au-dessus d'elle.

Ainsi les différences hiérarchiques ont commencé à remodeler les relations de la société primitive et à en faire un système de statuts bien avant l'apparition de mode de relations strictement économiques que nous appelons "classes". Le statut conféré par l'âge s'est combiné avec les changements dans les statuts des deux sexes ; les confrèries chamaniques se sont associées avec les gérontocraties et les groupes guerriers ; ces derniers ont modifié les groupes de parenté pour transformer finalement les anciennes communautés tribales, fondées sur les liens du sang, en communautés territoriales définies d'abord par le lieu de résidence et composées de paysans, de serfs et d'esclaves.

L'époque actuelle est l'héritière de ce vaste processus. Ces hiérarchies sont aujourd'hui encore le terrain fertile des oppressions cachées, celle exercée par des groupes d'âge, celle des femmes par les hommes et de l'homme par l'homme ; et ce vaste paysage de la domination est en grande partie responsable, également, de la naissance des systèmes économiques de classe, basés essentiellement sur l'exploitation.

Ce n'est que plus tard que ce vaste système de domination

sociale s'est prolongé dans la notion de domination de la nature par "l'humanité". Aucune société écologique, si communautaires et bienveillants que soient ses idéaux, ne peut espérer supprimer ce "but" que constitue la domination du monde naturel sans éliminer d'abord radicalement la domination de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'ensemble de la structure hiérarchique de la société, sur laquelle repose la notion même de domination. Cette société écologique doit d'abord nettoyer la crasse de la hiérarchie, une crasse suintant par les fissures qui, dans les relations de famille, existent entre les générations et les sexes, entre les églises et les écoles, entre les amis, les amants, les exploiteurs et les exploités, et dans les mentalités hiérarchiques à l'égard du monde vivant tout entier.

Le rétablissement et le dépassement de ce monde non hiérarchique qui constituait autrefois la société humaine, avec ses valeurs de minimum irréductible, de complémentarité et d'usufruit, constitue un programme pour l'écologie sociale.

Les causes de la société de domination

On est tenté de se demander non seulement comment, mais pourquoi ces institutions sociales coercitives, ces systèmes statutaires et ces hiérarchies sont nés dans les sociétés humaines. En d'autres termes, quelles sont les causes à l'origine de l'institutionnalisation de la dominance et de la soumission.

Comme je l'ai signalé, les différences de statut sont d'abord apparues entre les groupes d'âges, au départ sous une forme bienveillante. Le cadre psycho-sociologique du respect dû aux aînés existait donc déjà dans la société primitive, avant même que les générations plus âgées ne commencent à réclamer des privilèges véritables par rapport aux plus jeunes.

L'apparition de hiérarchies basées sur l'âge ne présente pas de mystère : le processus de socialisation, accompagné de la nécessité d'une éducation complexe, l'accroissement des connaissances et l'accumulation des expériences passées devaient inévitablement conduire les aînés à s'assurer un certain respect justifié et, dans les situations précaires, un certain pouvoir.

Ce qui pose plus de questions est le pouvoir acquis par les "grands hommes", seuls d'abord, puis avec leurs "compagnies". Nous voyons ici à l'œuvre une dialectique très subtile et très complexe. Ces "grands hommes" se faisaient remarquer par leur générosité, et pas seulement par leurs prouesses. Les distributions de cadeaux à la population conduisaient ceux-ci à "désaccumuler" tout ce qu'ils possédaient dans le seul but d'"accumuler" du prestige auprès de la communauté. La générosité et le don faisaient partie d'une étiquette sociale basée sur l'unité et contribuaient à la survie de la communauté humaine primitive. La "grandeur", liée à cette générosité, pouvait alors facilement devenir une fin en soi. A l'inverse, certaines communautés, comme les Hopis, pouvaient la considérer comme destructrice pour la société, à cause de l'accent mis sur l'individu, et par conséquent lui imposer des limites strictes.

Tout au long de son évolution, chaque communauté était confrontée à des choix contradictoires à mesure que des hiérarchies potentielles se manifestaient. Ces hiérarchies en puissance prenaient progressivement de l'importance sur leur propre lancée, au départ avec peu d'effets de division sur la communauté ; dans d'autres elles étaient limitées et parfois réprimées, même lorsqu'elles étaient déjà installées. Des témoignages montrent que tous les cas de figure ont existé.

On peut penser que la coutume, les nécessités de socialisation et les principes de base du minimum irréversible, de la complémentarité et de l'usufruit n'allaient pas dans le sens des hiérarchies, mais plutôt de leur *limitation*. On peut le constater dans un grand nombre de communautés d'Amérique, qui ont continué d'exister sans institutions hiérarchiques, ou presque, jusque bien avant dans l'histoire de la colonisation européenne. Seule une partie remarquablement réduite de l'humanité a évolué vers des sociétés structurées de façon dominante autour des hiérarchies, des classes et de l'Etat. Dans sa majeure partie, l'humanité a peut-être réussi à éviter à des degrés divers cette sinistre évolution de la société, ou du moins à n'y entrer que jusqu'à un certain point.

Malheureusement, toute communauté qui évolue en direction d'une organisation hiérarchique, de classes et d'Etat a un impact profond sur les communautés voisines qui continuent à suivre la voie égalitaire. La communauté dirigée par des chefs agressifs va être guerrière et oblige ses voisines pacifistes, pour leur propre survie, à créer elles aussi des formations militaires et à se doter de chefs. Une région entière peut ainsi se trouver profondément transformée du point de vue culturel, moral et institutionnel, du seul fait de l'existence de hiérarchies agressives dans une seule communauté.

La hiérarchisation n'est pas irréversible

On trouve des témoignages dans certaines sociétés amérindiennes, de la transformation d'"empires" hautement centralisés, guerriers et quasi-étatiques, en des communautés décentralisées, relativement pacifiques et peu hiérarchisées. Dans leurs phases centralistes et militaristes, ces "empires" sont apparemment devenus si pesants au sommet et ont exploité et épuisé à un tel point les communautés qu'ils contrôlaient qu'ils se sont effondrés sous leur propre poids, lorsqu'ils n'avaient pas été renversés par des révoltes locales.

Peut-être les bâtisseurs de tumuli du Midwest américain ou les Mayas du Mexique ne se sont-ils lancés dans un militarisme fortement expansionniste que pour disparaître lorsqu'ils sont devenus incapables de subvenir à leurs propres besoins ou de se faire obéir par les populations assujetties. De tels va-et-vient historiques des institutions communautaires entre la centralisation et la décentralisation, entre l'agressivité et le pacifisme, entre l'expansion et le repli se sont également produits régulièrement en Occident jusqu'à la naissance de l'Etat-nation aux XVe et XVIe siècle en Europe.

Les causes de la hiérarchie sont très compréhensibles lorsqu'on va les chercher dans les aspects les plus quotidiens de l'existence, tels que la famille, l'éducation des jeunes, la segmentation de la société en groupes d'âges ou les résultats attendus d'un homme ou d'une femme dans la vie quotidienne de l'univers domestique ou "civil" et dans les aspects plus personnels de l'aculturation ou dans les cérémonies communautaires. La hiérarchie ne disparait donc pas tant que ses racines dans la vie quotidienne ne seront pas modifiées radicalement, et pas seulement

dans le domaine économique avec la suppression de la société de classe.

L'émergence de l'Etat

L'Etat marque l'apogée des institutions de la civilisation masculine. Là aussi la dialectique est complexe concernant la formation de l'Etat. En fait, ces apparitions subites d'Etats "démocratiques" ou "autoritaires" sont un phénomène moderne.

Selon une définition minimale, l'Etat serait un système professionnel de contrainte sociale — et pas seulement d'administration de la société, comme le croit encore naïvement le public et de nombreux théoriciens de la politique. Il faut insister tout autant sur le terme de "professionnel" que sur celui de "contrainte". La contrainte existe dans la nature, dans les relations interpersonnelles, dans les communautés non étatisées et non hiérarchisées. S'il fallait définir l'Etat seulement par la contrainte, alors nous n'aurions plus qu'à le réduire à un phénomène naturel — ce qu'il n'est certainement pas. C'est seulement quand la contrainte est *institutionnalisée* sous la forme d'un contrôle social professionnel, systématique et organisé - c'est-à-dire lorsque des individus sont arrachés à la vie normale d'une communauté non seulement pour "administrer" celle-ci, mais encore pour le faire avec le soutien du monopole de la violence — que l'on peut parler d'Etat au sens propre.

L'Etat peut avoir diverses formes. Ignorer les gradations dans la contrainte, la professionnalisation et l'institutionnalisation qui marquent la progression vers un Etat pleinement développé, c'est oublier que l'étatisme tel que nous le connaissons aujourd'hui est le résultat d'une évolution longue et complexe. Des Etats plus ou moins développés se sont révélés très instables et ont perdu leur pouvoir au fil des années pour déboucher sur des sociétés non étatiques. Il y a donc eu un balancement, au cours de l'histoire, entre les empires hautement centralisés et des sociétés féodales seigneuriales et même des "cités-Etats" relativement démocratiques. L'idée simpliste selon laquelle les Etats verraient seulement le jour comme un nouveau-né passe sous silence tout un important processus de gestation précédant le développement de l'Etat lui-même, et cela a entraîné et entraîne encore bien des confusions en politique. Aujourd'hui encore, nous avons tendance à confondre allègrement "art de gouverner", politique et société, alors que ces notions devraient être soigneusement distinguées les unes des autres.

Tout Etat n'est pas nécessairement un système de violence institutionnalisée défendant les intérêts d'une classe dirigeante, contrairement à ce que le marxisme veut nous faire croire. Dans bien des cas, c'est l'Etat lui-même qui est la "classe dirigeante" et qui a des intérêts propres à défendre, tout à fait indépendamment — et parfois même à l'encontre — de ceux d'autres classes privilégiées, supposées "dirigeantes" dans une société donnée. L'Etat n'est pas non plus le "représentant" des intérêts de classes comme les nobles propriétaires terriens, les marchands, les artisans et autres. L'Etat ptolémaïque, dans l'Egypte ancienne, avait ses propres intérêts et ne "représentait" personne d'autre. On peut en dire autant des Etats aztèque ou inca. Et l'Etat romain, sous Domitien, était devenu le principal "intérêt" de l'empire, supplantant même les intérêts de l'aristocratie foncière qui occupait pourtant une place si éminente dans les sociétés méditerranéennes.

Un chef entouré et soutenu par une "compagnie" de guerriers, comme dans l'Etat aztèque, c'est une forme étatique encore à ses débuts. Le monarque était choisi à l'intérieur du clan royal par le conseil des anciens, après avoir testé ses capacités. Comme dans l'Etat spartiate, très militarisé, les chefs ou rois dépendaient encore de traditions tribales simplement modifiées pour permettre la centralisation du pouvoir.

Les Etats du Proche-Orient comme l'Egypte, Babylone et la Perse, étaient pratiquement des prolongements de la "maison" d'un monarque. Ils constituaient un remarquable amalgame entre une société "domestique" et une société territoriale. Les empires des rois asiatiques et nord-africains étaient leur "maison" et leurs habitants considérés comme leur "serviteurs", non comme des citoyens dans un quelconque sens occidental du terme. L'administration y consistait à entretenir et à perpétuer une maison très coûteuse, dont les monuments grevaient l'économie tout entière et la maintenaient à un niveau très précaire. L'Etat ne se situait ni au-dessus, ni à côté de la société : il ne faisait qu'un avec elle sous forme d'une "maison" sociale très étendue.

La cité grecque, source d'inspiration utopique

La cité grecque (polis) n'offre pas plus que le Proche-Orient le spectacle d'un Etat complet. On peut considérer qu'Athènes représente l'apogée de la *politique* de classe, par opposition avec ce que l'on peut appeler le monde *social*, c'est-à-dire le monde domestique fondé sur la vie familiale, le travail, les amis et la satisfaction des besoins matériels, et avec la *machine à gouverner* proprement dite, c'est-à-dire l'administration de l'armée, de la bureaucratie, de la justice, de la police, etc. Dans le contexte de cette triple distinction entre le social, le politique et l'étatique, la cité athénienne est très difficile à situer. Elle possédait des caractéristiques tout à fait tribales, avec la participation directe d'une population masculine de citoyens assez considérable à ce qui apparaît comme le fonctionnement de l'Etat. Ces Athéniens avait inventé la *politique* : l'administration directe des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

Il est vrai que cette communauté politique était entourée d'une communauté plus large qui n'avait pas droit à la citoyenneté : résidents étrangers, femmes et esclaves. C'étaient ces vastes populations non affranchies qui procuraient aux citoyens athéniens les moyens matériels leur permettant de se réunir en assemblées populaires, d'être jurés dans les procès et d'administrer collectivement les affaires de la communauté. Dans ce cas, la politique avait commencé à se différencier du domaine social de la famille et du travail.

Ce n'est pas trouver des excuses aux faiblesses de la démocratie athénienne que de dire que les femmes étaient déconsidérées dans presque tout le bassin méditerranéen. Et le fait que les Athéniens traitaient généralement leurs esclaves moins sévèrement que les Romains ne les excuse pas davantage. Mais, cette démarche est un fait unique et sans précédent par ses institutions démo-

cratiques et par sa foi en la compétence des citoyens. Cette forme de démocratie directe témoignait d'une aversion envers la bureaucratie qui en fait la structure la plus démocratique qui ait existé dans toute l'histoire politique de l'humanité.

L'Etat athénien n'était pas un phénomène complètement abouti car Athènes aurait dû évoluer vers une oligarchie : de nombreuses cités autonomes se mirent ainsi à fonctionner selon des structures de plus en plus autoritaires et stratifiées. Ce fut le cas de Rome, des cités-Etats italiennes de la fin du Moyen Age, des fédérations de villes allemandes et des communes de la Nouvelle-Angleterre en Amérique. On pourrait multiplier indéfiniment les exemples de cités décentralisées qui semblaient libres et relativement démocratiques et qui se sont finalement transformées en régimes aristocratiques.

Ce qui place Athènes à part, c'est que la tendance apparemment "normale" vers l'oligarchie y fut consciemment contrecarrée par les changements radicaux introduits par Solon, Clisthène et Périclès. Les institutions aristocratiques furent progressivement affaiblies alors que l'on attribuait aux institutions démocratiques des pouvoirs de plus en plus grands et qu'elles finissaient par embrasser l'ensemble de la population masculine des citoyens, quelles que fussent leurs richesses ou leurs possessions. Ce fut l'une des rares époques de créativité démocratique qui aient existé en Occident, une époque qui a alimenté de riches traditions utopistes et libertaires.

L'Etat-nation : la démocratie dévoyée

L'Etat lui-même, en tant qu'appareil distinct et entièrement professionnel enraciné dans les intérêts de classe, n'apparaît pas à proprement parler avant l'émergence des nations européennes modernes. L'Etat-nation d'aujourd'hui finit par dépouiller la politique de tout ce que l'on peut considérer comme ses attributs traditionnels : la démocratie directe, la participation des citoyens à la vie gouvernementale et leur sensibilité active au bien-être de la communauté. Le mot "démocratie" est lui-même dévoyé : elle devient représentation et non plus confrontation, centralisation excessive au lieu de libre confédération entre des communautés relativement indépendantes, et elle se trouve privée des institutions qui furent à son origine.

Les citoyens instruits et informés sont réduits à l'état de simples contribuables qui échangent de l'argent contre des "services", et l'orientation civique de l'éducation est bradée pour un programme destiné à apporter aux jeunes des capacités monnayables. Nous ne savons pas encore jusqu'où ira cette évolution effarante, dans un monde envahi par les robots, les ordinateurs si facilement utilisables pour la surveillance et les spécialistes d'ingéniérie génétique peu travaillés par les scrupules de conscience.

Eviter le retour aux mythes fantaisistes

Il est donc d'une très grande importance pour nous de savoir comment nous sommes parvenus à une situation où notre beau "contrôle" de la nature n'a fait en réalité que nous rendre plus esclaves d'une société toute-puissante que nous l'avons jamais été. Pour la même raison, il est tout aussi essentiel que nous connaissions bien les réalisations humaines, quels que soient leurs défauts, qui ont montré au cours de l'histoire comment la liberté pouvait être institutionnalisée — et nous espérons bien aller plus loin que ne l'ont fait toutes ces expériences passées.

Nous ne pouvons pas revenir à l'égalitarisme naïf du monde préhistorique ni à la cité démocratique de l'Antiquité classique. Et même si c'était possible, ce ne serait pas souhaitable. Le passéisme, le primitivisme, les tentatives de revenir aux sensations d'un monde disparu, nous détourne de la nécessité d'un débat rationnel, d'une recherche sur les possibilités communautaires et d'une critique sérieuse et radicale du type de société actuel. L'écologie est fondée sur les merveilleuses propriétés, sur la fécondité et sur la créativité de l'évolution naturelle, toutes choses qui justifient que nous soyons profondément touchés émotionnellement, esthétiquement, et même intellectuellement ; elles ne dépendent pas de divinités qui ne sont que des projections anthropomorphiques. Il n'y a rien à gagner à s'éloigner d'un cadre de pensée naturaliste et authentiquement écologique pour se complaire dans des mythes fantaisistes qui sont une régression aussi bien psychologiquement qu'historiquement.

Les êtres humains ne sont pas moins que les autres mammifères des produits de l'évolution naturelle, mais ils sont définitivement entrés dans le monde social. Leurs facultés mentales uniques, ancrées dans leur physiologie, en font des êtres véritablement "fabriqués" par l'évolution pour avoir une action sur la biosphère. La situation actuelle a beaucoup dégradé cette biosphère, mais c'est un fait que la présence de l'homme parmi les êtres vivants témoigne d'un changement radical dans le sens de l'évolution qui, d'essentiellement adaptative, est devenue, au moins potentiellement, créatrice et morale. La nature humaine est en grande partie forgée par la société. La société représente l'une des réalisations les plus considérables de l'évolution naturelle.

Hiérarchies, classes et Etats contribuent à fausser les pouvoirs créatifs de l'humanité. Ce sont ces institutions qui décident si la créativité écologique de l'humanité sera mise au service de la vie ou à celui du pouvoir et des privilèges. Que l'humanité soit irrémédiablement coupée du monde vivant par une société hiérarchisée ou qu'elle se réconcilie avec la vie grâce à une société écologique dépendra de notre compréhension des origines, de l'évolution et surtout de la portée de la hiérarchie : jusqu'où elle peut pénétrer dans notre vie quotidienne, opposer des groupes d'âge, les sexes, les hommes les uns aux autres, et comment elle conduit à l'absorption du social et du politique par un Etat qui envahit tout. Les conflits qui affligent une humanité divisée, structurée sur le principe de la domination, conduisent inévitablement à des conflits avec la nature. La crise écologique et la séparation profonde entre l'homme et la nature dont elle témoigne naissent avant tout des divisions entre les hommes.

La nature et le monde ne retrouveront pas leur "charme" tant que nous n'aurons pas restauré le "charme" de l'humanité et les merveilles de la raison humaine.

Murray BOOKCHIN

Ce texte est un condensé - à environ 50 % - d'un chapitre du livre *"Une société à refaire, pour une écologie de la liberté"* paru en 1992 aux éditions Atelier de Création Libertaire, diffusé par Silence.

POLITIQUE

VERS L'ECOGESTION

Les défenseurs de l'environnement existent depuis l'Antiquité. Haeckel, scientifique et philosophe allemand a inventé le mot écologie il y a un peu plus d'un siècle. C'est après soixante huit que l'écologie apparaît en politique. L'idée de "changement" est plus forte chez les écologistes que celle du "conservatisme de la nature" et nous sommes un peu les enfants de la révolte contre l'oppression et l'autorité des Rousseau, Diderot, des penseurs socialistes, anars et marxistes, même quand nous les rejetons.

"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurande et compagnons, en un mot oppresseurs et opprimés, en perpétuelle opposition ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte, et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute la société, soit par la ruine commune des classes en lutte" analyse Marx (3).

Et Engels et Bismarck, de part et d'autre de la barricade, étaient d'accord au moins sur "le rôle de la violence dans l'Histoire".

L'expérience de Solidarnosc en Pologne marque une avancée dans la pratique de la lutte contre la domination. Didier Anger pense qu'elle doit être intégrée dans notre réflexion et que l'on doit chercher à développer l'écogestion.

"Tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit, il fait bien, sitôt qu'il peut secouer le joug et qu'il le secoue ; il fait encore mieux, car, recouvrant sa liberté par le même droit qui la lui a ravie, ou il est fondé à la reprendre ou on ne l'était point à la lui oter..." nous dit Jean-Jacques Rousseau (1).

"Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres (...). La puissance qui s'acquiert par la violence n'est qu'une usurpation et ne dure qu'autant que la force de celui qui commande l'emporte sur celle de ceux qui obéissent ; en sorte que si ces derniers deviennent à leur tour les plus forts et secouent le joug, ils le font avec autant de droit et de justice que l'autre qui le leur avait imposé. La même loi qui a fait l'autorité la défait alors : c'est la loi du plus fort" affirme Diderot (2).

La question de la violence et de l'état, de la révolution ou non, est posée depuis longtemps.

Parce que le capitalisme d'Etat se meurt à l'Est, parce que le libéralisme économique semble avoir triomphé à l'Ouest, certains croient à la fin de l'Histoire : une rénovation de l'idéologie dominante qui ne correspond pas à la réalité, aux faits.

La misère, l'exclusion, la violence sont partout dans le monde.

Que faire pour éviter la violence et la barbarie ? Changer la société, mais comment ?

La principale erreur du mouvement ouvrier de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle a été de faire du débat sur la transition du capitalisme vers le socialisme de réforme ou de révolution, de l'usage ou non de la violence face à la violence, son problème premier. Après la révolution de 1917, à l'Est comme à l'Ouest, l'homme a continué d'exploiter et de dominer l'homme, sous une forme juridique de propriété ou sous une autre, que l'on ait voulu continuer à conserver la société capitaliste dite libérale, qu'ont ait voulu ou dit vouloir la réformer et progresser par étape vers le socialisme ou qu'on l'ait "révolutionné" comme le demandaient le marxisme originel et l'anarchisme.

Le mouvement ouvrier a été utile comme contre-pouvoir, comme limite à l'absolutisme capitaliste, mais il a échoué dans ses buts émancipateurs : le mot d'ordre "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" n'a pas été réalisé.

Quel type de gestion envisage-t-on ?

Le premier problème n'est-ce pas plutôt quel type de gestion envisage-t-on ? Pour la mouvance écologiste, le marxisme classique et l'anarchisme ont quelque chose à nous apporter : c'est l'importance des producteurs dans la possibilité ou non de changer la société productiviste. Il ne suffit pas de dire que le prolétariat ne se définit plus aujourd'hui comme au dix-neuvième siècle pour en nier l'existence. Il serait quelque peu naïf de croire à un retour massif des travailleurs de l'industrie vers l'agriculture ou l'artisanat, ou que nous sommes déjà dans la société post-industrielle, même si le travail est moindre quantitativement et a changé de qualité.

Le mouvement polonais et Solidarnosc nous ont rappelé l'importance des ouvriers dans les années 80, comme en mai 68 et LIP plus tard auraient pu le faire en France.

L'apport nouveau dans la réalité sociale comme dans la pensée que nous en avons, c'est que nous nous définissons — même pour les travailleurs et travailleuses de l'industrie, des transports et des services — de moins en moins comme des travailleurs et de plus en plus comme des êtres qui voulons vivre ou survivre ailleurs et autrement que dans le travail : nous réagissons en tant que salariés ou chômeurs, mais aussi en tant que consommateurs de produits et usagers de services que nous voudrions contrôler, en tant que voisins d'unités de productions polluantes (centrales nucléaires...) et victimes de nuisances (aéroports...), en tant qu'êtres ayant une sexualité, des relations de personne à personne, etc.

Dans cet apport nouveau, l'écologie est pour une bonne part. Et

(1) Jean-Jacques Rousseau, *"Le contrat social"*, livre I.
(2) Denis Diderot, *"Définition de l'autorité"* dans son Encyclopédie.
(3) Karl Marx, *"Le manifeste communiste"*, 1848.

l'écologie politique ne peut pas faire l'impasse sur un projet d'appropriation des moyens de production et d'assumer les conflits d'intérêts autrement que par la violence. Elle ne doit pas rejeter ce que le mouvement ouvrier en 1917, en Russie, puis dans les révolutions hongroises et polonaises de 1956 ont imaginé : les conseils ouvriers et leur fédération. Elle ne doit pas rejeter les comités de la Catalogne libre de 1936, ni la gestion syndicale proposée par Alexandra Kollontaï et l'opposition ouvrière en 1921 et par Solidarnosc en 1981. Elle ne doit pas rejeter l'autogestion ouvrière, le mot ouvrier étant à redéfinir évidemment.

C'est ce que le mouvement ouvrier, par delà les idéologies marxistes, anarchistes ou chrétiennes, a projeté de mieux dans ces révoltes répétées. Et si l'on a vu se répéter, au cours du vingtième siècle, des tentatives autogestionnaires, c'est bien qu'elles correspondent à une volonté profonde, à certains moments historiques. Mais c'est à nous d'aider aujourd'hui les mouvements sociaux à dépasser l'autogestion ouvrière, en projetant un type de gestion ou interviendraient également consommateurs et usagers, voisins d'unités de production... La notion d'écogestion de la production doit être précisée, c'est cela l'essentiel.

Trouver le moins mauvais outil

La seconde question importante aujourd'hui pour ceux qui veulent changer la société productiviste, c'est de se doter du moins mauvais instrument pour le faire.

Parti ou syndicat ? N'est-ce pas dépassé ? Les notions de parti et de syndicat reposent sur la déviation apporté au marxisme d'origine par la sociale démocratie allemande dont le léninisme s'est ensuite inspiré. La masse était considérée comme ignare par nature. Le syndicat devait avoir pour tâche de lutter au quotidien dans l'entreprise pour le salaire et les conditions de travail ; sauf dans la France d'avant 1914 où l'anarcho-syndicalisme de la CGT (et la CNT dans l'Espagne des années 30) s'envisageait comme structure du socialisme futur, donc se donnait une fonction politique à long terme, mais refusait souvent la politique immédiate et laissait ainsi, de fait, le terrain libre à la sociale-démocratie.

Le parti était conçu par les épigones de Marx comme la science et l'instrument du changement politique. Il y avait, il y a toujours là, des rapports de domination sur le syndicat et du syndicat sur la masse qui font du second une courroie de transmission du premier. Ce fut l'un des éléments — pas le seul — de la dégénérescence de la révolution russe et de la violence qui suivit : le rôle dominant du parti sur le soviet ou le syndicat et du soviet ou syndicat sur les masses n'a pu que favoriser la bureaucratie comme classe dominante y compris sa violence.

Par ailleurs, aujourd'hui, plus qu'à la fin du 19ème siècle, on ne peut réduire les consciences à seulement trois niveaux : c'est l'émiettement, la choséification des personnes et la diversification extrême. Le mode d'organisation qui correspond le mieux à cet éclatement, ce sont les cercles ou groupes qui se juxtaposent ou se rencontrent plus qu'ils ne se rattachent à un centre. Lorsque l'écologie est entrée en politique "organisationnelle", ce refus libertaire du centre et du centralisme fut notre richesse. On a dit que c'était aussi notre principale faiblesse : un manque certain de concertation et de coordination a même pu dévier vers le contraire de ce qui était souhaité, l'apparition de "chefferies". Le réseau ou la fédération des associations ne séparant pas les "tâches syndicales", de terrain, des "tâches politiques", globale ou de parti, c'est ce qui correspond le mieux à ce que nous sommes et à ce que nous voulons. Ceux qui courent au "syndicalisme écologiste" ou visent à devenir les apparatchiki d'un nouveau parti de type social démocrate ou bolchevik et qui pensent ainsi changer la société commettent les erreurs du passé et sont condamnés comme d'autres à échouer ou à se groupusculariser. On ne peut plus dire aujourd'hui que le parti traditionnel se trompe. Il trahit, s'il est centralisateur, même s'il se dit écologiste. Ne pas l'oublier dans nos évolutions.

Quelle voie emprunter ?

La troisième question, c'est celle de la voie à emprunter pour changer la société, celle de la transition, donc des programmes à court et moyen termes, et de la non-violence ou de la violence, de la réforme ou de la révolution. Le choix de la non violence est un choix éthique. La fin ne justifie pas les moyens. On ne peut pas vouloir construire une société sans violence par la violence. C'est aussi un choix pragmatique : l'Histoire a démontré que le recours à la violence de petits groupes ou des "masses" conduit à une militarisation de l'action et même à la dictature.

La fin est dans les moyens : le KOR dans les années 70 et Solidarnosc, dans les années 80, ont innové : ils ont essayé une autre voie en Pologne. Une révolution dans les objectifs : *"Je suis persuadé qu'on assiste à une révolution en ce moment. Depuis la révolution d'Octobre, c'est certainement la révolution la plus importante"* disait Kuron dans la revue "Que faire aujourd'hui ?" de décembre 1981 sur le congrès de Solidarnosc.

Mais des réformes dans les méthodes et les moyens, la puissance policière et militaire de la bureaucratie ne pouvant que gagner dans un conflit violent, il disait : *"Nous pouvons faire notre réforme économique et une réforme du pays, essayer de former un nouveau système, avec des confrontations, mais sans conflit général. Je pense que c'est possible. Nous faisons ce que nous pouvons pour que ce conflit général n'arrive pas. Ceci parce que cette confrontation totale augmente au maximum les possibilités d'intervention extérieure (...) Solidarnosc est beaucoup plus qu'un syndicat, c'est un processus de construction (...) Est-ce que des élections libres sont possibles ? Nous ne le savons pas. J'insiste sur le fait que la construction du nouveau système est un processus long, et aucun des éléments n'est définitif... On ne peut séparer démocratie économique et démocratie politique. Nous menons un processus social populaire. Nous voulons rendre sociale la propriété des moyens de production, qui sont actuellement propriété d'Etat".*

Sa démonstration valait-elle pour les pays de l'Ouest et le capitalisme libéral ? Kuron n'avait pas imaginé alors que la militarisation extrême du régime de l'URSS allait être une des causes de l'échec de la bureaucratie et de sa désintégration.

Il avait sous-estimé les possibilités de survie et de résurrection d'un libéralisme sauvage à l'Est.

La voie est étroite.

Si étroite que Solidarnosc, après avoir été une autre cause de la chute de la bureaucratie, a explosé, que le libéralisme polonais est aujourd'hui dirigé par un ex-communiste, que Walesa a dérapé. Quant à Kuron, d'abord devenu Ministre du travail, il a dû s'occuper plus de la soupe populaire que de l'autogestion. Le courant qu'il représente (3ème score lors de la dernière présidentielle polonaise), issu de la révolution de 1956, est-il encore un recours ? A-t-il valeur universelle ?

L'expérience polonaise ne nous a pas apporté de réponse définitive à la question de la voie à utiliser pour changer la société.

Le non-violence est encore à explorer.

Sisyphe pousse encore son rocher et la montagne — même ébranlée — est encore là, massive, avec sa barbarie toujours renouvelée.

Didier ANGER

ECOLOGIE POLITIQUE CONTRE DICTATURE

Tous les jacobins, qu'ils soient de droite, sociaux-démocrates ou marxistes, ont toujours lutté, de toutes leurs forces, au nom de la "sécurité de l'Etat" et de l'"intégrité nationale" contre les mouvements populaires, autogestionnaires ou autonomistes.

L'Etat centralisé d'aujourd'hui continue à appauvrir la société par des travaux pharaoniques qui détruisent la nature au seul profit de nos dirigeants. Lutter contre cette destruction de la nature rattache forcément l'écologie à la culture libertaire.

Après l'exemple donné par les Jacobins de 1789, les gouvernements bourgeois du XIXe siècle ne permirent jamais au peuple de se gouverner lui-même. En 1830, puis en 1848, la victoire de la rue fut récupérée, comme en 1789, par la bourgeoisie. En juin 1848, le peuple parisien, découvrant l'usurpation du pouvoir par de nouveaux notables, redescendit dans la rue et se fit massacrer par les sabreurs dépêchés par le parlement "en majorité libéral". Même scénario en 1871 : les travailleurs de Paris se soulevèrent contre le nouveau gouvernement, celui de Thiers, et tentèrent la première expérience de gestion politique populaire : la Commune. Mais, à ce niveau là aussi, le pouvoir leur fut en grande partie confisqué par un parlement de nature jacobine, surtout composé d'intellectuels, tel Jules Valès, imbus d'un complexe de supériorité et par des militaires professionnels jouant les matamores. Encore une fois les gens se firent trouer la peau pour des dirigeants gouvernementalistes.

Dans les autres pays, les révolutions populaires s'effectuèrent de la même manière, au profit de petits bourgeois gouvernementalistes. Ceux-ci, ayant en main le pouvoir, s'empressèrent de détruire par le feu et par le sang les aspirations autogestionnaires populaires. En 1921, le gouvernement bolchevique envoya des troupes asiatiques écraser les communards de Cronstadt et des trains blindés massacrer les paysans anarchisants de l'Ukraine. En 1919, en Allemagne, le mouvement spartakiste — qui restera sans doute comme le seul mouvement marxiste de tendance autogestionnaire, surtout grâce à la noble personnalité de Rosa Luxembourg — après avoir contribué à la chute du régime impérial et à l'arrêt de la guerre de 14, fut écrasé par les socio-démocrates qui avaient formé le nouveau gouvernement.

Plus récemment, on a assisté à des événements similaires. Fidel Castro se débarrassa de ses compagnons de lutte, partisans d'un socialisme populaire ; Ben Bella et les "arabes" du FLN soumirent au centralisme d'Alger, les "frères ennemis" kabyles qui risquaient de promouvoir un système fédératif ; les communistes d'Hanoï imposèrent pareillement le totalitarisme du Nord Vietnam aux autres peuples indochinois ; les "gardiens de la Révolution" de Khomeiny poursuivirent la politique du Shah en essayant d'écraser les traditions autonomistes des Kurdes.

La politique d'un gouvernement jacobin est donc d'empêcher, par tous les moyens, la démocratie "à la base" (ou démocratie directe), l'autogestion populaire et l'autonomie régionale.

Un des moyens de tuer dans l'œuf ces aspirations est de déculturer totalement ce que les Jacobins appellent "les minorités nationales". La France fournit le meilleur exemple de cette politique. L'Ancien Régime était parvenu à créer une administration centralisatrice et à imposer presque partout le catholicisme, en persécutant de

manière effroyable les cathares, les vaudois, les huguenots, les athées et autres "hérétiques". Toutefois, il n'avait pas réussi à détruire les langues provinciales et la plupart des coutumes populaires laïques. Ce furent leurs successeurs jacobinistes qui s'en chargèrent et y parvinrent en grande partie, dès la fin du XIXe siècle grâce, principalement, à l'école laïque et au service militaire obligatoires pour tous. Cette œuvre de destruction des patrimoines culturels populaires, au profit d'une pseudo-culture nationale et même internationale, se poursuit de nos jours avec les médias, la radio, la télévision promouvant une standardisation culturelle de bas niveau (jeux télévisés ou radiophoniques débiles, musique en langue anglaise, chanteurs "nationaux" propulsés par le "show business", etc.) et passant totalement sous silence les manifestations véritablement populaires, la poésie et la chanson régionalistes.

Toutefois rien n'est encore totalement détruit. L'alsacien est toujours largement parlé ; le breton, le basque, le catalan et le corse sont encore utilisés par beaucoup d'habitants ; les parlers occitans refleurissent à nouveau. On redanse les bourrées dans le Massif Central, le rondéus (rondeaux) en Gascogne, les farandoles en Provence... Des carnavals resurgissent et des feux de la Saint-Jean se rallument... Gageons que Paris fera tout pour marginaliser, pour "folkloriser" ou pour récupérer, via un régionalisme d'émanation gouvernementale, ces mouvements culturels régionaux. Ces mouvements, en effet, peuvent déboucher sur une prise de conscience politique : l'individu découvre qu'il appartient à un peuple dépossédé de ses richesses tant culturelles qu'économiques et privé, en même temps, de la liberté de se gérer lui-même.

C'est cette prise de conscience qu'ont ressentie les paysans du Larzac menacés d'expropriation pour des "raisons d'Etat" dans les années 70, c'est ce que ressentent ailleurs, plus ou moins consciemment, les opposants aux grandes réalisations nationales décidées par Paris, que ce soit une centrale nucléaire, des lignes à haute tension, un "canal à grand gabarit" ou un stockage de déchets radioactifs...

Les gouvernements ne se trompent pas lorsqu'ils infligent de lourdes condamnations aux militants autonomistes accusés "d'atteinte à la sûreté de l'Etat". Les gouvernements républicains ne peuvent concevoir un régionalisme que totalement sous tutelle.

Il faut signaler toutefois que tous les pays n'ont pas exactement les mêmes systèmes administratifs régionaux. Le système le moins totalitaire est le fédéralisme qui existe pour les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Australie, l'Inde ou la Suisse... Ce système est un moindre mal dans certains cas : un land allemand peut, par exemple, empêcher la construction d'une centrale nucléaire voulue par Bonn. Toutefois le fédéralisme a des limites : les grandes décisions et leur financement (défense nationale, politique internationale, impôts nationaux, etc.) demeurant le privilège absolutiste du gouvernement national coiffant les états provinciaux. Par exemple, la guerre de sécession aux Etats-"Unis", en 1865, montra bien que Washington n'était pas du tout disposé à accepter l'autonomie totale d'un état, ou un ensemble d'états américains.

En France, nous subissons un des régimes les plus centralisateurs. Dans chaque département, créé par la Révolution de 1789, les préfets et les sous-préfets détiennent le pouvoir exécutif et policier, les conseils généraux, et les conseils régionaux créés plus tard, n'étant en fait que des courroies de transmission, essentiellement limitées à un rôle de répartition budgétaire.

Leur pouvoir administratif est, en effet, très fortement rogné par les nombreux services étatiques spécialisés : directions départementales ou régionales de l'équipement, de l'agriculture, de l'action sanitaire et sociale, de la recherche et de l'industrie, de l'environnement, etc, etc.

Les réformes réalisées au cours des années 80 ont eu surtout pour but d'assurer un meilleur fonctionnement du système. Les conseils généraux et régionaux restent chargés d'appliquer les décisions gouvernementales. Les marges de manœuvre restent étroites et de toute manières elles sont purement consultatives quant aux affaires d'"intérêt national" comme la construction de bases militaires, d'installations nucléaires, etc.

Technologie et centralisme

Les partisans de l'étatisme utilisent la technologie comme ciment de leur système politique et social. Cette solution est millénaire : ce fut celle des constructeurs de mégalithes et des bâtisseurs de pyramides dans les temps protohistoriques. Les premiers pharaons réalisèrent l'unité de l'Egypte en faisant travailler des milliers d'habitants à des grandes réalisations : temples, statues colossales, pyramides, canaux... Ces grands travaux, voulus par le pouvoir central, renforçaient la puissance de l'Etat, occupaient des chômeurs, des contestataires et des séparatistes éventuels et grandissaient la hiérarchie politique et sociale.

Les sociétés hiérarchisées et étatisées fonctionnent comme une caserne ou un bagne où on fait creuser des tranchées aux soldats ou aux prisonniers, tranchées qui seront rebouchées le lendemain. Les usines nucléaires, les avions géants de prestige, les accélérateurs de particules, les fusées spatiales sont les pyramides et les cathédrales de notre époque. La technologie est monopolisée par l'Etat, le citoyen ne devant être qu'un travailleur, artisan de cette technologie et qu'un consommateur l'achetant ou la subissant (dans le cas d'une bombe atomique, par exemple...).

Les unités de production ne doivent pas rester aux mains des travailleurs mais être des unités étatisées ou intégrées dans le système. La première chose que firent les bolcheviques en 1917 fut de fermer les usines où s'étaient créés des soviets spontanéistes pour les réouvrir avec un soviet affilié au Parti et dirigé par un commissaire du gouvernement. Dans le secteur agricole, il en fut de même : les communautés paysannes anarchisantes furent remplacées par les kolkoses de l'Etat.

René Dumont raconte que le même processus s'est déroulé à Cuba avec Fidel Castro. Les paysans cubains ont été transformés en ouvriers agricoles dans des fermes d'Etat, dirigées par un cadre du Parti, personnage souvent ignare des questions agricoles. Sur le plan écologique, Dumont explique comment ce système aboutit à des catas-

trophes agricoles. Les agriculteurs, embrigadés dans des fermes d'Etat, privés de leur pouvoir de décision et sous-payés, se désintéressent de leur travail, surveillent très mal les cultures et le bétail et entretiennent très peu le matériel. Par ailleurs les dirigeants jacobins veulent mettre en pratique leurs théories intellectuelles et entraînent le pays dans de graves erreurs écologiques et économiques. En URSS, c'est Kroutchev essayant d'introduire de nouvelles variétés céréalières. En Chine, c'est Mao qui a lancé la fabrication artisanale du fer, un fer qui s'est avéré totalement inutilisable pour l'industrie car contenant trop d'impuretés. A Cuba, Castro a voulu appliquer les techniques de l'agriculture "moderne" déjà dangereuses en pays tempéré ; résultats : sols érodés et lessivés et déboisement...

L'agressivité des Jacobins envers les écologistes s'explique très bien, telle la discussion orageuse entre Castro et Dumont. Ce qui sépare les uns des autres n'est pas seulement une question de technologie, mais aussi et surtout, une question de choix politique.

Les écologistes, en professant la prise en main par les travailleurs et les habitants de leurs moyens de production énergétique et autre, et en prônant la décentralisation des pouvoirs, l'autogestion locale et l'autonomie régionale, vont à l'encontre des buts politiques jacobinistes qui sont "la prise du pouvoir" et la création d'un gouvernement centralisateur.

Le langage politique écologiste est un langage libertaire, n'en déplaise à beaucoup d'écologistes qui ne s'en rendent pas compte, comme Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir.

L'utopie écologiste s'oppose ainsi totalement aux buts des systèmes hiérarchiques totalitaires. En effet, le but final, inavoué des capitalistes, et celui, avoué, des marxistes, est de transformer tous les travailleurs en salariés, entièrement contrôlés par l'Etat. La "société des loisirs" qui pourrait remettre en cause la hiérarchie est toujours repoussée à des lendemains lointains. Pour se faire, on fait travailler les gens au moins huit heures pas jour même si, théoriquement, trois heures suffiraient amplement à produire la nourriture et les biens indispensables au confort minimum. Ce travail produit une surproduction, détruite par le gaspillage ou par la guerre. Nous vivons dans une économie de guerre même si nous fabriquons d'autres choses que des canons. Au lieu de détruire, sur les champs de bataille, les objets fabriqués, on s'arrange pour qu'ils rendent l'âme au bout de quelques années d'utilisation. Malgré cela, il existe quand même une surproduction et une mévente d'automobiles, d'appareils ménagers, de postes de télévision, de chaînes hi-fi, etc. Alors on fait de grands travaux totalement inutiles qui sont, en fait, des usines à canon déguisées ; dans certains cas, d'ailleurs, la distinction entre le "civil" et le "militaire" est très difficile à établir : fusées spatiales, satellites, usines nucléaires...

L'inutilité des grands travaux, dans tous les pays du monde, est facile à démontrer. L'énergie nucléaire est présentée comme le principal moyen de production énergétique de l'avenir alors que les énergies renouvelables, non polluantes et maintenant peu onéreuses sont à portée de main. La "conquête de l'espace" n'a apporté, pour le moment, aux Terriens que les techniques les plus terrifiantes pour les exterminer, les polluer ou les menacer : fusées intercontinentales armées d'une bombe atomique, satellites militaires espions, satellites pouvant porter une charge nucléaire, satellites alimentés par des piles au plutonium qui parfois nous retombent dessus... Les satellites météo et scientifiques ne sont que la belle vitrine de ces engins d'apocalypse — vitrine soumise au contrôle des militaires —. Quant aux satellites de transmission, on peut s'interroger sur l'intérêt de suivre un match de foot à l'autre bout de la planète.

Toutes ces pyramides du XXe siècle consterneront nos descendants, si toutefois nous en avons. Non seulement elles sont inutiles, comme les pyramides pharaoniques, mais elles sont dangereuses pour nous et pour les générations futures.

Dans les pays tropicaux, on a réalisé d'énormes lacs de barrage destinés, soi-disant, à l'irrigation, mais dont le bilan s'avère négatif. Dans le cas du barrage d'Assouan sur le Nil, au lieu d'augmenter les ressources, il a bloqué les limons fertilisants, fait baisser les nappes phréatiques et provoqué la remontée de sel dans les terres cultivées et cultivables. Le lac du barrage d'Akosinbo, au Ghana, est devenu un foyer à bilharziose, maladie tropicale transmise par de petits escargots d'eau. Même des "petits travaux" peuvent être criminels : le barrage de Malpasset, en France, près de Fréjus, n'a jamais servi à rien, si ce n'est à provoquer, lors de sa rupture, la mort de cinq cent personnes.

Lorsqu'on pense à ce que l'on aurait pu faire dans le domaine social avec le budget consacré au paquebot "France" et aux avions "Concorde", réalisations de prestige ne transportant que des gens fortunés. Que dire des budgets militaires ! Que dire de l'argent englouti dans la force de frappe ! Que dire devant les essais à Moruroa ! Quel cri pousser quand on sait que le budget d'un seul sous-marin nucléaire, équipé de ses missiles porteurs de têtes nucléaires, équivaut aux crédits de tous les pays du monde consacrés depuis la fin de la guerre jusqu'à nos jours à la recherche agronomique ! Combien d'hôpitaux, de logements, d'établissements d'enseignement, de centre de recherche agronomique ou médicale, de puits artésiens creusés, de terres mises en valeur, d'unités de production d'énergies douces, combien de gens du Tiers Monde sauvés de la famine, de la malnutrition, des maladies tropicales... avec l'équivalent du budget d'une usine d'armes nucléaires, du budget d'un accélérateur de particules, du budget du programme spatial, du budget d'une fusée "Ariane", du budget d'Eurotunnel, de Superphénix, du canal Rhin-Rhône, des autoroutes, des lignes TGV, etc, etc.

Si des "socialistes" défendent de telles réalisations qui maintiennent des millions de Terriens dans la misère, les écologistes libertaires les combattent tout autant que les capitalistes et proposent d'autres choix technologiques et politiques.

Alternatives et luttes écologistes

L'écologisme est une révolte à tous ces programmes étatiques, inutiles, polluants, dangereux et ruineux ; c'est une révolte contre

(1) Respectivement auteurs de "Nous autres", "1984", "Le meilleur des mondes" et "Farenheit 451".

ces incroyables gaspillages de notre société de consommation, de notre société militariste, une révolte contre nos sociétés hyper-hiérarchisées où une petite minorité de gens se vautre dans l'opulence et le luxe tandis que les autres humains végètent, dans les pays développés, dans une médiocrité de robots anesthésiés, et, dans les pays pauvres, dans une misère moyenâgeuse.

L'écologisme aurait ainsi un idéal socialiste, mais cet idéal est radicalement différent des idéaux de la plupart des gens qui se définissent de nos jours comme socialistes. Les aspirations écologistes rejoignent les idées des socialistes utopistes, des socialistes "non autoritaires" et des anarchistes du siècle dernier et s'opposent aux visées des socialistes jacobinistes.

Les écologistes refusent le "bonheur" artificialisé, programmé, contrôlé, étatisé, ce bonheur imposé par les sociétés-casernes qu'ont prophétisées Zamiatine, Huxley, Orwell ou Bradbury (1).

Les écologistes veulent un bonheur conféré par le libre arbitre de l'individu, dans une société où chacun pourra véritablement se gouverner, imaginer, s'exprimer, communiquer, en un mot être totalement un être humain et non un citoyen-robot obligé, comme un simple soldat, d'obéir, de subir et de se taire. Cet idéal ne suppose pas un "retour à la bougie" et "au Moyen Age" comme l'insinuent les partisans du bonheur-béton. Les écologistes n'ont jamais dit qu'ils refusaient la science et la technologie.

Au contraire, ils professent une science et des techniques bien plus avancées que le lamentable moteur à explosion à essence, que le simple moteur à réaction, énergivore et polluant, que cette inconcevable machine à vapeur moderne qui ne fait qu'utiliser un combustible nucléaire à la place du charbon, que cette agriculture à base de produits chimiques qui tue au lieu de faire vivre...

Henry CHEVALLIER

Ce texte est une version réactualisée d'un chapitre du livre "Eléments pour une écologie politique" paru en 1982.

POLITIQUE

POUR NE PAS CONCLURE

A part le texte de Didier Anger qui a été écrit en réponse à notre demande, les autres textes ont été débusqués par nos soins. Il est peut-être bon de rappeler comment nous avons procédé pour réaliser ce dossier.

Lors de la préparation du n°200, sur le thème "Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs", nous avions écrit à 25 personnes pour demander un texte. Sur ce thème polémique à souhait après l'explosion des mouvements écologistes, nous avions reçu 14 textes en réponse. La lecture de ces textes nous avait fait ressentir l'ambigüité du positionnement vis-à-vis de l'Etat. D'où l'idée de renouveler le débat autour de ce seul thème.

Début septembre, nous avons donc envoyé à 25 personnes le texte de Jean-Marie Muller ici publié — qui nous semblait une bonne introduction au débat — en leur demandant une contribution : 6 Verts français, un Ecolo (Vert belge), 3 MEI, des animateurs d'associations écologistes, des philosophes... selon un panel proche de celui du n°200.

C'est un flop magistral et significatif : seul Didier Anger a répondu, sept personnes ont jugé la démarche intéressante mais n'avoir pas le temps, les autres n'ont pas donné signe de vie.

Nous avons alors recherché des textes existants sur le sujet et nous avons trouvé les textes de Bookchin et d'Henry Chevallier.

Nous avons bien trouvé des textes dans les livres de René Dumont, Brice Lalonde, Antoine Waechter... mais uniquement des propositions de réformes des institutions, jamais aucune analyse sur le rôle même et la légitimité de l'Etat. On s'est adressé au centre de documentation des Verts, en vain : toujours des réformes !

Bref, l'accusation des libertaires est bien fondée : la littérature sur les problèmes de l'Etat, de la domination, de la hiérarchisation de la société semble quasi-inexistante chez les écolos...

On écrit "semble" parce que nous n'avons évidemment pas la prétention d'avoir fouillé partout. Alors nous lançons un appel à nos lecteurs : nous continuons à rechercher des textes, car ce qui est publié dans ce dossier nous semble loin d'avoir fait le tour de la question de l'Etat.

La notion de "service public" fort débattue aujourd'hui n'a pas été abordée. La notion de "démocratie" n'a guère été creusée. Le principe de subsidiarité non plus (principe de prendre les décisions au niveau le plus bas possible). L'évolution des rapports entre le capitalisme international et les Etats devrait faire l'objet d'une étude : comment les Etats se font aujourd'hui dépasser par la finance internationale. Enfin, le rêve libertaire de responsabilisation des gens ne se heurte-t-il pas à l'absence de volonté des gens apparemment assez satisfaits de leur vie végétative (les pantoufles devant la télé) ?

Ceci devrait déboucher sur un nouvel ensemble de questions : quels moyens utiliser pour diffuser des idées anti-autoritaires susceptibles de faire évoluer l'histoire vers une disparition progressive (ou brutale ?) de l'état ? Quel est le rôle des micro-initiatives, des expériences communautaires, des projets anti-autoritaires... ? Et donc, finalement, de quel(s) mouvement(s) les écologistes ont-ils besoin pour faire passer leurs idées ?

Nous attendons les résultats de vos propres recherches (des textes déjà écrits ou vos propres contributions) et nous espérons que nous pourrons poursuivre ce débat dans le numéro de juillet-août prochain.

Silence



PETITES PHRASES

Ironisant sur les difficultés d'accès des aéroports parisiens, Alain Rist, conseiller régional Vert, le 20 septembre, en séance pleinière du Conseil Régional a déclaré : *"Depuis ce matin, les journaux font état d'un événement. Une haute personnalité, dont la venue en France est contestée, a atterri à Tours sur une base militaire. Il s'avère que les structures aériennes de notre pays ne sont adaptées ni aux vieillards, ni aux malades"*.
La droite et le front national protestent.
Alain Rist se reprend : *"Je retire ce que j'ai dit. Le pape n'est ni un vieillard, ni un malade, ni une haute personnalité"*.
Outrés, les élus de droite et du FN ont quitté la salle.

CHINE : PRIX SAKHAROV A WEI JINGSHENG

Wei Jingsheng était dans les possibles lauréats du Prix Nobel de la Paix, cette année. Emprisonné de 1979 à 1993, il a été de nouveau condamné à 14 ans de prison en 1995 pour avoir défendu ouvertement les droits de l'Homme en Chine. Le Prix Nobel de la Paix ne lui est pas revenu, mais le Parlement européen a décidé, le 24 octobre dernier, de lui attribuer le prix Sakharov (100 000 FF) qui honore depuis 1988 les défenseurs de la "liberté de l'esprit" incarnée par l'académicien russe Andréi Sakharov.

USA : RALPH NADER QUATRIEME

Il n'y avait pas que trois candidats aux élections présidentielles... mais 17 ! Seulement les trois premiers (Clinton, Dole et Perrot) ont totalisé 98,5 % des voix ! Reste que Ralph Nader, avec 0,6 % des suffrages arrive en quatrième position. Ce chiffre ne veut pas dire grand chose : le candidat des Verts américains n'ayant fait campagne que dans une petite dizaine d'Etats. C'est au Nouveau-Mexique qu'il réalise ses meilleurs scores : 35 % à Santa-Fe, 29 % à Albuquerque, 25 % à Taos... Dans cet Etat, les Verts sont passés de 700 adhérents à 5 800 pendant la campagne ! Au Minnesota, Nader dépasse également les 25 % dans certaines communes. En Californie, les Verts ont obtenu la majorité et remportent les élections municipales qui avaient lieu en même temps dans la commune d'Arcata. C'est le premier maire vert des USA. (source : Verts-Contact, 16 novembre 1996)

LES VERTS POUR LA TRANSPARENCE

Dans une motion votée par le CNIR des Verts (leur parlement), les 5 et 6 octobre, il est demandé, en cas de fusion avec d'autres groupes écologistes, que ces derniers publient la liste des dons reçus par des entreprises et, comme les Verts n'acceptent pas ce genre de dons, ils demandent que ces groupes, avant de fusionner avec les Verts, reversent ces sommes à des organisations caritatives. Ce vote vise implicitement le petit groupe de François Donzel, ex-Génération Ecologie, qui aurait naguère reçu de l'argent d'entreprises du bâtiment.

LES ELUS ECOLOGISTES (presque) UNITAIRES

Les élus régionaux et municipaux écologistes ont décidé d'unir leurs forces pour publier en commun un bulletin présentant en bref les actions qu'ils mènent. On retrouve dans ce journal des communiqués d'élus de différentes tendances (sauf du MEI semble-t-il). Directrice de publication : Marie-Christine Blandin (Verts), rédacteur en chef : Alain Cabanes (PERLE). Cette tentative de communication unitaire devrait favoriser le rapprochement des structures nationales. Pour recevoir le numéro 1 : *FEDEL-Infos, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 17 09.*

TURQUIE : HOMMAGE AUX DISPARUS

Le 29 octobre, la Ligue internationale des Droits de l'Homme a attribué aux *"femmes du samedi"* la médaille Carl von Ossietzky. Depuis mai 1995, ces parentes de disparus se réunissent en silence pour un sit-in de trente minutes devant le lycée francophone de Galatasaray, pour rappeler le sort funeste de leurs proches. La LIDH remet depuis 1962 cette distinction à des individus ou des groupes particulièrement engagés dans la défense de la dignité humaine. Selon la Ligue turque des Droits de l'Homme, en six ans, environ 420 personnes, plus d'un cinquantaine en 1996, n'ont pas réapparu, le plus souvent à l'issue de gardes à vue. Même les enfants sont de plus en plus victimes de violences ; le dernier rapport d'*Amnesty International* consacré à la Turquie décrit les effroyables épreuves endurées par des adolescent-e-s. Ainsi, en février dernier, Sevke (16 ans) et son frère Sinan (18 ans) furent arrêtés à leur domicile à Kadiku. Dans l'excellent magazine hebdomadaire "Journal étranger" diffusé le 25 novembre par le ZDF, deuxième chaîne allemande, la jeune fille, accusée d'appartenir à une organisation communiste prohibée, relata les sévices barbares, y compris sexuels, qu'elle a subis dans les locaux des forces de sécurité à Istanbul ; ses bourreaux menacèrent de la rendre infirme puis de l'assassiner !
Si les Quinze, préférant comptabiliser les effets bénéfiques de l'union douanière en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ne condamnent que du bout des lèvres les atteintes aux Droits de l'Homme, l'avocat Bakir Caglar, chargé de représenter les intérêts de son gouvernement devant la Cour de Justice européenne, a renoncé à son mandat le 31 octobre. Il considère que la position de son pays s'avère désormais *"indéfendable"*.
Le 8 novembre, Mehmet Agar, le ministre de l'Intérieur, a démissionné suite à un accident de la circulation survenu dans des circonstances mystérieuses et à des révélations concernant ses liens avec les milieux mafieux, une affaire qui illustre le haut degré de corruption, en particulier au sein des formations de droite, le DYP de Tansu Çiller, et l'ANAP de Mesut Yilmaz. Alors qu'il existe 154 paragraphes restreignant la liberté d'opinion, Necmettin Erbakan, le Premier ministre, et Sevket Kazan, le ministre de la Justice, tous deux du parti islamiste, le Refah, comptent édicter une nouvelle loi sur la presse.

René Hamm

LE MOUVEMENT ECOLOGISTE INDEPENDANT SE DEVELOPPE

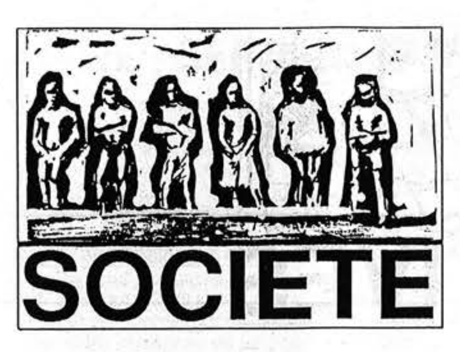
Nous estimions à seulement 300 le nombre d'adhérents du Mouvement Ecologiste Indépendant, lors de l'article publié dans notre numéro de novembre. Le MEI annonce qu'il aura dépassé les 1000 adhérents en 1996. Dont acte.
Concernant la dette contractée aux dernières présidentielles, elle serait en voie de disparition, ce qui a permis de dégager des ressources pour ouvrir un local à Paris. Enfin, ceux qui veulent suivre l'évolution de ce mouvement peuvent s'abonner, en dehors de toute adhésion, à "La lettre des écologistes" pour 80 F l'an (abonnement au nom de la revue à adresser : *45 rue Parmentier, 16000 Angoulème).*
Autre erreur, due à une

reprise d'une dépêche de l'AFP totalement erronée et diffusée dans toute la presse : l'intitulé "Hommes, nature, animaux" ne concerne pas le projet d'étiquette pour les candidats du MEI en 1998, mais le nom d'une nouvelle structure politique issue des associations de protection des animaux qui souhaitent présenter des candidats en 1998. Leurs représentants sont venus se présenter lors des dernières journées d'été du MEI d'où, semble-t-il la confusion.
Contact : *MEI, 7 rue du Vertbois, 75013 Paris, tél : 01 42 76 49 92 (Jean-Luc Dumesnil).*

FRONT NATIONAL ET ÉCOLOGIE

Le Front National a tenu à Lyon, du 15 au 17 novembre, un colloque pour démontrer que les seuls vrais écolos, ce sont eux.
La preuve : *"Le territoire doit rester français (...) Nous ne voulons pas voir le peuple français rejoindre la longue liste des espèces en voie de disparition"*.
Le spécialiste de l'écologie au FN est Jacques Bompard, maire d'Orange, dont nous avions déjà analysé les écrits dans un ancien numéro de Silence (n°158).
Se référant au sentiment de nature d'une manière proche de celle des chasseurs, faisant forte référence à Alexis Carrel dont l'eugénisme est connu, le Front National aura du mal à avoir un discours cohérent.
Le dernier jour, un collectif anti-FN a rassemblé 350 personnes contre ce colloque.
Les Verts ont rappelé que *"plaquer des mots que l'on vide de leur sens sur une idéologie fasciste et raciste ne transformera pas le discours d'extrême-droite en discours acceptable. Le Front National véhicule une idéologie qui n'a apporté que la guerre, la mort et la terreur. L'écologie enseigne que la diversité est une richesse et qu'elle doit être protégée au même titre que la vie. On ne peut pas être à la fois raciste et écologiste. (...) L'écologie ne peut pas être conçue à l'intérieur des frontières. Nous n'avons qu'une seule patrie : c'est la Terre"*.

Contact : *Les Verts, 23 rue Sergent Blandan, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 55 11.*



COMMENT PAYER MOINS D'IMPOTS ?

Facile ! Vous ouvrez un compte en banque dans chaque pays européen et vous déplacez - grâce aux accords de Maastricht - vos capitaux d'un pays à l'autre en fonction de l'évolution des prélèvements dans les différents pays. Oui, bien sûr, pour un particulier, c'est un peu compliqué, mais pas pour une grande entreprise. Ainsi, en 1996, l'impôt sur les sociétés allait de 7 % aux Pays-Bas à 42 % en Allemagne. Eh bien seules les filières des Pays-Bas ont fait des bénéfices. Etonnant, non ? (source : Courrier International, 7 novembre 1996)

IMMIGRATION : LES BARRAGES DE PAPIER

En avril dernier, un collectif de 26 médiateurs était mis en place pour mener les négociations entre le gouvernement et les sans-papiers. On y retrouve des juristes, des historiens, des chercheurs, des anciens résistants... La lutte des sans-papiers et l'intervention brutale des forces de l'ordre à Saint-Bernard ont poussé ces médiateurs à rédiger un document qui a été présenté le 18 novembre dernier devant 250 représentants du monde politique, syndical et associatif. Ce texte intitulé "Appel aux citoyens d'Europe" constate l'échec des politiques restrictives et répressives en matière d'immigration : *"Injustes et inefficaces, elles n'ont aucun effet durable et aggravent, à terme, les difficultés qu'elles prétendent maîtriser"*. Selon ce rapport *"les pays riches ne peuvent penser que les barrages de papier feront des obstacles suffisants"*.
Rappelant que les actuelles lois sur l'immigration sont en contradiction avec les textes internationaux sur les droits de la personne humaine, les médiateurs suggèrent d'*"engager un débat public pour reformuler de nouvelles lois qui respectent ces droits, à savoir : liberté d'aller et venir, de trouver des moyens d'existence et de mener une vie familiale normale"*. Ces nouvelles lois devraient inclure que si les immigrés ont des droits et des devoirs, c'est aussi le cas de tous les citoyens. Ils demandent en attendant un moratoire sur les expulsions, une harmonisation avec les lois européennes, et l'intégration de la nécessaire solidarité entre les pays riches et les pays pauvres : *"la tentation du repli égoïste ne peut conduire qu'à l'isolement et au déclin"* (source : AFP, 18 novembre 1996)

FONDU ENCHAINÉ POUR ARTE ?

Le projet de fusion entre la Sept-Arte et la Cinquième, avalisé le 30 octobre en conseil des ministres, suscite des remous jusqu'à la chancellerie à Bonn, et ce bien que "le canal culturel" apparaisse quasiment comme quantité négligeable dans le paysage audiovisuel germanique. Pour Philippe Douste-Blazy, il s'agit d'économiser au total 142,5 millions de francs et de rationaliser le service public. Le Sénat et l'Assemblée nationale en débattront lors d'une prochaine session. Quid de la structure programmatique et de l'autonomie d'Arte, seule chaîne généraliste française globalement de qualité ? (correspondance **René Hamm**)

ROUTIERS : DE BONNES REVENDICATIONS

La grève des routiers a été soutenue par les écologistes — de manière un peu perverse il est vrai—. En espérant que les routiers obtiennent satisfaction sur les hausses de salaire et sur le paiement des heures de chargement et d'attente, les écologistes rêvent en effet que cela fera considérablement monter le coût des transports par la route et que cela rendra la SNCF plus compétitive. Resterait alors à négocier l'embauche à la SNCF des routiers qui inévitablement se retrouveront sur le carreau... mais ça c'est dur à expliquer aux syndicalistes.





ALTERNATIVES

PETITES PHRASES

"Ne répète pas : je pense donc je suis. Demande-toi : suis-je moi-même ?" Lanza del Vasto.

"La vraie moralité ne consiste pas à suivre le chemin tracé, mais à trouver la vraie voie pour nous-mêmes et à la suivre sans crainte" Gandhi.

SUISSE : CRÉATION DE HOLON

Holon (en grec : le tout) est un projet de réseau entre les différentes initiatives prises pour un monde plus **social, écologique, spirituel et politique.** Constatant que le bien-être économique n'apporte pas le bien-être spirituel, ce réseau veut favoriser la rencontre et le débat entre ceux qui œuvrent autour de ces quatre mots, dans le but de favoriser une harmonisation des théories en cours, en particulier dans le domaine économique. Une brochure explicative des intentions de ce réseau est disponible contre un billet de 50 FF ou 10 FS auprès du *Mouvement Beaulieu, CP 5401 CH 3001 Berne.*

SUISSE : POUR UN NOUVEAU STYLE DE VIE

Depuis quelques années, le WWF publie des fiches thématiques sur l'écologie au quotidien : habitat sain, bois dans la maison, entretien de la maison, déchets et recyclage, énergie...
L'ensemble des fiches (170 pages) est aujourd'hui disponible contre 39 FS (ou 170 FF) auprès de :
Panda Conseil, 14 chemin de Poussy, 1214 Vernier, tél : 022 939 39 90.

POUR UNE FEDERATION DES INITIATIVES AUTONOMES

Les désormais "inutiles" de l'univers compétitif se comptent par millions. Dans le même temps, d'immenses espaces décrétés non rentables se vident. Hommes sans terre d'un côté, Terres sans hommes de l'autre. Remettant au goût du jour les formules comme "vivre et travailler autrement", "produire moins, produire mieux", "vivre au pays"... de plus en plus de gens, sans attendre une hypothétique mobilisation au plus haut niveau, décident de créer leurs lieux de vie, de multiplier les expériences, les débats, l'acquisition des savoirs. Ceci se fait en ordre dispersé. L'idée d'une fédération qui permettrait de créer des liens entre ces initiatives alternatives diverses aurait pour but de faire circuler l'information, de favoriser les coups de mains — tout particulièrement pour ceux qui veulent s'installer à la campagne et qui souvent n'ont pas les moyens d'acquérir des terres pourtant abandonnées — de favoriser l'émergence de manifestations culturelles...
Le slogan fédérateur pourrait être la citation de Mark Twain : *"ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait"*. Un appel est lancé pour débattre de ce que pourrait être cette fédération. Prendre contact avec *Yves Beaussier, La Barthe, 81140 Saint Beauzile.* (ndlr : c'est la même idée que Michel Ots, voir en pages livres)

PARIS : RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ

La grille de Radio-Libertaire est toujours aussi riche. On vous recommande particulièrement : *"Femmes libres"* le mercredi à 18h30 (rediffusé le mardi à 9 h), *"A rebrousse-poil"* (revue de presse) le lundi à 18 h, *"Si vis pacem"* (de l'Union Pacifiste), le jeudi à 18 h, *"Microclimat"* (science, écologie, nucléaire) le jeudi à 20h30, *"Réflex"* (antifascisme) le vendredi à 16 h, *"Radio-Espéranto"*, le vendredi à 18 h, *"L'invité du vendredi"* (droits de l'homme), le vendredi à 19 h, *"Chroniques rebelles"* le samedi à 13h30, *"Sans toit ni loi"* (mal-logés) le samedi à 16h30, *"Dissidences"* (réflexion sur le pouvoir) une fois par mois le dimanche à 14 h. Contact : *Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.*

RENNES : UN ESPACE DE VIE

Ouvrir un lieu de convivialité, de créativité et d'initiatives dans la ville qui permette la rencontre, l'échange et la solidarité comme antidote au mal de vivre et à la morosité ambiante, c'est le projet qui est né à Rennes.
Une association s'est mise en place pour prendre contact avec la mairie de Rennes et trouver un lieu. Celui-ci devrait accueillir des activités marchandes et non-marchandes : chambres d'hôtes, tables d'hôtes, chambres pour des jeunes, bar, animations et fêtes, repas, club d'enfants, écloserie de projets, université populaire, service d'échange local, dimanches sympas...
Si ce projet vous intéresse, prendre contact avec : *Jeannick Deltour, 47 quai de la Prévalaye, 35000 Rennes, tél : 02 99 65 58 86.*

DUNKERQUE : LES RUES DU MONDE

L'association "Les rues du monde" anime une péniche du nom de "Mosaïque" amarrée pour l'hiver, quai de Leith, à Dunkerque (entre la gare et le restaurant universitaire). De multiples activités sont réalisées pour faire "brasser du monde" : repas le premier dimanche du mois avec préparation collective à partir de 10 h et participation modeste (20 F), préparation du menu en fonction d'un thème. Ensuite, l'après-midi, un débat sur le thème retenu, puis musique pour tout le monde... et BD Forum pour ceux qui ont la plume qui les démange. Pour en savoir plus : *Les rues du monde, 77 rue Soubise, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 61 14 11.*

MONTPELLIER : LIBRAIRIE DU SCRUPULE

Une nouvelle librairie vient de voir le jour à Montpellier autour de cinq grands thèmes : l'Afrique, le racisme et le fascisme, l'environnement, le sexisme et la ville. Lieu d'information alternatif, on y trouvera la presse différente. *Librairie du scrupule, 26 rue Saint Sépulcre, 34000 Montpellier, 04 67 55 09 75.*

ALSACE : LE TIGRE DE PAPIER

"Le tigre de papier" est un mensuel satirique d'informations qui se présente comme le plus petit journal du monde. Edité en format A6 (le quart d'une page de Silence), il dénonce les dessous de la politique alsacienne avec humour : *"je ne vais pas m'aventurer à développer une thèse sur l'usage du coude du zinc au bureau (...) que l'on retienne néanmoins un seul postulat : pour l'un il s'agit de se noircir en le levant, pour l'autre, il s'agit de blanchir en s'y appuyant"*. Le numéro zéro de Silence, ayant été imprimé dans ce même format, on peut craindre d'être sérieusement concurrencé d'ici quelques années !
Contact : *Le tigre de papier, J.P. Sallent, BP 10, 68460 Lutterbach.*

ALLEMAGNE : SEPTIEME ART ET ECOLOGIE

"Si rien ne se passe, nous verrons d'autres des nôtres pendre au gibet. Le monde a livré des armes à la junte. Agissez pour protéger et sauver ces 19 Ogonis sans défense !" **Paroles fortes en guise de supplique prononcées le 17 octobre par Lazarus Tamana, représentant en exil du *MOSOP* lors d'un débat public au second jour du 13ème Festival international du film écologique à Fribourg-en-Brisgau.**

Le terrorisme des assassins en uniforme. La lutte du *Mouvement pour la survie du peuple ogoni* contre l'oppression et la contamination de vastes étendues par des multinationales pétrolières. Le sous-sol regorgeant de brut liquide, la terre rouge sang. Un simulacre de procès contre Kenule Beeson Saro-Wiwa et huit de ses compagnons les 30 et 31 octobre, leur ignoble exécution à Port-Harcourt le 10 novembre 1995, alors qu'à Auckland (Nouvelle-Zélande) se déroulait le sommet du Commonwealth. Le Britannique Glenn Ellis a réalisé, avec *Delta force* , un documentaire saisissant auquel le Prix européen de la télévision ne pouvait échapper, sur les tragédies du pays d'Afrique le plus peuplé (115 millions) Insoutenables images des horreurs perpétrées par les soudards du tyran Sani Abacha. Le jovial écrivain, lauréat en 1994 du Prix Nobel alternatif, traité de *"dictateur"* par Dauda Kono, l'administrateur militaire de Rivers State.

Terrifiant paradoxe

Lazarus Tamana considère que le boycott de Shell, le principal extracteur entre 1958 et 1993, s'impose d'autant plus que les potentats d'Abuja se maintiennent au pouvoir grâce à l'argent de l'or noir...Du reste, des responsables de la firme au coquillage jaune, qui préfèrent converser en petits cercles, déclinèrent l'invitation à ce forum. Pour Simon Gray, le producteur, *"on ne peut scinder Shell de la politique nigériane"*. Rüdiger Rosenthal, de Greenpeace (Hambourg) a reconnu que *"tous, nous y compris, avions réagi trop tard"*, approuvant les reproches formulés par Ken Saro-Wiwa dans son ouvrage *"Si je suis encore en vie"* (cf. *Silence* de juillet-août 1996). Peter Winterberg, du Westdeutsche Rundfunk de Cologne, et des membres du *BUND*, la première organisation environnementaliste d'outre-Rhin, ont lancé *"l'appel de Fribourg"* dans lequel ils insistent sur l'insécabilité des Droits de l'Homme et de ceux liés au cadre de vie, exhortant les instances européennes *"à imposer la réglementation existante comme norme générale, afin que l'on puisse s'en prévaloir devant une Cour de justice internationale"*.

Développement durable, modification des comportements, reconversions industrielles, compatibilité avec la sauvegarde des écosystèmes... Comment traduire en images des concepts éminemment complexes ? Rüdiger Mörsdorf réussit avec *Allemagne capable d'avenir - Le dernier tribunal*, la gageure de graver sur pellicule, dans une tonalité parfois poético-onirique, ce que lui a inspiré une étude réalisée en 1995 par l'Institut pour le climat, l'environnement et l'énergie de Wuppertal autour des thématiques précitées. Pour le metteur en scène, plusieurs fois récompensé aux Journées du court-métrage à Oberhausen, *"ce n'est pas grave si l'on ne saisit pas tout"*. Qu'il soit question de jugement dernier, donc d'une immanence imprégnée de religiosité, du *"cinquième ange qui ouvre l'abîme en soufflant dans sa trompette"*, a irrité certain(-e)s spectateur(-trice)s. L'absence de femmes, censées incarner (à tort !) les valeurs écologiques, a courroucé l'une ou l'autre intervenante. Or, la sublime voix de la chanteuse irlandaise Loreena Mac Kennitt ne servit aucunement de fond musical ou d'enrobage !...Le type de questions qui gênent en Allemagne où 80 % de la population s'estiment conscients de ces impératifs-là : *"le tri sélectif des déchets résout-il le problème de l'avenir ?"*. Et ce terrifiant paradoxe : des essais en vue de parfaire les systèmes de sécurité provoquèrent la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986. Les techniciens crurent tout contrôler ; en réalité, ils négligèrent 41 consignes. L'humanité vit sur le fil du rasoir et l'idéologie officielle, ici comme ailleurs, mène à une impasse... insoutenable...

L'Ukraine et la Biélorussie irradiées. Igor Pavlovets est l'un des 1,2 millions *"d'enfants de Tchernobyl"* qui naquirent difformes à cause de la radioactivité, *"cent fois supérieure à celle d'Hiroshima"*. Abandonné par ses parents, il a passé ses premières années dans un hôpital à Minsk. Les Bennett l'on recueilli à Leeds. Pourra-t-il rester dans sa famille adoptive ? Supportera-t-il de vivre avec une prothèse à ses deux jambes ? Mandy Temple prépare une suite à la biographie d'Igor. La vivacité, la bonne humeur, l'intelligence pétillante du petit garçon-tronc rendent encore plus odieux tous les criminels nucléocrates de la planète. *Le nucléaire sans frontière* d'Yves Barbara, Francis Gillery et Anne-Corinne Moraine, diffusé le 12 avril dernier sur France 3 dans le cadre de l'émission Nimbus dresse, sous la houlette d'Elise Lucet, *"un état des lieux du nucléaire civil"*, et pas seulement à l'est. Marcoule, Cadarache, Gravelines, Saint-Laurent-des-Eaux, Solérieux..., les accidents que l'on a cachés aux Français(-e)s. Il paraît que les reportages qui constituent ce film d'une heure avaient indisposé les autorités...

Pour *The Dammed*, le Belge Leo de Bock a reçu, lors de la cérémonie de clôture le 20 octobre, le Prix de la meilleure contribution journalistique. Dans son opus de 52 minutes, il évoque le plus gigantesque projet mondial de barrage et de centrale hydraulique, en l'occurrence celui des *"Trois gorges"* sur le Yang-tsé-kiang. Il a tourné dans des conditions particulièrement ingrates (surveillance constante, bureaucratie tatillonne ...) et a néanmoins pu donner la parole à des dissidents. La journaliste Dai Qing, emprisonnée pendant 10 mois, interdite de publication dans son pays, parle de 1,8 millions de personnes à déplacer en raison des travaux qui défigurent déjà des paysages sur des milliers de kilomètres carrés. L'hydrologue Li Rui, qui passa neuf années sous les verrous, s'inquiète de *"l'érosion et des glissements de terrain"*. Bonn compte verser à AEG, Siemens..., à titre de caution, une cagnotte de 500 millions de marks pour leur implication dans cette opération, grosse d'une incommensurable catastrophe écologique.

Flirt d'hermaphrodites

Amrit Beeja (Les semailles éternelles), Prix de la ville de Fribourg. *"Un grain de vie sur le rivage de la genèse, acheminé par le flot du temps, le temple du savoir, le nirvana de la semence"*. Meera Dewan (Inde) présente des paysannes, garantes de la diversité naturelle des céréales. Ainsi Yachoda, la déesse de la sagesse féminine, aime l'intimité de la plante et de l'eau. La liberté de Sunanda réside dans sa connaissance de la nature : *"Nous ne céderons pas notre semence, notre terre aux firmes étrangères qui veulent nous piéger avec leurs plantes hybrides...Les banques n'accordent de crédit que pour la production chimique. Nous signons nous-mêmes notre acte d'esclavage..."* Aux Etats-Unis, alors qu'il n'y pousse pas, il existe trente brevets sur le nim, *"l'arbre libre de l'Inde"*.

A l'Ecole technique supérieure de Zurich Eschikon, des chercheurs ont créé le premier riz artificiel ; à l'Institut IRRI de Los Baños, des blouses blanches philippines développent le plant. A Mindanao, les paysans s'insurgent contre cette importation technologique. Ils préconisent une autre voie et obtiennent, en recourant à d'anciennes méthodes biologiques, des résultats probants. Avec sa vidéo Bétacam, *Du riz pour le monde*, réalisé pour la chaîne DRS, la Biennoise Gabriela Neuhaus illustre avec acuité la possibilité d'assurer la sécurité alimentaire de demain tout en respectant l'équilibre naturel d'autant que *"c'est la répartition des biens qui entraîne les famines..."*.

Bouffeurs de kilomètres d'Erich Schütz pour la série *"Dans le rouge"* du Süddeutsche Rundfunk dénonce la démentielle politique des transports routiers. Exemple *"la route du lait"* d'Ingolstadt jusqu'à Athènes, via le Brenner aller-retour ; les yaourts Goldmilch fabriqués près du Pirée avec du lait extrait des mamelles de vaches bavaroises garniront les rayons des supermarchés allemands... Constat : *"seulement 5 % des marchandises sont consommées sur les lieux de production"*. Mais il faut *"assurer la mobilité pour l'Europe libre"*. Les Tyrolien(-ne)s paient déjà d'une augmentation de 27 % du trafic de transit l'adhésion de l'Autriche à l'U.E au 1er janvier 1995. Le vote massif, le 13 octobre dernier, en faveur du FPÖ de Jörg Haider renvoie aussi aux magouilles de l'establishment et aux délires des eurocrates.

"Les médias ont-ils le droit de critiquer des projets initiés par des mouvements de sauvegarde, en refusant d'attester systématiquement de leurs bonnes intentions ?" Cette question a suscité une discussion très animée autour de deux reportages télévisuels. Les journalistes Thomas Weidenbach et Uwe Kerskens se plantèrent en prétendant dans un film diffusé dans l'émission *Globus* (1ère chaîne) du 2 octobre 1995 que le boycott des bois tropicaux confine à une stupidité. En Malaisie, avancèrent-ils, les exploitants forestiers se préoccupent des écosystèmes, une opinion partagée par le WWF allemand, mais contestée par son alter ego local... D'une part, les images montrées à l'appui de cette thèse ne convainquirent guère ; d'autre part, le *Malaysian Timber Council*, le lobby de la branche, vanta les mérites des deux Colognais dans une brochure à la une de laquelle Angela Merkel, la ministre fédérale de l'Environnement, encourage l'importation par son pays de troncs nobles. De plus, à Kuala-Lumpur gouverne une équipe qui a de la démocratie des conceptions pour le moins biscornues... Mieux que quiconque, l'ethnologue bâlois Bruno Manser, qui partagea l'existence des Penans au Sarawak, aurait fourni des informations fort éclairantes. Non seulement les deux auteurs reçurent le 22 octobre des mains du président Roman Herzog le Prix journalistique du développement, mais de surcroît leur production, financée pour moitié par l'agence de relations publiques *Shandwick*, à la requête de son client, le *MTC*, circule dans les écoles allemandes...

Quelques mots sur le splendidissime *Microcosmos, le peuple de l'herbe* de Claude Nuridsany et Marie Pérennou (77 minutes), sorti depuis le 20 novembre sur les écrans hexagonaux. Le flirt en très gros plan de deux escargots de Bourgogne, le survol en caméra subjective d'un étang par une libellule Agrion jouvencelle, l'acheminement harassant d'un crottin de mouton par un scarabée sacré, la métamorphose dans l'eau d'un moustique Cousin, le matin naissant sur la campagne embrumée de l'Aveyron... valent à eux seuls le déplacement. Et ces prairies, ces bois encore préservés des aménageurs du territoire, véritables *"serial killers"* de notre époque !...Un chef-d'oeuvre *"macrocinématographique"* (coût : 25 millions) à juste titre bardé de lauriers tous azimuts. Après le Prix de la Commission supérieure technique à Cannes en mai 1996 et celui du public à Locarno en août, il a obtenu le Prix du film de nature à Fribourg. Le SIRPA et la base de Nîmes sont crédités au générique. Réflexion en passant : quand l'armée de terre organise des manoeuvres *"en terrain libre"*, la soldatesque n'a cure de la faune et de la flore écrasées sous les chenilles des tanks et des godillots des fantassins en mal de *"Kriegsspiele"*... Enfin, les habitant(-e)s de la cité wurtembourgeoise, qui a perdu son titre de *"capitale écologique"* au profit de Heidelberg, boudent l'Ökomedia Festival...

René HAMM

TOURNEE POUR UNE EUROPE SOUTENABLE

En juin et juillet 1996, 28 militants de différents pays ont organisé une tournée artistique qui a circulé dans 15 pays européens.

Le "Sustainable Europe Tour" (SET) regroupait des activistes, musiciens ou artistes et a fait la promotion d'une Europe écologique. Il y avait des Allemands, des Néerlandais, une Anglaise, un Gallois, un Irlandais, une Canadienne, un Américain, des Ecossais, un Luxembourgeois, une Polonaise, des Ukrainiens, une Norvégienne... et un Français. Nous avons voyagé pendant deux mois dans 15 pays pour présenter des idées politiques un peu différentes, avec une vision globale des problèmes environnementaux et sociaux et des alternatives possibles.

On a tenté de montrer qu'agir sur le terrain était en fait très plaisant et qu'il existe d'autres moyens d'être heureux que d'acheter toujours plus au supermarché. Nous avons essayé d'intégrer notre message dans toute une série d'événements culturels : concerts de musique avec amplification alimentée par panneaux solaires et éolienne, théâtre de rue, jonglage, équilibrisme sur une corde, danses folk, vidéo, exposition peinte par des artistes... Les textes des chansons sont pour la plupart composés par les gens du groupe et relatent différents problèmes environnementaux ou sociaux. L'exposition expliquait divers problèmes environnementaux ainsi que diverses solutions. Le texte était changé selon la langue du pays. Dans chaque centre-ville nous l'avons déplié pendant une journée ou deux en les commentant avec le public. Dans chaque lieu, nous présentions aussi des ateliers plus formels à l'aide de rétro-projecteurs sur des thèmes très variés : villes soutenables, action directe non-violente, alternatives économiques (système d'échange local, coop bio...), actions anti-voitures, consumérismes, déchets et écobilans, médias et communication, femmes et médias...

Suivant les groupes locaux, nous participions à des actions dont une large part était sur le thème du transport. A chaque fois, les groupes locaux étaient extrêmement accueillants et s'occupaient de notre nourriture et de nos lits. Difficile de dire qui a été le plus gentil avec nous !

Trois semaines de préparation

Pendant trois semaines, nous avons préparé le tout, près de Fribourg, en Allemagne. Il fallait finir l'expo, préparer des scènes de théâtre de rue, préparer et répéter des morceaux de concert, bricoler toutes les questions techniques, faire la paperasse, établir les contacts avec les groupes locaux, préparer les repas ou faire la vaisselle.

Les 24 et 25 mai, nous avons pu présenter notre exposition et faire de la musique et du théâtre dans les rues de Fribourg. Une personne dansait avec un aspirateur, un autre promenait une cage avec un réveil qui sonnait, une autre promenait en laisse une radio cassette à roulettes qui aboyait. Le soir, nous avons pu faire notre premier grand concert et présenter quelques idées dans un grand centre et bar écolo.

Après deux jours de repos, nous sommes partis vers l'Ecosse, à 18 dans nos deux minibus avec remorques. En pleine tempête, nous sommes arrivés à la communauté "Talamh" près de Glasgow qui nous accueillait dans le cadre d'un séminaire des communautés britanniques. Le grand tournoi de volley-ball, les granges pour les sessions folk, les toilettes à compost et les douches solaires, tout était prêt pour accueillir tout le monde.

Glasgow : des maisons dans les branches

Le lendemain l'éolienne tournait à pleine puissance dans le centre de Glasgow permettant de produire, avec les panneaux solaires, l'électricité pour les musiciens. Le théâtre de rue a débuté avec deux dompteurs à échasses qui essayaient de tenir en laisse deux monstres composés de déchets électroniques, d'emballages Tétra-Pak et de canettes de Coca. Comme dans chaque ville par la suite, nous avons fait danser du folk aux passants, fait signer des pétitions contre les constructions d'autoroutes en Europe notamment, et nous avons discuté avec tout le monde.

La communauté Talamh est le siège d'un groupe d'action "le banana bunch" principalement axé sur les problèmes de transport. Avec eux, nous avons participé à une action de blocage d'un croisement toujours très encombré du centre de Glasgow. Certains manifestants étaient déguisés en petits bonhommes verts (ils traversaient tous ensemble au son des tambours en criant "green man !!"), d'autres étaient déguisés en éclopés, en vieille dames, en

"bagnoles folles" (ils/elles portaient des grands chapeaux en forme de voiture), il y avait aussi trois "échassiers" en costard-cravate et un grand poisson dont seule la structure métallique est restée après la matinée de pluie. Toute cette bande d'une soixantaine de personnes traversait joyeusement au feu vert, mais en traînant parfois. Le résultat a été un gigantesque embouteillage dans cette zone sinistre pleine de bretelles d'autoroute à laquelle nous apportions un peu de gaieté. La police est rapidement arrivée nous interdisant de traverser même quand nous en avions théoriquement le droit.

Le soir, nous sommes allés à "l'état libre de Pollock". C'est un lieu qui a été le théâtre d'événements très durs en vue de stopper la construction d'une autoroute. Comme dans de nombreux autres sites d'occupation en Grande-Bretagne, les activistes ont bénéficié du soutien de la population locale (sous forme de nourriture et de matériel), des groupes d'enfants ont même fait la grève de l'école pour les soutenir ! Il faut dire que les actions ont nécessité beaucoup de courage. Les activistes ont vécu dans des maisons dans les arbres plusieurs hivers et ont parfois risqué leur vie pour barrer la route aux bulldozers. Les maisons dans les arbres ont l'avantage de rendre les militants hors d'atteinte et juridiquement plus durs à expulser car, grâce à une jurisprudence, la procédure est aussi complexe que pour une expulsion de maison. L'autoroute est maintenant en train d'être construite, mais son tracé a été modifié pour éviter le village des irréductibles. Les projets d'autoroute britanniques ont été réduits de 30 % suite aux actions de ce type dans tout le pays (à quand la même chose en France ?).





En haut : Glasgow, *exposition dans le centre de la ville.*
En bas : Pays de Galles, *ateliers sur l'écologie.*

Lancaster : passage piétons pour les écoliers

Après Glasgow, nous sommes allés à Lancaster, au nord-ouest de l'Angleterre. Là encore, nous avons présenté notre expo, notre théâtre de rue, notre concert et, dans un pub, après la première expérience de Glasgow, le programme a commencé à bien fonctionner. Nous sommes intervenus dans les écoles. Nous avons bloqué une route bordant une école en faisant traverser les enfants sous notre protection avec des panneaux représentant des feux de signalisation. Les enfants ont adoré. Nous avons aussi occupé un grand parking vide avec deux classes d'écoles, en jouant de la musique, pour faire pression dans le but de transformer ce parking en parc.

Bristol : reprendre les rues

A Bristol; dans le sud-ouest de l'Angleterre, nous avons participé à une action appelée "Reclaim the streets" ("reprendre les rues"). Dans ce type d'actions, une rue est occupée par les habitants pour y faire une fête. Des affiches appellent à un grand rassemblement en un point de la ville et tout le groupe se déplace jusqu'au lieu d'occupation. Seules 2 ou 3 personnes sont au courant du lieu d'occupation. A Bristol, nous étions un millier à faire ainsi la fête sur une voie rapide. De la musique frénétique "rave" était diffusée par notre sono alimentée à l'énergie solaire. La musique avait le défaut de sauter parfois (par excès d'électricité solaire !) pour le plus grand plaisir des percussionnistes, des danseurs folks, des musiciens et des danseurs des pays de l'est qui pouvaient se faire entendre. De nombreuses personnes étaient déguisées. Une des formations les plus intéressantes était une grande "sono à pédales" qui diffusait discours et musique. Deux personnes devaient pédaler sur un tandem qui permettait de fournir l'énergie nécessaire au moyen d'un alternateur. Ce tandem était lui-même accroché à six autres vélos pour former une espèce de grand char décoré. Nous nous sommes aussi rassemblé-e-s contre l'extension d'une carrière dans un parc magnifique.

Marée noire en Pays de Galles

Notre étape suivante fut Narbeth dans le Pays de Galles. La côte, dans ce coin là, a récemment été sinistrée par une énorme marée noire -

une autre conséquence indirecte du trafic routier. Dans une ville touristique de la côte, cela fait six mois que les gens ramassent les boulettes de goudron qui sont ramenées chaque jour par les marées. Quand on regarde de loin, les zones nettoyées semblent correctes. De près, plus rien ne grouille sous les rochers ou dans les mares, c'est vraiment trop propre ! Ce désastre a porté un grand coup à la population locale, les enfants notamment étaient extrêmement intéressés par nos discours environnementaux. Nous leur avons présenté des ateliers sur les énergies renouvelables, sur les déchets ou sur les transports. Pendant une journée très enrichissante, nous avons aussi présenté divers ateliers aux adultes.

Groningue : comment bloquer un carrefour

Nous sommes ensuite allés dans le nord des Pays-Bas à Groningue. Nous avons encore présenté l'expo, joué de la musique dans un parc. Nous avons fait un théâtre de rue où nous fermions de façon officielle le parc aux mobylettes avec de faux politiciens et de faux et vrais journalistes. Groningue est une ville parmi les plus agréables aux Pays-Bas avec une quasi-impossibilité d'accéder au centre-ville en voiture et un taux d'utilisation des vélos parmi les plus élevés. La fermeture de certaines voies aux autos amène parfois une baisse du trafic mais aussi parfois un transfert du trafic sur d'autres routes. C'est sur l'une d'elles que nous avons agi en traversant sans arrêt sur les passages cloutés pour bloquer un croisement. Nous formions un grand cercle d'environ 200 personnes bloquant le trafic pendant une heure environ.

Et toujours la lutte contre l'automobile...

Puis nous sommes allés à **Czszecin** en **Pologne** (impossible à prononcer). Les gens étaient très intéressés par l'exposition et nos présentations. Nous avons pu discuter avec de nombreux Polonais (avec l'aide de traducteurs). Cet intérêt se vérifia dans les autres pays de l'Est que nous visiterons.

Nous sommes ensuite retournés à l'ouest à **Nuremberg** en **Allemagne**. Sur la route, nous avons fait une animation mémorable sur l'autoroute alors que la circulation était bloquée. Après une procession musicale à travers les rues de la ville, nous avons occupé un pont pour y faire la fête et notamment danser du folk dans le but de le fermer à la circulation automobile. Nous avons transporté et déposé de nombreux pots de fleur pour imaginer ce pont transformé en parc. Nous avons fait un concert acoustique très réussi le dernier soir.

La tournée s'est ensuite poursuivie dans les **pays scandinaves** et en **Lettonie**. J'ai retrouvé le groupe à **Klaipeda**, en **Lituanie**. Nous avons manifesté pour transformer la rue principale en rue piétonne. Tous les manifestants étaient déguisés et des vélos se déplaçaient à l'intérieur de gros rubans fermés de papier sur lesquels étaient dessinées des fleurs. Encore une fois, des foules venaient voir l'exposition et le concert fut parmi les plus mémorables.

Alternatives économiques à l'Est

Nous avons ensuite voyagé pendant deux jours jusqu'à **Rivne** en **Ukraine**. C'est l'endroit où les gens étaient parmi les plus chaleureux. Nous avons tenté d'appuyer sur l'efficacité énergétique dans notre message car celle-ci est dix fois moindre par unité de PNB qu'en Europe de l'ouest. De grandes foules venaient voir l'exposition et discutaient avec nous, grâce à une quinzaine de traducteurs qui nous suivaient partout. Les importations de l'Ouest sont dramatiques pour leur économie de même que pour l'environnement. Nous avons fait une action de sensibilisa-

Théâtre de rue : *un mode de communication efficace pour dialoguer avec le public.*





tion sur les déchets qui sont largement composés d'emballages de produits importés. Nous avons beaucoup discuté du besoin de redévelopper l'économie locale et les Ukrainiens présents étaient très intéressés par les alternatives économiques telles que les coopératives autogérées ou les systèmes d'échanges locaux.

Camp antinucléaire en Slovaquie

Nous avons rejoint en Slovaquie un campement antinucléaire contre la construction de la centrale de Mohovce. Parmi leurs actions, les participants améliorent bénévolement l'isolation des maisons alentours. Cette action rend les activistes très populaires. Nous avons bloqué avec succès, en s'asseyant par terre et en jouant de la musique, la voie d'accès au ministère qui s'occupe des questions énergétiques à Bratislava. Une grande banderole, tenue par des opposants sur échasses, expliquait que la centrale nucléaire pouvait être évitée si on investissait la même somme d'argent dans les économies d'énergie. La police était perplexe face à nous. Un groupe de quatre personnes a été reçu par les responsables politiques. Cette action a été décrite le lendemain par tous les grands quotidiens slovaques. Il semble vraiment qu'un mouvement écologiste très jeune soit en train de se développer (c'est aussi l'impression en Pologne et en République Tchèque). Plusieurs personnes semblaient intéressées à démarrer un groupe d'actions sur les questions de transport.

Pour finir, nous sommes allés dans le camp écologiste international **"Ecotopia"** qui se déroulait cette année en République Tchèque à Libkovice. Ce village de 800 ans a presqu'été entièrement détruit il y a trois ans pour développer l'exploitation du charbon. Seul le maire dans sa maison ("qui sera le dernier à quitter le navire") et une église sont restés. Nous avons tenté de faire revivre le village.

Ecotopia est un rendez-vous annuel international qui a été plusieurs fois présenté dans Silence. Il fonctionne sur le principe de la démocratie directe. Toutes les décisions sont prises au consensus dans un grand cercle matinal. Chaque matin, les différents travaux sont répartis et des ateliers sont proposés. Nous y avons fait nos derniers concerts, présenté une dernière fois notre expo, nos ateliers, notre théâtre. De nombreuses personnes ont été intéressées par l'atelier sur les actions anti-auto. Nous avons fait une action contre l'extension d'une autoroute à travers une région sauvage. Trois voitures bloquaient l'autoroute quand nous sommes arrivés du bas-côté pour occuper les trois voies. De là, nous avons manifesté en marchant 3 km sur l'autoroute. C'était une des premières actions anti-autoroute en République Tchèque.





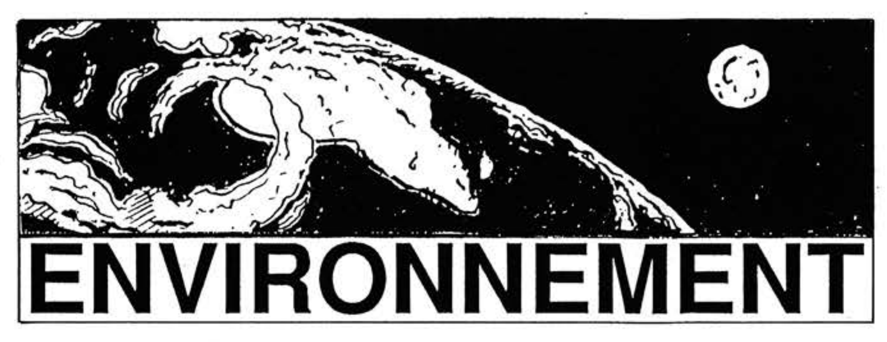
En haut : *manifestation en Lituanie.*
En bas : *Réappropiation d'une rue à Bristol.*

Un type d'actions fort intéressant

Ce voyage ne fut pas de tout repos, mais très riche en contacts et intéressant. Ce fut difficile de se quitter et de rentrer chacun chez soi. Ce tour a offert d'énormes possibilités de contacts avec des groupes de divers pays, notamment autour des réseaux internationaux EYFA et A SEED à l'origine de ce tour. Les déplacements en bus n'étaient pas toujours faciles (à quand un tour en vélo ?) mais il faut renouveler ce genre d'initiatives ! Ce type d'actions permet de développer la conscience écologique et un réseau. Dommage qu'aucun groupe français n'ait décidé d'accueillir cette tournée. L'idée de faire des actions en utilisant musique, danse, est vraiment intéressante et forte. L'action politique devient très plaisante, les policiers n'arrivent pas à menotter un manifestant sur échasses ou à matraquer un violoniste, les gens deviennent amicaux et beaucoup de gens viennent participer !

François SCHNEIDER

Contacts organisateurs :
- ***SET***, *Merzhauserstr. 150/07, D 79100 Freiburg, Germany, tél : 00 49 761 407 199*
- ***A SEED***, *Postbus 92066, 1090 AB, Amsterdam, Netherlands, tél : 00 31 20 668 22 36*
- ***EYFA***, *Postbus 94115, 1090 GC, Amsterdam, Netherlands, tél : 00 31 20 665 77 43*



ALLEMAGNE : SUCCES DES CONSIGNES

Nous signalons il y a un an (Silence n°197), la mise en place, en Allemagne, par une association de 220 producteurs d'eaux minérales, d'une bouteille unique en verre pour tous — chacun se différenciant par l'étiquette —. Cette décision accompagnée de la relance de la consigne est, un an après, un total succès : le taux de bouteilles ramenées aux magasins dépasse 90 % ! (par comparaison, les bennes Verre en France permettent un taux de retour d'environ 50 %). Comme les bouteilles sont identiques pour tous, elles sont ensuite recyclées dans l'usine la plus proche, ce qui évite les dépenses d'énergie provoquées par de longs trajets. Chaque bouteille peut ainsi servir entre 40 et 50 fois. Les casiers et les bouchons sont en PET (polyéthylène) qui sont entièrement recyclés en casiers et en bouchons avec très peu de perte. Enfin, les étiquettes sont en papier recyclé et sont également recyclées. En France, les écologistes qui proposent cela passent pour des utopistes.

GRANDE-BRETAGNE : CONTRE LA VOITURE

Le mouvement d'opposition aux nouvelles voies rapides autour de Londres prend une ampleur inégalée. Cet été, environ 7000 personnes sont entré simultanément aux deux extrémités d'une bretelle d'autoroute, la bloquant instantanément. La police débordée a du laisser faire. Les manifestants ont creusé le sol pour y planter des arbres ! Une manifestation symbolique après l'expulsion au printemps d'opposants à une autre autoroute qui ont vécu sur des arbres pendant plusieurs mois. (source : Seedlinks, août 96).

DANGER DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE

Dans une brochure de Perrier-Vittel, on y apprend que *"la date limite d'utilisation optimale est en général d'un an pour les eaux gazeuses en bouteilles PET et de trois ans pour les bouteilles verre"*. (source Tam-Tam, novembre 1996)

ESPAGNE : CONTRE LA TAUROMACHIE

Pour ne pas prendre trop de risques, les corridas sont largement truquées : les cornes des taureaux sont limées, ses yeux sont enduits de vaseline pour lui rendre la vue trouble, il est souvent drogué, le picador à cheval provoque des hémorragies près de la colonne vertébrale et lui cisaille les muscles du cou pour l'empêcher de relever la tête, le matador n'a en fait comme rôle que d'achever un animal paralysé par la souffrance.
La conseil municipal de la ville d'Olot (Catalogne) vient de voter par 20 voix contre une l'interdiction de toute subvention à la corrida, l'interdiction de la participation de la ville à toute manifestation en faveur de la corrida, l'interdiction des corridas aux moins de 14 ans. On peut leur envoyer des messages de félicitations : *M. Macià Padrosa y Claret, Regidor, Pou del Glaç 21-1°-2°, E 17800 Olot, Espagne.* (source : Tam-Tam, novembre 1996)

VILLES SANS VOITURES

Les partisans des villes sans voiture progressent dans l'opinion. Pour la première fois, un sondage, réalisé par la SOFRES, mi-novembre auprès de 1000 personnes habitant dans des villes de plus de 30 000 habitants, hors Ile-de-France, donne une majorité des réponses (52 %) contre la voiture en ville. 80 % sont favorables à la limitation de l'accès aux voitures. 89 % pensent que l'avenir est aux transports publics. Le même sondage auprès de 200 maires donnent 168 maires pour la réduction de la place de la voiture en ville. Plus la ville est grande, plus l'opposition à la voiture est manifeste. Eh bien, y'a qu'à...

ILE-DE-FRANCE : FESTIVAL DU VOYAGE A VELO

Le 12ème festival du voyage à vélo se tiendra le samedi 18 janvier à partir de 12 h au Centre Culturel Georges Pompidou, 142 rue de Fontenay, 94300 Vincennes. Au programme des conférences sur des tours du monde, des traversées du Sahara, de l'Australie, de Madagascar, de Patagonie, de l'Asie... Programme complet : *Cyclo-camping international, 14 rue Pinel, 75013 Paris.*

ANGERS : VELO EN ANJOU

Une nouvelle association vient de voir le jour : *l'association des utilisateurs de vélo en Anjou, AUVA chez Claude Billet, Le square du Cormier, 49080 Bouchemaine, tél : 02 41 48 29 38.*

ALSACE : DIX ANS APRES TCHERNOBALE

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1996, l'incendie du hall 956 de Sandoz à Bâle-Muttenz avait provoqué une des plus importantes catastrophes chimique que l'Europe ait connues. Les 160 pompiers mobilisés mirent cinq heures à éteindre les flammes. Trente tonnes d'un cocktail de 34 substances toxiques se répandirent dans le Rhin. Beaucoup de poissons — dont 150 000 anguilles — crevèrent le ventre à l'air. La firme Ciba-Geigy en profita pour déverser 400 litres de l'herbicide Atrasine. Seuls les responsables du service de sécurité ainsi que le chef de l'unité "incendie" de Sandoz furent condamnés en 1993, respectivement à 500 et 200 francs suisses... Pour Andreas Escher, qui dirige l'instance de contrôle pour la sécurité chimique et l'environnement à Bâle, ce 1er novembre provoqua "un grand éveil chez les industriels, la population et la classe politique". Diverses entreprises riveraines, comme Bayer ou BASF, ont adopté des mesures préventives. Sandoz a renoncé à la fabrication de 108 produits ; au 1er janvier 1997, elle abandonnera la filière mercure. "La directive Seveso" a été renforcée. Rappelons que 20 millions de personnes tirent leur eau potable du Rhin, 50 millions vivent à proximité de ses berges, 20 % des complexes chimiques des pays occidentaux se trouvent dans ses parages.
En dépit de lapurification aquatique, les scientifiques de l'université de Berne estiment que le fleuve jadis célébré par les poètes véhicule toujours des matières contaminantes en grandes quantités. Pour d'autres, d'ici l'an 2000, des saumons y batifoleront à nouveau avant de mourir au bout des hameçons. D'après Anne Schulte-Wülmer-Leidig, de la Commission internationale pour la protection du Rhin à Coblence, celui-ci "a quitté la station de soins intensifs, mais ne pourra pas sortir de l'hôpital avant longtemps".

René Hamm

PARIS : PISTES CYCLABLES AU RABAIS

Le 19 juin, la mairie de Paris a inauguré des "couloirs cyclables" dans la capitale. 20 km mis en place pour l'été, 50 km prévus pour la fin 1996. C'est un peu mieux que la précédente tentative (un coup de peinture au milieu de la voie des bus) mais cela reste notablement insuffisant. Les pistes sont interrompues par les arrêts de bus, elles sont trop étroites pour permettre un dépassement (1,50 m contre 2 m habituellement), elles sont unidirectionnelles, elles ne sont pas continues, les protections prévues dans les carrefours sont mal conçues, elles sont envahies par les automobilistes qui stationnent n'importe où, des séparateurs en caoutchouc placés tous les 3 mètres pour dissuader les automobilistes représentent surtout un risque de chute pour les cyclistes... Bref, malgré un prix moyen dix fois supérieur à celui constaté dans le reste de la France, la sécurité des cyclistes n'est pas assurée.

Les associations cyclistes notent quand même comme point positif que, cette fois-ci, les pistes sont bien visibles, empruntent les grands axes et que les automobilistes ne peuvent pas ne pas les voir. Elles demandent un rapide réaménagement des carrefours. Ainsi, au carrefour Boulevard Raspail - Boulevard Saint-Germain, des pointages montrent qu'il passe environ un millier de cyclistes par jour... mais le système de feux mis en place est inefficace : les voitures qui tournent à droite coupent le couloir cyclable, ce qui fait que certains vélos s'arrêtent au feu vert puis passent en début de feu rouge ! Elles demandent que lorsque des voitures sont stationnées du même côté que la piste, les voitures soient décalées vers le centre de la chaussée et que la piste cyclable longe le trottoir pour éviter que les voitures coupent la piste. Il faut alors une bande de 70 cm entre le stationnement voiture et la piste pour éviter les accidents dûs aux ouvertures de porte.

Enfin, les associations cyclistes sont critiques sur la politique générale des transports : les aménagements pour les voitures se multipliant, les pistes cyclables ne rentrent en concurrence qu'avec les transports en commun et la marche à pied. Elles demandent donc que ces aménagements soit synonyme de diminution pour le budget voiture de la ville.

Contact :

• *MDB, mouvement de défense de la bicyclette, 32 rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 20 26 02.*

• *Réseau Vert, 114 rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 43 22 40 64.*

(photos Erik Marchandise)







Ci-contre, de haut en bas :
1 - Boulevard Sébastopol, *piste à sens unique, trop étroite. Attention aux livreurs.*
2 - Boulevard Sébastopol : *là aussi, attention aux livreurs.*
3 - Pont Charles de Gaulle : *les trottoirs pour les vélos, mais où passent les piétons ?*
4 - *Tout n'est pas fini !*
Ci-dessous : Canal Saint-Martin, *à part la largeur, une vraie piste cyclable.*





CANAL RHIN-RHONE

COCOS ET PATRONAT

Alors que tous les mouvements des écologistes ont critiqué l'annonce du début des expropriations pour le futur canal Rhin-Rhône, le 21 novembre dernier, le MNLE, mouvement national de lutte pour l'environnement, qui regroupe des communistes et des membres de la CGT, s'est félicité de la décision. Rien de bien nouveau, si ce n'est une étonnante concordance de dates : le 23 novembre, ce même MNLE organisait un colloque à Lyon sur les transports fluviaux. Coincidence ? Certainement pas puisque le colloque s'est déroulé dans des locaux prêtés par Raymond Barre et que celui-ci est même venu soutenir le colloque. Ainsi, Raymond Barre, président de l'association pour le canal, l'homme du patronat, subventionne maintenant les associations communistes ! Entre productivistes, on peut bien s'aider.

LA CONSULTATION C'EST DU BIDON !

Les conclusions de la consultation publique organisée sur le tracé du Canal Rhin-Rhône devait être remis au gouvernement le 27 novembre... c'est le 21 novembre que le gouvernement a autorisé le début des expropriations ! Encore plus étonnant, le rapport de la consultation publique, rédigé par le préfet de Franche-Comté, épais de 172 pages, ne reflète absolument pas ce qui s'est passé pendant la consultation. Des milliers de personnes se sont déplacées (1756) ou ont écrit (plus de 7000) pour rappeler les raisons de leur opposition au projet. Le rapport signale bien que la proportion est d'une remarque positive pour quatre négatives (en ne comptant que ceux qui se sont déplacés), mais il n'en tient aucun compte. Bien sûr, certains lecteurs trouveront que dans le dossier de ce mois, nous y allons un peu fort en disant que la voie est étroite entre un Etat démocratique et un Etat totalitaire, pourtant entre les deux, il n'y a parfois que la largeur d'un canal.

Contact : *Saône et Doubs Vivants, 3 rue Beauregard, 25000 Besançon. Tél : 03 81 81 30 72.*

STRASBOURG : VELOS ET COMMERCANTS CONTENTS

Si les commerçants sont généralement angoissés à l'annonce de la création de zones interdites aux voitures, ceux de Strasbourg sont parfaitement heureux : le plan cyclable mis en place par la ville a provoqué une hausse sensible du chiffre d'affaires des petits commerces du centre ville. La cause : les Strasbourgeois découvre le bonheur de faire leurs courses en vélo. Un argument qui devrait être repris dans de nombreuses autres villes.

ALSACE : COCHONS STRESSÉS

Un projet de porcherie industrielle à Munchhouse de 16 000 porcs par an inquiète les riverains et les protecteurs de la nature : risque d'odeurs, de pollution de l'eau, risques pour la santé des cochons maintenus dans un espace minimal, avec lumière artificielle, aliments artificiels, oisiveté... et donc viande de mauvaise qualité. Alsace-Nature propose d'utiliser les jachères actuelles pour faire un élevage "éco-compatible" avec des cochons élevés en pleine nature, de manière biologique, et avec un espace suffisant pour qu'ils puissent mener une vie la plus naturelle possible. Un plaidoyer pour l'extensification des pratiques agricoles qui respecterait les paysages et les écosystèmes locaux.
Contact : *Alsace-Nature, 1 rue de Thann, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 42 12 35.*

INDRE-ET-LOIRE : ATTENTATS CONTRE L'A28

Certains n'aiment décidément pas le projet de l'A28 qui traverse le département de l'Indre-et-Loire. Le 26 février 1996, trois engins du chantier ont été détruits par un incendie. Dans la nuit du 16 au 17 juillet, ce sont neuf machines qui ont brûlé. Coût des dégâts : 28 millions de francs. De quoi relancer le débat : le sabotage fait-il partie des moyens d'action non-violents ?

MILLAU : DES ECOLOGISTES POUR L'AUTOROUTE !

Dans un document publié par le comité de proposition de l'A75 et le parti écologiste d'Yves Pietrasanta et soutenu par les Verts, différents élus proposent une alternative au viaduc qui doit enjamber Millau. Revendiquant que *"l'autoroute A75 doit être l'exemple d'un aménagement durable concerté"*, affirmant que *"personne ne conteste l'utilité de l'A75"*, on note une confusion certaine et significative dans le vocabulaire. Si personne ne conteste **l'existence** de l'A75, on peut quand même en contester **l'utilité**.
Si on ne le fait pas, il n'y aura aucune raison de s'opposer à la prochaine autoroute.

SEINE-ET-MARNE : CARRIERES CONTRE FORET DU GATINAIS

La société Sifraco envisage une extension de ses carrières de sable et de grès sur les communes de Larchant et La Chapelle-la-Reine, au sud de la forêt de Fontainebleau. Cette extension de 56 hectares empièterait sur le futur parc naturel régional du Gâtinais.
La société a déjà abandonné des sites dans la régions : des trous allant jusqu'à 60 millions de m3.
Lors des élections municipales une liste anti-carrières a recueilli 45 % des voix.
Une alternative pourrait être la mise en place, sur les sites en fin d'exploitation, d'une usine de recyclage des inertes provenant des chantiers de démolition de la région parisienne.
Contact : *CDASL, 4 ruelle Thibault, 77760 Larchant, tél : 01 64 28 16 81.*

GRENOBLE : OPPOSANTS A L'A51

Le collectif des opposants à l'autoroute A51 change d'adresse : *c/o Amis de la Terre, BP 103, Maison des associations, 6 bis rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 17 23 66. Permanence les mardis de 18 h à 19 h, répondeur information : 04 76 09 20 21.*

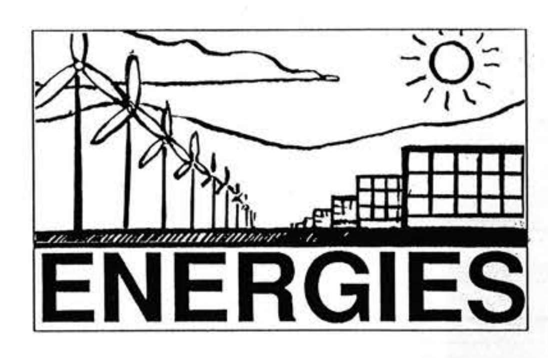
PUY-DE-DOME : OPINION CONTRE LE GISCARDOSCOPE

Les opérations continuent pour préserver les volcans d'Auvergne contre la construction d'un "Centre Européen du volcanisme" surnommé le Giscardoscope (voir Silence de septembre 96).
Un sondage a été réalisé pendant l'été. 93 % des personnes interrogées demandent que ce centre soit construit — s'il doit l'être — en dehors de la chaîne des Puys. Cela confirme les 14000 signatures de la pétition soutenant la même demande.
Le Président du Conseil Régional, Valéry Giscard d'Estaing se permettra-t-il de passer outre ?
Contact : *Comité de Liaison pour la Sauvagarde des Volcans d'Auvergne, 19 rue Chabrol, 63200 Riom, tél : 04 73 63 09 75.*

RHONE : UNIVERSITE DE LA NATURE

La FRAPNA-Rhône, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organise durant le premier semestre 97 une série de conférences à la Maison Rhodanienne de l'Environnement, de 19h30 à 21h30.
Pour assister à ces conférences, il faut adhérer (200 F l'année ou 110 F petits revenus). Certaines conférences sont suivies d'une sortie (payante).
Au programme : l'écosystème rivière (Pierre Joly, conférence le 14 janvier, sortie le 5 avril), les prairies sèches (Boris Guérin, 28 janvier et 24 mai), les araignées (Pascal Dubois, 11 février, pas de sortie), les ligneux (André Roux, 18 février, 31 mai), la thermorégulation (Luc Malaval, 11 mars, -), l'énergie (Marc Jedliczka, 18 mars, -), chaînes et réactions trophiques (Xavier Grillo, 25 mars, -), les énergies douces (Marc Jedliczka, 8 avril, -), l'entomologie (Daniel Grand, 29 avril, 15 juin), le Rhône (Gérard Hytte, 13 mai, à définir).

Renseignements et inscriptions : *FRAPNA, MRE, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 90.*



UN AVION SOLAIRE POUR REMPLACER LES SATELLITES

L'une des rares applications civile de la recherche spatiale est, pour le moment, le satellite de relais pour les communications, la télévision ou la météo. Mais un satellite coûte cher, demande énormément d'énergie pour être mis en orbite...
La NASA étudie la réalisation d'un "avion solaire".
Des ailes couvertes de photopiles alimentent un moteur et des batteries qui permettraient à cette sorte d'avion de rester continuellement en l'air à très haute altitude (à plus de 15 000 m) et de servir de relais.
Un prototype dénommé "Pionner" d'une envergure de 30 m, pesant 220 kg a déjà été testé au-dessus de la base d'Edwards en Californie durant 11 heures.
Un vol de trois mois au-dessus d'Hawaï est à l'étude.
La NASA espère que le procédé sera au point d'ici 5 ans.
Les japonais font actuellement des essais avec des ballons captifs montant à la même hauteur.

INDE : CUISSON SOLAIRE

Selon le Ministère de l'Energie non conventionnelle, il y a, en Inde, environ 450 000 cuiseurs-boîtes en service. Ces appareils sont fabriqués par une vingtaine d'entreprises privées (comme quoi, il n'y a pas que le gaspillage qui crée des emplois). Après subvention accordée par le gouvernement, chaque cuiseur est vendu entre 175 et 200 francs, donc rapidement remboursé par les économies de combustible. Chaque année, environ 50 000 familles supplémentaires se mettent à la cuisson solaire. (source : Solar Cooker Review, automne 96)

ITALIE : SORTIR DU NUCLÉAIRE

Depuis le moratoire nucléaire de 1987, deux lois datant de janvier 1991 font de l'Italie un des pays les plus favorables à la production électrique indépendante, par cogénération et énergies renouvelables.
Ces lois décrètent l'obligation d'achat du surplus d'électricité aux autoproducteurs sur la base du "coût évité", une prime à l'électricité produite par des énergies renouvelables, déchets industriels ou urbains, cogénération et des subventions directes pour l'amélioration de l'efficacité énergétique.
Entre 1991 et 1995, l'ENEL (EDF italienne) a retenu 324 projets totalisant 4 200 MW (soit l'équivalent de 4 réacteurs nucléaires) (source : Bois-Energie, juin 1996)

SUISSE : PLUS DE CONFORT, MOINS D'ENERGIE

Le Centre Le Louverain organise le vendredi 7 février en soirée et le samedi 8 février une session de formation sur ce thème.
Renseignements : *Le Louverain, CH 2206, Les Geneveys-sur-Coffrane, tél : 032 857 16 66.*

QUERCY : CONTRE UNE LIGNE A HAUTE TENSION

"Quercy Blanc" est un collectif s'opposant à un projet de ligne à haute tension qui relierait Cahors à la centrale nucléaire de Golfech.
EDF justifie ce projet en notant une augmentation de 4 % de la consommation électrique de la ville.
L'association s'est d'abord renseignée sur les consommations de Cahors et arrive à la conclusion que la hausse sur la période citée par EDF n'est en fait que de 2 %.
Ensuite, elle a réalisé une étude sur le coût de la ligne haute tension en la comparant avec le coût de la construction d'une centrale thermique située dans le Lot, une centrale à turbine fonctionnant au gaz en cogénération.
Quercy Blanc a fait faire des devis à Siemens et Thomson. La conclusion est simple : la centrale thermique est moins coûteuse que la ligne à haute tension.
Il serait également intéressant de calculer ce que coûterait un programme d'économie d'électricité de 2 % dans la région : c'est probablement encore moins cher !
Contact : *Quercy Blanc, Mairie, 46800 Montcuq, tél : 05 65 22 91 11 (Philippe Cruzel).*

DROME : RECHERCHE DE SITES EOLIENS

Le CEDER, centre d'étude pour le développement des énergies renouvelables, a mis en place depuis juin 96, à Rochebrune, dans les Baronnies, un mât de mesures sur la montagne de Linceuil. Il est envisagé d'y construire des éoliennes pour une puissance totale de 3 MW.
Autres sites à l'étude : Donzère, Saint-Clément (07) et Lugdarès (07).
Renseignements : *CEDER, 28 place des Arcades, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 10 44.*

BELGIQUE : PART DES RENOUVELABLES

Actuellement, les énergies renouvelables en Belgique ne couvrent que 1,67 % de la consommation totale du pays : faible potentiel hydraulique et forte implantation du nucléaire expliquent cela. Différents scénarios pour 2010 s'affrontent (gouvernement, recommandations européennes). Ecolo, le parti vert, vient de proposer le sien. Le scénario écolo prend comme hypothèse de départ un développement éolien du même ordre que celui du Danemark ; pour le photovoltaïque le recouvrement de 50 % des toits au sud sur 25 % des habitations (hypothèse de l'Europe) ; pour les cultures énergétiques, l'utilisation des 22 000 hectares actuellement en jachères ; pour le bois-énergie, l'utilisation des seuls résidus forestiers (estimés à 670 000 tonnes par an), pour les déchets agricoles, la valorisation de 50 % des déjections animales ; pour les économies d'énergie et le recours au solaire passif, une économie de 50 % dans le conditionnement d'air et l'éclairage. On obtient les projections suivantes (en million de kWh)

	Réel 1994	Officiel 2010	Europe 2010	Ecolo 2010
Hydraulique	340	340	600	600
Eolien	9	250	2000	3300
Photovoltaïque	0,1	0,1	5000	5000
Biomasse	784	1630	3630	8350
Economie/Solaire passif		250	300	1500
Total	1134	2470	11530	18750
Part des renouvelables	1,67 %	3,64 %	17,00 %	27,65 %

Pour en savoir plus : *Centre d'études et de formation en écologie, CEFE, tél : 081 22 58 48* (source : Imagine, automne 96)

DECHETS RADIOACTIFS A LA HAGUE

PENDANT LA FERMETURE, LA POLLUTION CONTINUE

La commission d'experts indépendants chargée d'évaluer le centre de stockage de la Manche, à La Hague, a rendu sa copie le 16 juillet 1996 : les déchets sont là pour l'éternité et le site ne sera jamais banalisé. Des associations ou syndicats locaux ont réussi, en dénonçant de nombreuses défaillances du centre de stockage de déchets radioactifs, à rendre caduque l'enquête publique qui devra être refaite. Quant à l'ANDRA, mise en cause pour ses mensonges, elle a porté plainte contre l'ACRO qui avait révélé certaines irrégularités.

Avec 526 650 m3 de déchets radioactifs, le centre de stockage de la Manche (CSM) est saturé et devait être fermé. Pendant près de 25 ans, ont été entassés là toutes sortes de déchets provenant surtout de l'industrie nucléaire civile et militaire, mais aussi des autres utilisateurs de la radioactivité. Si c'était à refaire, ce site ne serait pas choisi car il est traversé par une immense faille et ses conditions hydrogéologiques sont particulièrement défavorables. Le seul intérêt est qu'il est au bout de l'usine Cogéma d'extraction de plutonium, dite plus pudiquement de retraitement des combustibles irradiés, de La Hague. Aujourd'hui, le centre de l'Aube, destiné à prendre le relais est prévu pour deux fois plus de déchets, mais sur une surface huit fois plus grande. Si, d'après le CEA (1), *«le site de la Manche, après vingt-cinq ans de bons et loyaux services, figure désormais comme une référence technique internationale dans le stockage des déchets, une expérience incomparable dont bénéficie le site de l'Aube»* nous allons voir à quoi tient cette réputation.

Une forte pollution cachée

Une enquête publique (2) a eu lieu du 2 octobre 1995 à la fin novembre afin de passer à la phase passive, où l'on attend patiemment pendant des centaines d'années que la radioactivité veuille bien diminuer. Environ 7 kg de documents ont été présentés au citoyen pour qu'il puisse s'informer et juger du bien-fondé du plan de fermeture proposé par l'Andra (3). Il y avait toute l'information nécessaire sur la géologie, la climatologie, l'économie rurale et industrielle, la population... et presque rien, ou très peu sur l'état radiologique du site ou sur les méthodes employées pour déterminer l'impact sanitaire du CSM au cours de ses différentes phases d'exploitation, de surveillance puis de banalisation. L'Andra aurait-elle honte de l'état du site et de sa gestion passée ?

L'Acro qui, dotée d'un laboratoire d'analyse, surveille régulièrement les environs du site, a déjà dénoncé de fortes pollutions radioactives dans la Hague (4). La rivière Sainte-Hélène, qui prend sa source près du CSM et qui s'écoule directement vers la mer après avoir traversé fermes et pâturages, est probablement l'une des plus radioactives de France. Mais, même le lecteur le plus attentif du document d'enquête ignorera tout des surveillances de l'association et de la pollution mise en évidence. Il ne saura pas non plus que les nappes phréatiques sont si polluées en tritium, qu'on en retrouve dans plusieurs ruisseaux de la région et dans des puits et abreuvoirs de fermes avoisinantes. Il y a volonté délibérée des exploitants de cacher la pollution du site et des environs. Des documents internes à l'Andra (5) que l'Acro a reçus anonymement ont permis de révéler que la contamination des nappes dépasse d'un facteur trois les limites sanitaires françaises, pourtant très laxistes (voir encadré).

Des déchets douteux

Les quelques données sur l'état radiologique du site publiées dans le document d'enquête publique sont souvent contestables, voire erronées. Certaines pollutions (39 Bq/l de tritium) sont présentées comme *«un niveau de radioactivité naturelle»*. Le *«point zéro radioécologique»*, qui sert

(1) *Le Commissariat à l'Energie Atomique*, Découvertes Gallimard/ CEA, 1995
(2) Les commentaires de l'Acro sur le document d'enquête publique ont été publiés dans l'*ACROnique du nucléaire* n°31.
(3) Agence Nationale des Déchets Radio-Actifs qui gère le site.
(4) cf «L'état de l'environnement dans La Hague», *L'ACROnique du nucléaire* n° 28 ; rapport aussi disponible en anglais et en japonais. Un résumé est paru dans *Silence* n° 197.
(5) Les révélations de l'Acro concernant le CSM sont publiées dans l'*ACROnique du nucléaire* n°32.

de point de référence, date de 1991 et non d'avant 1969, année d'ouverture du centre. La description de l'évolution du CSM reste très sommaire : seul *«l'incident tritium de 1976»* est mentionné, mais il ne permet pourtant pas d'expliquer les origines de toutes les contaminations extérieures au site. Enfin, l'inventaire des *«colis»* stockés sur le site est pour le moins succinct : la capacité radiologique du CSM tient en une seule page (sur 7 kg de documents !). L'exploitant le souligne lui-même : jusqu'en 1984, il ne connaissait du contenu des colis qui arrivaient, que les informations manuscrites portées sur les bordereaux par les producteurs. Il serait donc plus honnête de publier des fourchettes d'évaluation du contenu du site. Là encore, y a-t-il quelque chose de honteux à cacher ?

L'Acro l'a révélé, toujours à partir de documents internes à l'Andra, des éléments radioactifs à vie longue, qui posent le plus de problèmes de stockage, ont été placés sur le site tout à la fin de son exploitation. Ainsi, dans les cinq derniers mois, il a été stocké, dans des fûts non-enrobés et périssables, plus de plutonium 239 que le Centre de l'Aube est autorisé à en recevoir durant toute son existence. Et comme le temps pressait, il a été mis dans de simples fûts métalliques non enrobés.





Centre de stockage de la Hague : *Avant d'être recouvert de terre, les fûts, qui doivent rester stables pendant 300 ans au minimum avait par endroit cet aspect.*

Quel avenir ?

Avec de telles données, est-il nécessaire de fermer rapidement le site ? Un simple calcul de décroissance radioactive permet de montrer qu'il faudra attendre au moins 800 ans pour que le site soit conforme aux règles fondamentales de sûreté (RFS), et non 300 ans comme annoncé. Il vaudrait sûrement mieux prendre son temps pour bien faire l'état des lieux avant de léguer un tel cadeau aux générations futures. D'autant plus que le CSM, dès le départ, n'est pas conforme aux règles fondamentales de sûreté (6). Quant au tritium, dont le confinement est réputé difficile, le chiffre avancé dans l'inventaire ne semble pas prendre en compte le tritium perdu dans le sous-sol lors de l'*«incident»* de 1976 et qui correspond à près du double de ce qui est stocké en surface.

Le document d'enquête insiste sur l'imperméabilité de la couverture du site, mais cache le problème d'une montée des eaux par le sous-sol pour lequel existent des règles strictes de sûreté. Certaines structures de stockage pourraient être atteintes, parfois de plusieurs mètres, par les hautes

(6) La RFS 1-2 du 19 juin 1984 définit les objectifs de sûreté et les bases de conception pour les centres de surface destinés au stockage à long terme de déchets radioactifs solides de période courte ou moyenne et de faible ou moyenne activité massique. Elle stipule que les déchets doivent être répartis uniformément de manière à ce qu'aucune partie significative du site ne dépasse la limite alpha moyenne de 370.000.000 becquerels par tonne. Dans la partie nord du centre, près de 235.000 m3 de déchets dépasseraient de 80 % cette limite, selon nos calculs.

La pollution des nappes phréatiques

Piézomètre : point d'accès aux nappes phréatiques au niveau desquels sont fait des prélèvements d'eau souterraine.

Le **becquerel** (Bq) correspond à une désintégration par seconde. Compter le nombre de désintégrations par seconde dans un litre d'eau dues au tritium permet de connaître la quantité de tritium dans cette eau. Le curie (Ci) est l'ancienne unité, il correspond à l'activité d'un gramme de radium et 37 milliards de Bq.

L'Andra dispose de 126 piézomètres, qui sont, pour la plupart, classés «secret nucléaire». Les contaminations mesurées à leur niveau ne sont pas communiquées au public, sauf pour une dizaine d'entre eux. Avant 1986, d'après les publications de l'Agence, la pollution en tritium des points les plus marquants variait de 140.000 Bq/l à 440.000 Bq/l. On trouve généralement moins de 1 Bq/l de tritium dans les eaux de surface ! Depuis, il n'y aurait plus de problème car les limites sanitaires françaises (270.000 Bq/l) ne seraient plus dépassées...

Pourtant, des documents internes à l'Andra reçus anonymement ont permis à l'Acro de révéler que : *«la concentration obtenue en certains endroits de la nappe sous le CSM fait apparaître des activités atteignant les 100.000 Bq/l au PZ 153 et 1.000.000 Bq/l dans le piézomètre P9 avant son rebouchage.»* (in note ANDRA/DEX/CSM/94.371NV) La pollution de la nappe phréatique est donc trois fois plus élevée que la limite sanitaire française, mais l'Andra a fermé le point d'accès pour ne plus la mesurer. Pas vu, pas pris!

eaux. L'eau devient l'ennemi principal. Même si l'Andra déclare qu'il n'y a plus aucune inquiétude à avoir quant à un risque de montée des nappes phréatiques, des documents internes tendent à montrer que l'agence ne connaît toujours pas le comportement des nappes sur lesquelles repose le CSM. Quant à la couverture, elle n'est pas aussi étanche que ce que prétendent les exploitants. Il apparaît que le tritium traverse déjà la couverture bitumineuse et se retrouve dans les eaux pluviales. Dans de telles conditions, la contaminations des nappes phréatiques et des rivières peut-elle diminuer ?

Rien n'est dit sur le sort des déchets dépourvus d'enrobage, qui nécessitent pourtant un traitement particulier d'après la RFS. Pourtant, au vu des photos de fûts métalliques entreposés pendant quelques années, il y a vraiment de quoi être inquiet car leur durée de vie est très courte. Nous pourrions continuer ainsi sur plusieurs pages à énumérer les irrégularités, mais nous nous arrêterons là, cela suffit à notre démonstration. Notons, cependant, que pour ce qui est de la toxicité chimique, il est indiqué à plusieurs reprises *«qu'aucune évaluation, même approximative, des quantités stockées n'a pu être réalisée pour l'instant»*. Il s'agit pourtant d'une des exigences de la RFS.

Les résultats de l'enquête publique

Est-il étonnant que nous nous soyons opposés à la fermeture du site dans l'état ? La commission d'enquête a pourtant rendu un avis favorable, demandant même que les travaux de couverture soient accélérés, *«sans attendre l'avis de la DSIN»* (7). Il serait pourtant beaucoup plus urgent de s'occuper de la dépollution du site, car cette situation dégradée qui perdure depuis près de vingt ans, tout particulièrement la contamination des nappes phréatiques, est inadmissible.

La lecture du rapport de la commission d'enquête laisse l'étrange sentiment que le stylo du rédacteur a été tenu par l'exploitant (8). La commission, ayant *«constaté des divergences entre les mesures de l'Acro et celles de l'Andra, décide d'engager un programme de prélèvements de contrôle»* mais c'est l'Andra qui propose le *«programme de prélèvements dans l'environnement»*. Quels piézomètres ont été retenus pour vérifier la contamination des nappes phréatiques ? au hasard, les deux piézomètres les plus éloignés du site ! Ainsi, *«les résultats de la commission sont globalement cohérents avec ceux de l'Andra»*, CQFD. Les prétendus experts, ont aussi du mal avec la réglementation. Ils iront jusqu'à réécrire les Règles Fondamentales de Sûreté en inventant un troisième système de confinement des déchets : les nappes phréatiques. Ainsi, les nappes font donc partie du CSM et ne sont donc plus *«polluées»*. Et d'ajouter qu'elles constituent un bon système de rétention du tritium. Mais d'où peut venir le tritium mesuré dans les ruisseaux ? Quant à l'aspect légal des rejets, la commission a un décret de retard : le décret n° 74-1181 (9), peut-être trop contraignant, est simplement oublié. Le président de la commission d'enquête, Monsieur Pronost, n'en était pas à son premier coup, c'est lui qui avait permis le redémarrage de Superphénix.

L'Andra porte plainte contre l'Acro

Durant l'enquête publique, la confiance de l'Andra s'est d'abord trouvée ébranlée quand le tribunal de Caen a arrêté les travaux de couverture du centre de stockage, à la suite d'une plainte déposée par le CRILAN (10). Mais c'est à la suite des révélations de l'Acro, basées sur des documents internes à l'Andra, et des protestations d'associations et syndicats, que le gouvernement a décidé de constituer une commission d'experts indépendants, présidée par Monsieur Turpin, afin de faire un bilan du CSM (11). Il a aussi suspendu complètement les travaux de couverture du site. Cette décision est intervenue avant que la commission d'enquête ait rendu son rapport, ce qui désavouait complètement son travail.

L'Andra est restée muette tout au long de cette affaire. Il faut dire qu'elle est dans une situation délicate, car si elle n'arrive pas à faire preuve de sa compétence dans la gestion des déchets faiblement et moyennement radioactifs, comment fera-t-elle accepter aux populations les centres de stockage en profondeur pour les déchets fortement radioactifs (12) ? La stratégie mise en place est basée sur le mensonge, ce qui est d'autant plus grave que l'Andra a la lourde tâche de gérer les déchets radioactifs sur des centaines, voire des milliers d'années. Et pour faire taire les critiques, l'Agence a porté plainte contre l'Acro, son président et son conseiller scientifique.

Une décharge pour l'éternité

La commission Turpin a rendu son verdict début juillet 1996 : à cause d'une présence massive de radioéléments à vie longue tels que le plutonium, et de 27.000 tonnes de plomb, métal lourd très toxique qui ne disparaît pas avec le temps, le CSM ne sera jamais banalisable. Le constat sur le site est sévère et la faute en est imputée au CEA (13), mais l'Andra, la DSIN et les pouvoirs publics ont leur part de responsabilité pour avoir laissé faire.

Les enquêteurs ont eu accès à tous les documents nécessaires pour pouvoir analyser le contenu radiologique du site. Les craintes de l'Acro sur la présence de points chauds qui n'auront presque pas diminué en 300 ans est confirmée. Ils dénoncent aussi

Le plutonium stocké sur le CSM

L'Andra gère deux centres de stockage, pour lesquels elle a deux comportements différents : le CSM, ancien, sert de dépotoir où tout est permis ; le CSA, vitrine de l'Agence, est huit fois plus grand, mais est prévu pour deux fois plus de déchets seulement. Ce qui est dangereux et interdit d'un côté, ne l'est pas de l'autre !

Le rapport Turpin a confirmé que dans les dernières années, il a été stocké par an plus de plutonium 239 sur le CSM que ce que le CSA est autorisé à recevoir durant toute sa vie. Mais cela ne représente qu'une petite partie de ce qui est stocké sur le site, il y a en tout, plus de 212 fois ce que le CSA est autorisé à recevoir.

En 1978 et en 1984, juste avant un durcissement de la législation en matière de stockage, il y a eu des arrivages massifs de plutonium sur le CSM : en une seule année, il a été déposé 19 fois plus de plutonium 239 que ce que le CSA est autorisé à recevoir durant toute sa vie. Il s'agissait de se débarrasser de déchets encombrants tant qu'il était encore possible, sans se soucier de l'état du CSM déjà non réglementaire. C'est *«regrettable»* de la part du CEA qui était à l'origine des études conduisant à la nouvelle réglementation. On note le même phénomène pour le plutonium 238 dont pas seul gramme n'est permis au CSA.

Ce plutonium, dont l'origine est essentiellement militaire, est en partie concentré dans les tranchées TB01 à TB04, qui contiennent moins de 1% du volume des déchets, mais concentrent près de 10% du plutonium présent.

(7) Direction de la Sûreté des Installations Nucléaires, qui est l'autorité de sûreté en la matière.
(8) Les commentaires de l'Acro sur le rapport de la commission d'enquête sont publiés dans l'*ACROnique du nucléaire* n°33.
(9) Décret relatif aux rejets d'effluents radioactifs liquides provenant des installations nucléaires.
(10) Comité de Réflexion, d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire.
(11) *Ouest-France* du 22 décembre 1995.
(12) Voir l'*ACROnique du nucléaire* n°35 sur le problème des déchets nucléaires.
(13) « *Juridiquement le centre de stockage de la Manche a été, pendant toute sa durée de vie active, sous la responsabilité du CEA.* » in rapport Turpin, p. 4.

l'arrivage massif de plutonium avant chaque durcissement de la législation (voir encadré).

L'avenir du site a été jugé en termes essentiellement économiques. Un démantèlement complet ou une reprise partielle de certains colis coûtera trop cher selon les experts, qui se sont basés sur des coûts donnés par l'Andra. Dans l'immédiat, cela ferait aussi courir trop de risques aux travailleurs. Ils proposent donc une nouvelle couverture beaucoup plus large faite de matériaux naturels tels que des schistes et des argiles qui devra isoler les déchets de l'environnement. Ils espèrent que cette solution évitera une remontée des nappes phréatiques et retiendra les eaux de pluie. Ces hypothèses doivent être vérifiées par les faits...

Les fuites radioactives du site, considérées comme *« anecdotiques »* par les experts qui se sont basés sur les chiffres de l'Andra et non ceux de l'Acro beaucoup plus élevés, vont donc continuer. Mais ils recommandent au gouvernement de les légaliser en donnant des permissions de rejet dans la Sainte Hélène. Le gouvernement a repris à son compte les conclusions de ce rapport, et l'enquête publique devra être refaite.



La nécessité d'expertises indépendantes

«La nécessité d'un débat public sur la gestion et l'avenir des centres de stockage n'est pas apparue. C'est sans doute une conséquence d'une histoire de l'industrie nucléaire voulue et décidée par l'État, au début avec une forte composante défense nationale, puis ensuite de stratégie d'indépendance énergétique. Les aspects sociologiques et sociopolitiques ont été largement ignorés [...]. Il appartient aux pouvoirs publics d'initier et d'alimenter ce débat» note la commission Turpin. C'est ce qu'essayent de faire plusieurs associations ou syndicats, mais cela n'a jamais été accepté par les pouvoirs publics ou l'industrie nucléaire, qui est même allée jusqu'à porter plainte contre l'Acro.

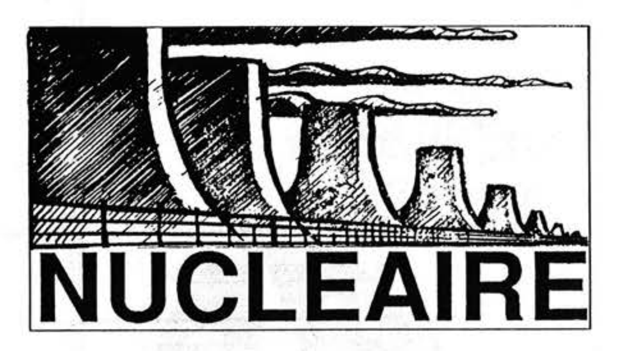
Qu'aurait dû faire l'Acro avec les documents internes à l'Andra ? Les renvoyer ou alerter le public consulté sur l'avenir du CSM ? Nous avons préféré informer les autorités, les élus et la population de l'état réel du site. Cette plainte montre que les révélations de l'association ont eu un impact énorme sur la bonne conscience de l'Andra. Nous sommes donc bien décidés à nous battre jusqu'au bout pour que les autorités prennent leurs responsabilités, maintenant que l'état du CSM est mieux connu. Lors de l'enquête publique, très peu de gens se sont déplacés pour consulter le dossier déposé par l'Andra, jugé trop technique. Les critiques ont été essentiellement le fait d'associations ou syndicats présents sur le terrain et ayant déjà une bonne connaissance du site.

L'Acro a aussi la ferme intention de continuer la surveillance du site, avec le soutien financier des adhérents et de publier toutes les informations dans son bulletin trimestriel, l'*ACROnique du nucléaire*. Cependant, le laboratoire a besoin de renouveler son matériel de détection qui se fait vieux, une souscription est donc lancée. 1.000.000 F doivent être réunis. Vos dons, à envoyer à l'ordre de l'ACRO-souscription, peuvent être déduits des impôts.

David BOILLEY

Pour soutenir l'Acro, vous pouvez :
- adhérer, 150 F/an ;
- vous abonner à l'*ACROnique du nucléaire*, 4 n°/an, 100 F et plus ;
- participer à la souscription pour l'achat d'appareils de détection.

Les anciens numéros de l'*ACROnique du nucléaire* sont disponibles au prix de 25 F l'unité, port inclus.



ESTONIA : HUIT DISPARUS

Suite aux fuites révélant que le naufrage de l'Estonia était dû à un trafic de matières radioactives (voir Silence d'octobre), des journalistes allemands ont essayé d'interviewer les huit membres survivants de l'équipage. Le capitaine Avo Piht, le médecin du bord Viktor Bodganov, le chef mécanicien Lembit Leiger, le mécanicien Agur Targama, le pilote Kaimar Kikas, la responsable du Tax Free-Shop Tiina Müür ainsi que deux danseuses Hannely et Hanka-Hannika Veide ont bien été recueillis par la Croix-Rouge puis dirigés vers un hôpital d'Helsinki. Leur armateur leur a rendu visite, le capitaine est passé le lendemain à la télévision suédoise... puis on perd leur trace. Le journal allemand Blick a essayé de les retrouver mais sans succès. Cette disparition des témoins du drame ne fait que renforcer la rumeur comme quoi le bateau a été coulé par des trafiquants russes de plutonium. (source : Blick, 15 octobre 1996)

BELGIQUE : EXPLOSION A TIHANGE

Le 31 octobre à 11h20 du matin, une pompe de circulation de la centrale de Tihange 1 a explosé, libérant de l'eau bouillante et une importante vapeur. Des portes coupe-feu ont été arrachées, un mur s'est effondré. L'accident a fait un mort et trois blessés. (source : Tam-Tam, décembre 96)

PAS D'ETANCHEITE POUR LES DECHETS

C'est une nouvelle fois par un courrier anonyme que Didier Anger, élu vert, a reçu des documents confidentiels de la COGEMA, datant de juin 95, portant sur l'étude du vieillissement des fûts actuellement utilisés pour stocker les déchets radioactifs. Cette étude a été réalisée après le constat de fuites radioactives pendant la traversée du premier convoi de déchets vers le Japon au printemps 95. Elle montre qu'après quelques contacts avec l'eau, les pastilles d'essai, provenant de différents matériaux utilisés dans les fûts, ont une perte massique et qu'elles laissent passer le césium. L'étude conclut que les fûts "inox" utilisés pour la vitrification des déchets ne sont pas étanches. Cela relance donc la question du stockage des déchets nucléaires et signifie clairement qu'il faut reprendre et reconditionner, de manière plus efficace, tous les déchets stockés dans ces fûts aussi bien à la Hague (France), qu'à Gorleben (Allemagne), qu'à Rokkasho Mura (Japon), qu'en Belgique... mais aussi qu'il faut les interdire dans l'optique des futurs stockages souterrains envisagés.

DROGUES DANS LES CENTRALES FRANÇAISES

Ça ne fait pas les gros titres de la presse... mais les rapports internes à EDF s'inquiètent d'avoir trouvé 3 seringues à l'intérieur d'un réacteur nucléaire. Après vérification, ces seringues ont bien contenu de la drogue. A la Hague, on est toujours inquiet de l'alcoolisme ambiant... Si ça pète, ce ne sera pas la faute à la technologie, mais bien aux hommes qui n'arrivent plus à supporter la peur de l'accident. Autre découverte : des travailleurs au noir à la centrale de Golfech. Comme on le voit, le contrôle à l'entrée de la centrale est très rigoureux. Concernant les suicides de plus en plus nombreux, ils touchent essentiellement les intérimaires.

MEDECINE DU TRAVAIL QUE VEUT CACHER EDF ?

Le démantèlement du service d'épidémiologie d'EDF (voir Silence n°210) fait des vagues dans les milieux syndicaux et médicaux, mais les rumeurs sur l'origine de ce grand nettoyage divergent : on parle de l'irradiation du personnel sous-traitant, de problèmes liés à l'amiante et enfin de découvertes gênantes sur les champs électro-magnétiques... Si les médecins congédiés voulaient bien parler. Un comité de soutien à Ellen Imbernon s'est mis en place. On peut écrire à : *M.F. Dierrennic, 11 avenue de Savoie, 78140 Vélizy.*

ENVELOPPES ANTINUCLEAIRES

Le MDPL, mouvement pour le désarmement la paix et la liberté, a édité deux nouvelles enveloppes : l'une contre l'enfouissement des déchets avec la coordination anti-déchets, l'autre contre le plutonium, avec Forum-Plutonium. Ces enveloppes militantes — ainsi que bien d'autres modèles — peuvent être commandées (port compris : 70 F les 95, 280 F les 500, 500 F les mille) à : *MDPL, 142 rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.*

GREENPEACE BLOQUE UN AVION

A Ostende, en Belgique, le 12 septembre dernier, une quinzaine de militants de Greenpeace sont entrés sur l'aéroport pour bloquer un avion britannique transportant 60 kg de plutonium à destination de l'usine de retraitement de Dounray, en Ecosse. Greenpeace a dénoncé l'utilisation de conteneur ne résistant qu'à une chute de 10 mètres - ce qui est la norme pour le transport par route -. Les militants ont été interpellés et l'avion a pu s'envoler avec une heure de retard. (source : Tam-Tam, septembre 96)

CHOOZ : PLUS CHER QUE LES EOLIENNES

Depuis que les premiers réacteurs ont été construits, dans les années 60, EDF a toujours misé sur une baisse du coût des réacteurs — par effet de série et de taille — pour rentabiliser le coût du kWh nucléaire.
Aujourd'hui, non seulement, c'est l'échec complet, mais les prix ont tellement grimpé que l'**énergie éolienne coûte déjà moins cher**. C'est ce que révèle un rapport d'Electrabel, l'équivalent belge d'EDF, associé à la construction de la centrale de Chooz (dans les Ardennes françaises, juste à la frontière avec la Belgique). Les deux nouveaux réacteurs B1 et B2, avec 1516 MW chacun, devaient être les plus gros réacteurs du monde. Ils devaient être couplés au réseau en janvier 1991 (le chantier ayant commencé en 1984). Mais

UTILITÉS DES PASTILLES D'IODE

Si les habitants de la région de Tchernobyl avaient pris des pastilles d'iode la veille de l'accident, cela aurait considérablement limité les cancers de la thyroïde... Malheureusement, contrairement aux exercices d'évacuation mis en place par les autorités françaises, personne n'avait programmé l'accident de Tchernobyl des mois à l'avance !
Est-ce à dire que les pastilles d'iode ne servent à rien ? En cas d'accident nucléaire, 75 % du nuage radioactif est fait d'iode radioactif. Il faut pouvoir manger les pastilles **avant** l'arrivée du nuage. Compte tenu du temps d'alerte, ces pastilles peuvent être efficaces pour ceux qui sont assez éloignés du site (on aurait pu en donner en Europe de l'Ouest avant l'arrivée du nuage de Tchernobyl) . Par contre, pour ceux à qui elles sont distribuées actuellement (dans un rayon de 5 km), elles ne serviront que si c'est **un autre réacteur** que le réacteur voisin qui a un accident !

l'augmentation de puissance a nécessité une informatisation poussée qui a posé d'énormes problèmes. Ceci s'est encore compliqué quand on a détecté un défaut dans la chute trop lente des barres de contrôle. Un premier essai de montée en puissance de Chooz B1 en septembre 96 s'est soldé par un échec et le couplage au réseau est reporté en février 1997. Superphénix a déjà montré que le gigantisme conduit à une perte de fiabilité, Chooz B1 est en train de le confirmer.

LE CARNET : REACTEUR EUROPEEN ONEREUX

Siemens (Allemagne) et Framatome (France) se sont associés pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires plus sûrs : doublage de l'enceinte de confinement, mise en place de cendriers pour récupérer les matières fissiles en cas d'accident... Tout cela pour convaincre les gouvernement européens de relancer la construction de réacteurs nucléaires. Mais voilà, la sécurité a un coût : l'énergie produite dans ce genre de réacteur devrait coûter 40 % de plus que celle d'un réacteur PWR actuel... soit nettement plus cher qu'avec des éoliennes ! Les deux firmes demandent à en construire au moins une à titre expérimental. Mais, l'Allemagne ne veut pas de nouveau réacteur chez elle (par peur de l'opinion publique) et il se dit que Kohl serait directement intervenu pour demander que le site ne soit pas Fessenheim (Alsace), trop près de l'Allemagne. Ce pourrait donc être Le Carnet (près de Nantes). Mais en Bretagne, on a du vent et une forte opinion antinucléaire. La sagesse va-t-elle enfin l'emporter ? 4000 personnes se sont retrouvées le 20 octobre dernier pour marcher autour du site, un vrai succès pour les antinucléaires locaux.

GOLFECH : OUVERTURE DU DIALOGUE ?

Lors de l'occupation récente d'une tour de refroidissement de la centrale de Golfech, les militants antinucléaires ne demandaient que l'ouverture du dialogue avec EDF. Débat refusé pendant toute la durée de l'occupation.
Ce fameux dialogue va-t-il enfin s'ouvrir ? Les occupants ont appris le 20 novembre leur mise en examen pour "violation de domicile". Pierre Kung, agriculteur et inculpé, va donc pouvoir comparer activement ce qui différencie sa présence pendant 3 jours sur le site nucléaire avec la présence permanente d'EDF sur ses terres par l'entremise d'un pylône qu'il avait publiquement découpé à la tronçonneuse il y a quelques années... ce qui lui avait déjà valu des ennuis avec la justice. Contact : *Vivre sans le Danger nucléaire à Golfech, 108 Bd de la Liberté, 47000 Agen.*



SANTE

PETITES PHRASES

"Qui poserait aujourd'hui son stétoscope sur le corps médical n'entendrait que pleurs et grincements de tiroirs-caisses"
Pierre Dhombre, éditorial de l'Impatient, novembre 1996.

SUISSE : INITIATIVE POUR LA PROTECTION GÉNÉTIQUE

Alors que les firmes s'exercent à nous préparer les aliments génétiquement modifiés de demain, un collectif suisse regroupant des associations de protection de la nature (Greenpeace, WWF, SPE...), tiers-mondiste (Terre des Hommes, Déclaration de Berne, Swissaid...), de protection animale, politique (Les Verts)... se sont regroupés au sein du "Groupe Suisse de travail sur le génie génétique" (SAG) qui a collecté 115 000 signatures pour que se tienne une consultation publique sur l'interdiction des animaux et d'organismes génétiquement modifiés, et l'interdiction de brevets sur ces techniques. De nombreux documents ont été publiés. Ils peuvent être demandés à : *SAG, case postale 454, 1211 Genève 4, tél : 022 329 74 03.*

MORATOIRE SUR LES VACCINS !

Plus de 120 médecins ont déjà rejoint le collectif pour un moratoire sur le vaccin de l'hépatite B.
Les avertissements publiés dans le hors-série de l'Impatient, en juin 1996, prennent aujourd'hui un tour dramatique : la campagne lancée par notre confrère s'est traduite par une remontée chez eux de multiples témoignages d'accidents thérapeutiques. Il semble bien qu'on ait voulu commercialiser ce vaccin trop vite (pour compenser les pertes des Mérieux and co à la suite de l'affaire du sang contaminé ?). Demandez des feuilles de pétition, faites les circuler dans les associations de parents d'élèves et parlez-en à votre médecin.
Contact : *L'Impatient, 9 rue Saulnier, 75009 Paris* (dossier complet contre 45 F).

BELJANSKI MIS EN EXAMEN

Le 9 octobre dernier, plus de 200 gendarmes ont envahi la propriété du Pr Beljanski, dans le village de Saint-Prim (Isère). 25 personnes ont été interpellées et ont été mises en garde à vue pendant plusieurs heures. Le Professeur Beljanski mène à titre privé des recherches sur des médicaments anti-cancéreux et anti-SIDA. Cette intervention fait suite aux poursuites engagées contre ce laboratoire pour exercice illégal de la pharmacie. Déjà reconnu coupable par le Tribunal de Saint-Etienne en 1994, le Pr Beljanski avait alors été dispensé de peine. Alors qu'au départ ses préparations pharmaceutiques pouvaient être préparées en pharmacie, l'interdiction de ces préparations a conduit à l'apparition d'un réseau parallèle car les malades semblent satisfaits de ces médicaments. Plutôt que d'envoyer la troupe, il serait peut-être plus utile de réaliser une étude indépendante sur les résultats réels de ces produits.
Le 1er décembre, de nombreux parients du Pr Beljanski ont manifesté à Paris dans le cadre de la journée mondiale du SIDA.

AMIANTE

PLAINTES

D'anciens ouvriers d'Eternit, l'un des plus gros utilisateurs d'amiante, ont porté plainte en avril devant le tribunal de Valenciennes. Une information judiciaire a été ouverte fin octobre par le procureur Eric de Montgolfier après que celui-ci ait reçu de manière anonyme une lettre de l'inspection du travail à la société Eternit qui constatait un certain nombre d'infractions au code du travail. Trois autres sociétés sous-traitantes sont également concernées par cette enquête : Norsider, Warin et Coensmans.

PARIS : DÉSAMIANTAGE A JUSSIEU

Les travaux de désamiantage de la faculté de Jussieu vont enfin commencer, après vingt ans de lutte de la part du personnel. Programmés pour le printemps 97, il se fera étage par étage et bâtiment par bâtiment, pour éviter d'avoir à évacuer totalement l'université. Cela prendra 3 ans et devrait coûter 1,2 milliards de francs.

ONG ET COMMUNICATION

LES DANGERS DU MARKETING

"Les groupements de citoyens, les groupements communautaires et les organisations d'environnement, de développement et de consommateurs à travers le monde, ***par opposition aux organisations associées à des institutions à but lucratif,*** *sont unis dans leur désir ardent de renforcer le rôle joué par la société civile dans l'action de gouvernement et de réintégrer notre habitat d'une manière socialement juste, équitable et soutenable pour l'environnement"* (1). Cette déclaration, extraite du programme Ya Wanachi, œuvre collective d'ONG des cinq continents, réaffirme avec force le caractère non lucratif de ce que l'on nomme faute de mieux des "organisations non gouvernementales". C'est-à-dire des associations d'intérêt général œuvrant dans plusieurs pays (trois au moins) et reconnues par des organismes internationaux (UNESCO, Union européenne, ONU, Etc.) Pourtant, d'une manière tout à fait illogique, les ONG utilisent, pour diffuser ce projet "à but non lucratif", les techniques de marketing mises au point pour les entreprises "à but lucratif". Cette utilisation pose problème. D'une part, elle ne permet pas d'atteindre les objectifs escomptés (deuxième partie), d'autre part elle fait courir aux ONG un certain nombre de problèmes importants (troisième partie). Heureusement, le pire n'est jamais certain. En analysant les causes de ce recours inutile et dangereux aux agences de communication (quatrième partie), on peut mettre à jour certaines pistes alternatives que les ONG peuvent explorer avec profit (cinquième partie). Mais, avant d'en arriver aux suggestions commençons par un constat: les ONG utilisent abondamment certaines techniques issues du marketing et promues par les "agences-conseil en communication".

En copiant les entreprises marchandes, les organisations non gouvernementales se trompent d'objectif. Rien ne vaut une communication qui rend le sympathisant actif.

(1) *Programme Ya Wananchi*. Nairobi : CLEI, 1992, p. 16. C'est nous qui soulignons.
(2) Cet organe s'intitule "EC Unit". Il est implanté à Bruxelles, emploie sept salariés à plein temps et est dirigé par un ancien député européen (F. Schwalbaihot).
(3) Souvent les mailings commerciaux offrent une promesse alléchante: *"gagnez ce superbe radio réveil"* (Télérama), tandis que les ONG utilisent souvent la dramatisation: *"plus qu'une dizaine d'ours en France, aidez-nous à les sauver"* (WWF).

Les techniques marketing utilisées par les ONG

Aujourd'hui, les ONG utilisent une palette très large de techniques de communication persuasive issues du marketing et de la publicité. Les plus courantes sont :

- **La création d'événements médiatiques.** Les ONG multiplient les opérations "coup de poing", comme le *Téléthon*, le *"Global Forum"* de Rio, ou *"les Journées mondiales de..."* qui focalisent intensément, mais très brièvement l'attention des médias.

- **Le lobbying.** Reconnues officiellement par les institutions internationales, les ONG fréquentent souvent les allées du Pouvoir. Elles sont de plus en plus associées aux programmes internationaux et peuvent donc intervenir directement à la source même des projets. Dans l'Union européenne, *Greenpeace* qui dispose d'une unité spécialisée dans ce domaine (2) est certainement l'ONG la plus active et la plus efficace en matière de lobbying.

- **Le Mailing.** A l'opposé de la création d'événements dont l'impact est très fugace, le mailing est utilisé pour fidéliser le donateur. Il est exactement calqué sur le même modèle que les mailings envoyés par les entreprises de presse ou de vente par correspondance: enveloppe qui "amorce" le client (3) ; textes où les phrases clefs sont soulignées ou imprimées en couleur ; valorisation de l'interlocuteur: *"Oui, Monsieur Dupont vous pouvez..."* ; demande d'une réponse rapide pour éviter que le mailing ne sombre dans l'oubli ; coupon réponse pré-imprimé et enveloppe à l'adresse de l'association pour *"faciliter la tâche du donateur"*.

- **Les Messages publicitaires.** *Médecins sans frontières, Amnesty International, le Comité contre la faim* et bien d'autres encore ont fait appel à des agences de publicité pour la réalisation de campagnes nationales.

- **Les produits partages.** Pour pallier les dons insuffisants, les ONG acceptent que leurs noms figurent sur des produits de grande consommation. Le principe est simple : la marque augmente le prix habituel de son produit et reverse la différence à l'ONG (exemple: Vittel reversant sur chaque bouteille dix centimes aux *"Enfants de la Terre"*).

- **La promotion.** En complément des dons, certaines ONG comme le *Secours populaire français*, organisent des jeux concours avec téléviseurs

Avertissement

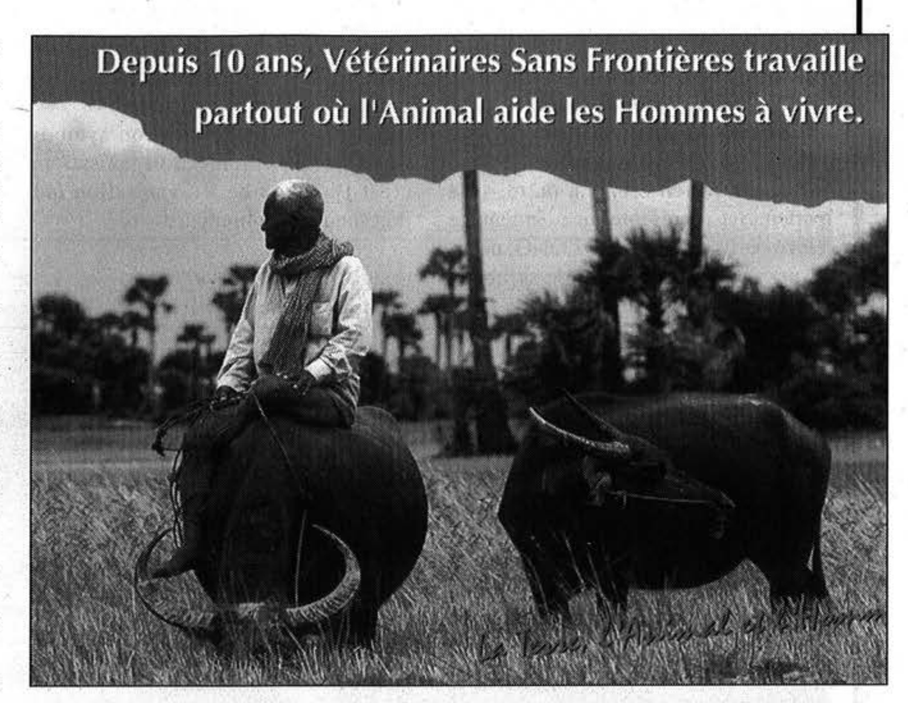
Ce texte résulte d'un profond remaniement d'un article que j'ai publié dans le N°102 (1994) de Communication et Langages (Les ONG sont-elles victimes des agences de communication?)

et "voyage pour deux personnes en Sardaigne" ("Jeu de la Solidarité", nov. 1991).

- Le sponsoring. Les ONG acceptent de faire figurer sur leurs documents à destination du grand public, le nom de leurs "partenaires" financiers (entreprises, organismes internationaux, collectivités locales).

- L'utilisation de stars "ombrelles". Comme les publicitaires, les ONG font appel à cette technique pour deux raisons: attirer l'attention des médias ; bénéficier du capital de sympathie dont jouit la star. Les exemples sont nombreux, mais le plus éclairant est celui de Catherine Deneuve. Après avoir enregistré des messages publicitaires pour un savon (Lux), pour une banque (Suez), l'actrice a soutenu la campagne "Afrique verte" lancée par *Frères des hommes.*

-Vente par correspondance d'objets plus ou moins promotionnels. Elle répond à un double but : imprégnation culturelle (intégrer le nom dans la vie quotidienne de tous les citoyens à travers des objets usuels) et autonomie financière (se procurer des ressources propres). C'est pourquoi, les ONG ont considérablement développé leurs catalogues. A côté des objets classiquement vendus par les associations (autocollant, affiches, badges, pin's, tee-shirt, livres, stylos), certaines ONG et notamment les ONG "environnementalistes" ont ajouté: des cassettes vidéos, des disques, des montres, des bijoux, des jouets, des ustensiles de cuisine, des tapis, des serviettes de bains, etc.



Comble d'erreur dans la communication : certaines associations dépensent plus pour leur communication que l'argent qu'ils récupèrent auprès du public. C'est le cas de Vétérinaires sans Frontières dont les ressources réelles proviennent en fait uniquement des subventions (voir notre dossier du mois précédent).

Inefficacité de ces techniques

Les techniques du marketing profitent-elles aux ONG ? Assurément, non! Une analyse un peu fouillée des neuf techniques les plus employées démontre clairement leur inefficacité :

- La création d'événements médiatiques. On peut généraliser à l'ensemble des événements créés par les ONG cette remarque faite par A. Vaccaro à propos du "Téléthon": *"Le show charité fonctionne sur des opérations "coup de poing" qui nécessitent, de par la spécificité des médias utilisés, d'aller toujours plus loin, de frapper toujours plus fort. Le risque étant qu'à force de coups de poing on parviennent au knock-out du téléspectateur-donateur"* (4). Ainsi loin d'intéresser et de mobiliser, on risque de banaliser et de démobiliser.

- Le lobbying. Sans conteste cette technique est efficace. Par contre, elle pose un problème éthique et politique de taille : la transparence des décisions politiques. De plus, elle va à l'encontre du principe démocratique défendu par les ONG. La fin (un monde meilleur) justifie-t-elle les moyens (mise à l'écart des citoyens).

- Le mailing. De moins en moins efficace (5). En temps de crise, les donateurs sont rares. D'où une surenchère à la fois dans le nombre et dans le contenu des mailings, puisqu'il faut convaincre un donateur que l'on sait très sollicité et guère riche. Cette surenchère symbolique conduit, à terme, à banaliser les messages, donc à démotiver le donateur. Ainsi, non seulement on perd souvent de l'argent en voulant en récolter, mais en plus on désensibilise les citoyens qui étaient les plus réceptifs aux thèses de l'ONG.

- Les Messages publicitaires. Ils renforcent certes la notoriété. Mais à quel prix ? La création publicitaire et surtout l'achat d'espace dans les cinq grands médias (télévision, presse, radio, affichage, cinéma) représente un coût énorme. Or, les donateurs n'apprécient guère que leur argent s'envole en frais de communication (voir l'*ARC*). Comme pour Benetton, la notoriété (connaissance de l'association) risque de se traduire par une dépréciation de l'image de marque (crédit que l'on accorde à l'association). Même lorsque ces campagnes sont gratuites, elles ont encore un prix: la légitimité que l'on accorde, de fait, aux publicitaires.

- Le produit partage. C'est la technique la plus inefficace de toutes. Pour quelques milliers de francs (6), l'ONG offre des brevets de respectabilité à des marques rarement au-dessus de tous soupçons éthiques (voir la collaboration entre les chaussures Nike et *Médecins sans frontières*), elle rend son message totalement inintelligible (Faut-il boire de l'eau en bouteille ou manger des yaourts, pour combattre la fin dans le monde ?) et contribue à renforcer le productivisme, contre lequel, bien souvent elle s'est constituée.

- La promotion. Parfois, lorsque elle fait appel au militantitisme et non à l'appât du gain, elle peut apporter des subsides tout en accroissant la notoriété. Le plus souvent, elle ne fait que flatter le matérialisme qui sommeille en chaque occidental, et affaiblit l'image de l'ONG (on joue au "jeu de la solidarité", comme on jouerait au loto sportif, ou au "grand concours Nestlé"). De plus, la multiplication des jeux concours entraîne une surenchère dans les récompenses ce qui, soit peut s'avérer non rentable (rentrée d'argent inférieure aux sommes investies), soit obliger l'ONG a recourir à des "sponsors".

- Le sponsoring. La crise sévit et les sponsors sont rares. Bien souvent, seules les entreprises qui ont quelque chose à se faire pardonner (industries chimiques, nucléaires, de l'armement, etc.) acceptent d'apporter une aide financière. Du coup le sponsoring leur profite (elles redorent à peu de frais une image de marque négative) et ternit l'image de marque des ONG (qui semblent cautionner les

(4) A. Vaccaro. "Charité et Médias". *Médiaspouvoirs*, n° 12, 1988, p 20.
(5) En 1982, le taux moyen de réponse d'un mailing associatif était de 10 %, aujourd'hui, il n'est plus que de 1 % !
(6) Par exemple, Evian a reversé 71 000 F aux *RestoS du cœur*, 475 000 à l'*UNICEF*, 420 000 à *Médecins sans frontières* et 400 000 à la *Croix Rouge*.

agissements de leurs encombrants "partenaires" C'est ainsi, par exemple, que le *FEEE*, Fonds européenen pour l'éducation à l'environnement est soutenu par Rhône Poulenc, entreprise polluante s'il en est ! En outre, si le partenariat représente un pourcentage élevé du financement de l'ONG, celle-ci perd une grande partie de sa liberté d'expression. On ne critique pas quelqu'un sans qui vous mettez la clef sous la porte !

- L'utilisation de star "ombrelle". Cette technique n'est sans doute pas efficace, même pour vendre des produits de consommation courante. Une récente étude (7) le montre clairement : soit l'on n'aime pas la star et on rejette le message, soit on l'aime et on oublie le message, soit on lui est indifférent et le message passe inaperçu. Si une star ne fait pas vendre des pâtes ou du savon, pourquoi ferait-elle "vendre" des dons ou des pin's ?

- La vente par correspondance. Le message des ONG devient totalement aberrant : pour lutter contre les ravages de la "société de consommation", il faut consommer. Une montre permet de sauvegarder les ours ; une peluche permet de sauver la vie d'un Somalien, etc..

Comme nous venons de le voir, l'utilisation des techniques marketing conseillées par les "conseils en communication sociale" et autres "Dircoms", ne répond pas aux attentes que beaucoup d'ONG ont placé en elles. Pire, ce recours a des conséquences plus néfastes les unes que les autres :

Accroissement de l'inefficacité de la communication externe

L'image de marque n'est pas le reflet d'une organisation. C'est une construction symbolique élaborée, certes, en fonction des caractéristiques de l'organisation, mais, surtout, en fonction des constructions symboliques des organisations concurrentes et des valeurs susceptibles de rencontrer l'agrément de la cible choisie. Or, cette communication symbolique qui consiste, par exemple, à assimiler Marlboro et l'aventure, Levis et la liberté, est d'un maniement extrêmement délicat - Benetton en fait la cruelle expérience - et s'avère totalement inadaptée aux ONG. En effet, la communication symbolique cherche à s'éloigner de la réalité du produit ou de la marque pour rencontrer celle des consommateurs. Or, les ONG cherchent, tout au contraire, à rapprocher le point de vue des citoyens de leur propre perception de la réalité. En bâtissant des campagnes d'image de marque, les ONG dépensent inutilement des sommes considérables : ce n'est pas la communication symbolique qui peut fonder l'organisation, c'est l'identité de l'organisation qui doit fonder la communication.

Renforcement du productivisme

Les ONG doivent se "vendre" aux institutions internationales (ONU, UNESCO, CEE, etc.), car ce sont ces dernières qui choisissent les projets qu'elles vont soutenir. Pour être crédibles et voir leurs projets retenus, les ONG font passer leur fonction de gestion avant leur fonction d'indignation. Leurs messages deviennent alors moins idéologiques, moins critiques à l'égard du système qui les finance. Le but premier n'est plus de faire réagir les citoyens, mais d'imposer une image de sérieux et d'efficacité qui séduise les donateurs et les dirigeants des organismes internationaux. Le recours aux agences de communication sert alors autant à montrer le professionnalisme des membres qu'à sensibiliser l'opinion. Quand les ONG tentent de s'autofinancer pour échapper à ce piège de la récupération, elles consacrent une grande partie de leur communication à la vente de produits. Et là, tout naturellement, elles sont amenées à utiliser les mêmes techniques persuasives et à adopter certaines de leurs valeurs (efficacité, rentabilité, etc.)

Dérapages ethiques

L'utilisation par les ONG des techniques du marketing dans la collecte des dons a conduit à de tels abus dans l'exploitation spectaculaire de la misère d'autrui, que les ONG françaises ont dû rédiger une charte qui rejette explicitement *"toute exploitation abusive de la détresse humaine"* (8). A ce dérapage aujourd'hui contrôlé, s'ajoute un autre problème éthique, celui-ci commun à toutes les organisations qui créent, louent ou échangent des fichiers : respecte-t-on réellement la liberté des individus lorsqu'on utilise pour les joindre des informations dont ils ne savent pas forcément qu'elles vont être utilisées pour constituer un fichier ?

Une perte de sens

La conséquence la plus visible et la plus immédiate de l'utilisation des outils publicitaires est une "perte de sens" du message des ONG. La communication associative n'offre plus la possibilité d'une "clarification de la conscience collective" (9). A cela, trois raisons :

Premièrement, le message associatif ne se distingue plus du message lucratif ou politique : tous trois ont exactement la même forme et sont régis par la même esthétique. Le message ne peut pas faire sens, puisqu'il n'est pas lu, rejeté par un public qui a appris à ne plus percevoir les trop nombreux messages publicitaires.

Deuxièmement, il y a "perte de sens" parce que le fond et la forme sont en totale contradiction. Pour transmettre un message, il faut le mettre en forme. Il faut utiliser un médium. Mais *"ce n'est pas la même chose d'écouter une histoire racontée au coin du feu, de la regarder traduite en images à la télévision ou de la lire dans un livre"* (10). Aucun instrument de communication n'est neutre. Le message et le médium sont en interaction constante et c'est de cette interaction que surgit le sens. Autrement dit, le médium et le message coproduisent le sens. Or, les ONG veulent pousser à la participation et à l'engagement dans le réel avec des techniques persuasives qui jouent sur la passivité et l'imaginaire.

La fin d'un fonctionnement associatif

La majorité des techniques de communication prônées par les hommes de marketing jouent avec l'activité inconsciente du sujet tout en encourageant sa passivité consciente. En renforçant cette passivité du sujet, ce type de communication persuasive concourt à transformer le citoyen en simple consommateur. Dans le secteur associatif, ces techniques produisent le même effet : elles accélèrent la lente transformation de l'adhérent en client. Dans ce contexte, de deux choses l'une : ou les adhérents devenus clients cessent de s'investir dans la vie associative et l'association meurt faute de forces vives ; ou les ONG deviennent effectivement des entreprises prestataires de service, auquel cas ce ne sont plus des organisations non marchande, mais des "entreprises humanitaires". Dans les deux cas, c'est la fin d'un fonctionnement associatif.

Cette fin (lointaine) n'est nullement inévitable. Il existe d'autres alternatives. Cependant la richesse de ces dernières n'est visible que lorsqu'on a compris pourquoi les ONG ont eu recours aux techniques marketing.

Causes de ce recours suicidaire

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer le recours

(7) Celle des étudiants du master "communication et publicité" de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Enquête reprise par C. Brun. "Les Stars font-elles vendre?". *Capital*, n° 11, 1992.
(8) B. Genès. "Charité bien ordonnée". *50 millions de consommateurs*, n°279, 1994.
(9) Expression empruntée à G. Rocher. *Le Changement social*. Paris : Seuil, 1968.
(10) A. Vitalis. "Les Nuisances invisibles des techniques d'information et de communication". *Terminal*, N° 57, 1992, p.33.



Greenpeace *a parfaitement compris qu'une action donnant une bonne image dans les médias est le moyen le plus sûr de se faire connaître et d'attirer des militants. Malheureusement, à côté de cela, Greenpeace multiplie les actions "industrielles" comme les mailing qui rapportent surtout aux sociétés qui les font !*

aux agences de communication. Pour notre part, nous en voyons cinq :

- **Fuite en avant dans la communication.** Devant affronter de sérieuses critiques de la part de leurs adversaires, confrontés à des querelles internes liées à une croissance trop rapide ou à une surmédiatisation, les responsables d'ONG ont la tentation de nommer "problèmes de communication" ce qui, plus profondément, est un problème d'identité (qui sommes nous ? Quel est notre projet ?)

- **Professionnalisation des ONG.** Pour survivre, les ONG servent de plus en plus de relais entre les institutions internationales et la population mondiale. Ainsi, la Communauté européenne a créé un service (11) qui centralise toute l'aide humanitaire d'urgence de la CEE. L'une des missions de ce service est de *"travailler en véritable partenaire avec les organisations humanitaires spécialisées"* (12). C'est ainsi qu'en 1992, 35% des 5 milliards de francs de l'aide alimentaire de la CEE, ont été confiés à des ONG (13). Or, c'est la crédibilité des études et l'efficacité sur le terrain qui permet à une association de voir son projet "retenu". Ce qui conduit tout naturellement à la professionnalisation des membres les plus actifs de l'ONG.

- **Recherche de financements.** Le soutien des organismes internationaux et des gouvernements nationaux est irrégulier et aléatoire (appel d'offre). De plus, les dons des particuliers stagnent, tandis que les actions dans lesquelles les ONG s'engagent ne cessent de croître. Plutôt que de renoncer à celles-ci, les ONG utilisent les techniques lucratives, comme le sponsoring et les produits partage, pour diversifier les ressources et toucher un public qui n'est pas celui des donateurs habituels. En complément, elles utilisent le mailing pour fidéliser un donateur fréquemment sollicité, mais aux ressources forcément limitées.

- **Volonté d'utiliser les médias pour amplifier la portée du message.** Les rapports entre monde politique et ONG sont souvent des rapports de force. C'est pourquoi, les ONG cherchent à rallier à leur cause l'opinion publique. Or, les médias et notamment la télévision sont une voie d'accès essentielle à l'espace public. Du coup, les ONG sollicitent les agences car elles pensent, à tort, que les publicitaires possèdent les clefs de la communication médiatique, alors que la compétence principale de ces derniers n'est pas "communicationnelle", mais commerciale (l'achat d'espaces).

- **Manque de formation critique à la communication.** C'est là, l'explication centrale. Bien sûr, beaucoup d'ONG possède un département "communication" géré par un "Dircom". Mais, celui-ci est issu, la plupart du temps, de l'entreprise, du journalisme ou bien encore des milieux publicitaires. Il a donc reçu une formation pragmatique centrée sur la mise en œuvre de techniques marchandes. Du coup, la plupart d'ONG manquent de recul critique par rapport à deux poncifs totalement faux : nous vivons dans une société de communication, les agences de publicité savent communiquer (14). De plus, elles n'utilisent pas les éléments théoriques et pratiques alternatives qui leur permettraient d'inventer des techniques de communication originales et appropriées au message de l'ONG. Enfin, les rares auteurs qui traitent de la communication associative considèrent celle-ci comme une déclinaison de la communication publicitaire (15) et confondent souvent communication sociale et associative (16).

L'étude de ces causes, suggère un certain nombre de pistes alternatives qui peuvent sensiblement améliorer l'impact de la communication des ONG tout en mettant fin aux dérives constatées.

Pistes alternatives

Les recherches en communication de développement de l'Unesco,

(11) Office de la communauté européenne d'aide humanitaire ou ECHO.
(12) "L'Action humanitaire de la Communauté européenne". *L'Europe en mouvement*, 1992, p. 6.
(13) Source : *Convergence*, n°125, p. 8.
(14) E. Dacheux. "Associations et Communication persuasive". *Communication et Langages*, n°105, 1995.
(15) voir H. Collet. "Les Fonctions de la communication extérieure". *Revue de l'UFCV*, n°204, nov. 1983 et A. Vaccaro. "Charité et Médias". *Médiaspouvoirs*, n°12, 1988.
(16) voir P. Kotler, E. L. Roberto. *Social Marketing*. New York : Free Press, 1989 et NCM. *Concevoir et réaliser une campagne d'intérêt général*. Bruxelles, NCM, 1991.

l'étude des grands mouvements civils (initiés par Gandhi, Luther King, etc.), les pratiques innovantes de certaines associations (ex : *Agir-ici*) et les travaux universitaires (mémoires de DEA, thèses, etc.) qui se penchent sur la communication des ONG sont des sources de réflexion très riches auxquelles les responsables des ONG pourraient s'abreuver avec profit. Nous avons déjà tenté une synthèse exhaustive de ces éléments disparates (17), mais c'est sans doute là une tâche bien trop difficile pour un chercheur isolé. Toutefois, il nous semble que deux principes au moins, peuvent servir de base à la (re)définition d'une politique de communication qui corresponde au fonctionnement associatif des ONG.

Ne pas négliger les techniques traditionnelles parfaitement adaptés au monde associatif

Les associations n'on pas attendu les spécialistes du marketing social pour communiquer. Elles ont utilisé et utilisent encore des techniques qui ont fait leurs preuves. Celles-ci peuvent être "dépoussiérées", mais en aucun cas, ne doivent être définitivement abandonnées. C'est le cas de :

- **L'imprimé.** Tracts, brochures, articles de presse, journaux internes, etc. L'imprimé, par son coût peu élevé (18) et sa souplesse (il est beucoup plus rapide de rédiger un communiqué de presse que de faire un reportage audio-visuel), reste sans doute le prémier des instruments de communication du monde associatif. De plus, il se conserve et se duplique facilement. Enfin, il permet une lecture et même des relectures critiques, ce qui donne aux citoyens le temps de la réflexion.

- **La réunion publique.** Meetings, conférences, débats et colloques permettent de sensibiliser l'opinion de manière interactive et contribuent à retisser un lien social qui se délite. De plus, ces réunions donnent souvent lieu à des communiqués (avant) et à des comptes rendus de presse (après) qui donnent, pour un côut largement inférieur à celui de la publicité, accés à l'espace médiatique.

- **La manifestation.** Hier silencieuses et solennelles, les manifestations associatives sont aujourd'hui beaucoup plus bruyantes et hédonistes, puisqu'elles se terminent souvent par un concert. Comme les réunions publiques, elles aussi autorisent une couverture médiatique à peu de frais et favorisent les rencontres.

- **La pétition.** Ce moyen de pression qui exige l'engagement moral des citoyens est loin d'être tombé en désuétude. En France, Agir ici est l'exemple concret d'une utilisation nouvelle et efficace de cette instrument de pression.

- **Le boycott.** C'est l'outil le plus original de la communication persuasive des ONG. Il ne réclame pas une grande logistique, il est peu onéreux et s'avère parfois (cf. *Greenpeace* et Schell) d'une redoutable efficacité. Surtout, il invite chaque citoyen à une participation active et lui offre un moyen de retrouver une certaine maîtrise, un certain pouvoir sur le monde dans lequel il vit : *"Le boycott apprend qu'en changeant ses habitudes on peut changer le monde"* (19).

Maitriser leur communication

Pour les agences de communication, les organisations non marchandes sont moins des acteurs sociaux que des marchés lucratifs. De plus, ces agences ne font que reprendre des stratégies et des outils éculés. Elles sont très souvent incapables de faire des propositions innovantes, puisque la logique organisationnelle à laquelle elles sont confrontées diffère fortement de leur logique marchande. Cette maîtrise, synonyme d'autonomie passe, à notre avis, par quatre conditions.

- **Définir sa stratégie à l'interne.** La stratégie de communication ne doit pas être décidée par des experts extérieurs, mais par les militants de l'ONG. Ceux-ci ne doivent pas être des "professionnels de la communication", mais des personnes suffisamment formées aux sciences (critiques) de la communication pour résister à l'orthodoxie publicitaire.

- **Produire ses messages.** La seule manière de créer des messages qui correspondent totalement aux objectifs stratégiques tout en contrôlant les coûts de cette création, est d'assurer, à l'interne, la production des messages que l'on entend diffuser.

- **Posséder ses propres moyens de diffusion.** Pour être absolument certain que les messages élaborés seront diffusés, il faudrait posséder ses propres canaux de diffusion. Ce qui, en outre, permettrait de réagir rapidement aux rumeurs, aux attaques et aux craintes éventuellement diffusées par des canaux concurrents.

- **Assurer une formation permanente à la communication.** Cette formation, nous l'avons vue, est indispensable. Elle pourrait s'articuler en trois temps : connaissance des théories de la communication, critique de la communication marchande, apprentissage des notions de base (règles de lisibilité, techniques d'écoute et de prises de parole en public, etc.).

Bien entendu, cette nécessaire autonomie en matière de communication de doit pas s'accompagner d'un repliement frileux sur soi. Il n'est jamais inutile de faire appel à des compétences extérieures ou de diffuser des messages dans des médias publics ou privés. Par contre, seule cette autonomie permet d'équilibrer quelque peu les rapports de forces avec les "mass media".

Les organisations non gouvernementales ne sont pas des entreprises. Le marketing ne leur est d'aucun secours. Certes les ONG doivent communiquer pour promouvoir le projet dont elles sont porteuses et récolter des fonds. Mais les techniques de communication qu'elles utilisent ne permettent pas d'atteindre ces objectifs. Loin s'en faut ! Au lieu d'élargir le cercle des donateurs, elles agrandissent le nombre des consommateurs ; au lieu d'augmenter l'impact du message, elles en dénaturent le sens. Le recours aux agences de communication et/ou aux professionnels du marketing transforme le don en acte marchand et métamorphose une virulente critique sociale en un discours policé. Pourtant, il est possible de s'affranchir du "prêt à penser" communicationnel servi par les médias et les publicitaires. Tout simplement en s'appuyant sur un précepte clair : c'est l'identité qui doit fonder la communication. A communication marchande stratégie marchande (le marketing), à organisation alternative, stratégie alternative.

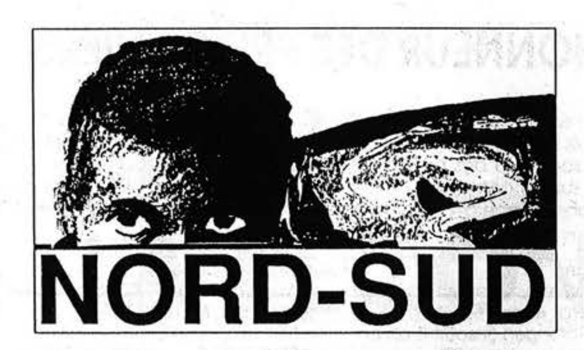
Eric DACHEUX

Maître de conférences à l'IUT de Roanne.
Auteur des "stratégies de communication persuasive dans l'Union européenne", L'Harmattan, 1994.

Pour en savoir plus

• Bert C. (1988). *Associations et Communication.* Rennes : mémoire de DEA information/communication, Université Rennes II.
• Brun (C.). (1992) - *"Les Stars font-elles vendre?"* - Capital, N°11.
• O'uchi (M.) (1988) - *Development Communication and Grassroots Participation in Action in Asia.* Tokio : Institute of Developing Economics.
• Vaccaro (A.) (1988). - "Charité et Médias". - *Médiaspouvoirs*, N°12.
• Vitalis (A.) (1992). - *"Les nuisances invisibles des techniques d'information et de communication"* - Terminal, N°57, 1992.

(17) E. Dacheux *"Commitment communication"*. Papier présenté à l'Association internationale des checheurs en communication (IAMCR), Portoroz, 1995.
(18) Chaque numéro de *"Convergence"*, mensuel de 20 pages distribué aux membres et aux donateurs du Secours populaire français, revient à 1 F. Source : *Convergence*, n°111, 1991, p. 10.
(19) M. Bernard. "Goutte d'eau". *Silence*, n° 147, 1991, p. 3.



PETITES PHRASES

"Coupe tes chaînes et tu es libre, coupes tes racines et tu meurs" proverbe swahili (extrait de "Mémoire du monde Noir", Ed. L'Harmattan)

HANDICAP INTERNATIONAL ÉCRIT A NOS LECTEURS

Un de nos lecteurs nous envoie les courriers qu'Handicap International lui a fait parvenir après notre article paru avant le sommet du G7 (n°205). C'est ainsi que nous avons découvert une lettre du collectif "Reprenons l'initiative" qu'il nous aurait envoyée en réaction. Nous ne l'avions jamais reçue. Nous avons eu un courrier d'Agir Ici, deux coups de fils d'Handicap International et quelques contacts directs pendant les manifs contre le G7, mais jamais ce courrier. Celui-ci ironise seulement en disant que *"Silence est libre, puisqu'elle s'en reconnaît la compétence d'établir un hit-parade du radicalisme anti-G7 et d'attribuer les bons et les mauvais points"* et ne répond en rien à l'article que nous avons publié : à savoir les manipulations de Mérieux et de l'armée, via la pseudo-ONG "Bioforce", pas plus que sur les liens éventuels d'Handicap avec l'armée. Le courrier d'Handicap à ce lecteur confirme la participation de l'armée aux fêtes d'Handicap (interrompues en 1992).
Concernant le fait qu'Handicap puisse être manipulé par les marchands d'armes concernant les mines antipersonnel, la lettre dit que cela est de la "pure diffamation"... Nous constatons que nous n'avons pas eu de demande de droit de réponse. La lettre signée de Bénédicte Das Neves conclut que Silence "refuse tous dialogues". Qu'elle nous ouvre les comptes de son organisation et on pourra discuter sur du concret.
Rappelons le courrier envoyé par Jean-Paul Dalibard (n°208), militant d'Agir Ici, qui raconte comment dans les réunions publiques d'Handicap sur les mines antipersonnel, il a assisté à un étonnant numéro de recrutement pour le service de déminage des armées.
Rappelons enfin que dans le dossier sur l'"équivoque humanitaire" (n°211), Handicap apparaît comme l'une de ses organisations très peu non-gouvernemental (74 % de financement par l'Europe).

BIRMANIE : BOYCOTT TOURISTIQUE

De nombreuses associations, répondant à l'appel du prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi qui a déclaré récemment *"les touristes devraient s'abstenir de venir en Birmanie avant l'instauration de la démocratie"*, diffusent un petit tract auprès des agences de voyage expliquant qu'*"en allant en Birmanie, vous cautionnez la dictature militaire au pouvoir, une économie fondée sur la drogue, des déplacements forcés de population, des violations massives des droits de l'Homme"*.
L'"année du tourisme" en Birmanie a officiellement débuté le 18 novembre.

On peut se procurer des tracts en envoyant une participation financière à :
• En France : *Info Birmanie, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 53 28 17 46.*
• En Suisse : *Suisse-Birmanie, CP 42, 1211 Genève 20, tél : 022 733 07 41.*



DEUX PERSONNES FAUCHEES

Vitesse excessive, la voiture a fauché deux personnes qui traversaient tranquillement la route. Paris-Dakar ? Non, simplement l'ambassadeur du Zaïre rendant visite à Mobutu dans la région niçoise. Le chauffard, bénéficiant de l'immunité diplomatique, a pu poursuivre sa route. Il roulait à plus de 100 km/h dans une rue de Menton où la vitesse était limitée à 30 km/h. Les deux adolescents sont morts. Comme quoi, le problème n'est pas le Nord qui écrase le Sud, mais bien les riches qui écrasent — dans tous les sens du terme — les pauvres.

NESTLÉ ET LE COMMERCE EQUITABLE

Devant le développement des filières de café équitable (tel *Max Havelaar*, voir Silence n°175, ou *Foresta*, voir Silence n°173), Nestlé, l'un des plus gros distributeurs de café se devait de réagir (12 % de la production mondiale). En Suisse, dans un livre appelé *"Nestlé et les achats de café"* et en Grande-Bretagne dans un autre livre carrément intitulé *"Un partenariat pour le commerce équitable"*, Nestlé affirme qu'elle a tout fait pour limiter les intermédiaires entre elle et les producteurs de café et qu'en plus, elle paie ces derniers à un prix supérieur au prix du marché mondial. Des journalistes d'Infosud ont essayé de savoir quelle est la part de vérité dans ces affirmations.
Nestlé achète principalement son café en Thaïlande, aux Philippines et au Mexique dans la région du Chiapas, bien connue pour son soulèvement populaire. Au Mexique, Nestlé achète 20 à 25 % de la récolte.
C'est là que l'enquête a été menée. Selon Nestlé, 91 % du prix payé par la firme arrive au producteur, 4,8 % aux différents intermédiaires et 4,2 % au Beneficio, l'atelier de traitement post-récolte. Dans la réalité, les paysans, souvent inorganisés, se font arnaquer par les intermédiaires appelés du nom significatif de "coyotes". L'un des moyens le plus courant est d'acheter la récolte avant production : bon nombre de producteurs étant endettés, ils ne peuvent arriver à terminer l'année avec l'argent de la récolte précédente et solde donc la future récolte à bas prix pour avoir un peu d'argent à l'avance, cercle vicieux difficile à briser. L'enquête des journalistes arrive au chiffre de 73,2 % payé aux producteurs, 6,1 % aux "coyotes", 20,7 % au Beneficio. Mais dans certains cas, ils ont découvert que ce pourcentage reversé aux producteurs pouvait baisser considérablement soit par trucage des balances de pesage (jusqu'à 10 %), voire par déclassement du café abusivement déclaré "mauvais" puis revendu comme "bon". Dans certains cas extrêmes, le poucentage tombe à 24,4 % !
Les vraies filières de commerce équitables mises en place ces dernières années ont commencé par aider les paysans à se structurer pour que ce soit eux qui gèrent sous forme de coopératives les premières transformations du café ce qui supprime donc les intermédiaires.
Quand Nestlé dit payer son café plus cher que le cours mondial, le contrôle sur le terrain montre que c'est vrai, mais que cela reste très limité : de 2 à 5 % plus cher. Les journalistes relatent toutefois que le point positif est que Nestlé a bien compris où sont les problèmes, mais que pour le moment, sa volonté d'action sur le terrain (quelques inspecteurs) reste insuffisante pour modifier le système en vigueur. (source : Solidaire, septembre 1996)



TURQUIE : INSOUMISSION TOTALE

Le statut d'objecteur de conscience n'existant pas, 200 000 réfractaires aux obligations militaires vivraient dans la clandestinité. Osman Murat Ülke, 26 ans, est l'un des trente à revendiquer ouvertement son insoumission totale. Le 1er septembre 1995, il avait brûlé son ordre d'incorporation lors d'une conférence de presse à Istanbul.
Incarcéré à partir du 7 octobre 1996 dans la prison de Mamak, près d'Ankara, il avait refusé de s'alimenter pendant 24 jours. Le 6 novembre, le gouverneur de la province d'Izmir a interdit le mouvement présidé par Osman Murat Ülke. Le 19 novembre, après 90 minutes d'audience, le procès de ce dernier a été ajourné. Le refus de revêtir l'uniforme et de servir sous les drapeaux tombe sous le coup de l'article 155 du code pénal turc stipulant "la distanciation du peuple envers l'armée", une disposition indiquant à quel point la société civile doit faire corps avec les troupes et adhérer à l'idéologie militariste officielle. Murat encourt trois années de pénitencier.
(correspondant **René Hamm**)

ITALIE : CRISES EN ASIE, DE MOSCOU A NEW DELHI

Isodarco, section italienne du groupe Pugwash (prix Nobel de la paix en 1995) organise du 26 janvier au 2 février, à Andalo, en Italie, une rencontre sur les conflits qui agitent l'Asie centrale et du Sud. On peut obtenir le programme en écrivant à : *Pr Carlo Schaerf, department of Physics, University of Rome, "Tor Vegata", via della Ricerca Scientifica, I 00133 Rome.*

BELGIQUE : UNIVERSITÉ DE PAIX

L'Université de Paix de Namur organise des formations dans le domaine de gestion positive des conflits. Au programme : *"développement personnel par la communication non-violente"* (3 au 5 janvier ou 11-12 janvier), *"aller plus loin dans la communication non-violente"* (15-16 janvier), *"communication non-violente et transactions monétaires"* (18-19 janvier), *"Moi et les autres : coopérons"* (20 ou 27 janvier ou 7 février), *"conflit et interculturalité"* (1 et 2 février), *"six facettes de la personnalité pour mieux communiquer"* (8 février), *"le pardon, chemin de guérison"* (14 au 16 février), *"la médiation de quartier"* (15 février), *"marcher dans les souliers de l'autre : la médiation"* (21 février ou 7 et 8 mars)... Programme complet : *Université de Paix, 4 Bd du Nord, 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.*

DÉFENSE, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La ville de Brest est particulièrement touchée par la restructuration des usines d'armement décidée par le gouvernement. Le débat oppose ceux qui veulent "maintenir l'outil de travail" et ceux qui veulent favoriser une reconversion vers une "politique de paix". Le groupe des Verts et l'Autre Gauche du pays de Brest lancent un appel aux élus des autres villes touchées par ce problème pour échanger les propositions possibles dans ce domaine.
Pour en savoir plus : *Les Verts, 46 rue Branda, 29200 Brest, tél : 02 98 46 08 78.*

ILE-DE-FRANCE : PÉDAGOGIE ET NON-VIOLENCE

Un premier stage BAFA sur le thème "pédagogie et non-violence" se tiendra en Ile-de-France, du 5 au 10 février 1997 à Melun. Cette formation d'une semaine tentera de susciter une recherche autour d'une action éducative en ce sens, ainsi que des méthodes concrètes dans le cadre des centres de vacances et de loisirs. Seront mis en pratique jeux coopératifs, débats, mises en situations, jeux de rôle pour aborder les notions de violences, gestion des conflits, autorité, sanction... ainsi qu'une réflexion sur l'éducation à la paix, les droits des enfants et le rôle de l'animateur. Contact : *Le Rocheton, Centre International, La Rochette, 77000 Melun, tél : 01 64 37 12 32.*

L'HONNEUR DES PRISONNIERS

Chaque année, en décembre, l'Internationale des Résistant-e-s à la Guerre demande d'envoyer des cartes de vœux et de soutien à des prisonniers et des prisonnières pour la paix. La liste qui suit est composée d'objecteurs de conscience, de militant-e-s de la non-violence ayant tenté d'entraver des préparatifs de guerre. A vos plumes.

Allemagne
• Axel Weiss, *Jungendanstalt Leineberg, Rosdorfer Weg 75, D 37077 Göttingen* (insoumis emprisonné jusqu'en mars 97)
Espagne
(Devant un mouvement important d'insoumission, la loi a été changée. Certains insoumis sont toutefois encore en prison)
• Francisco Alvarez Glez
• Fernando Gonzalez Rodriguez
• Juan L. Guttierez Santiago
Centro Penitenciaro de Villabona, Pinca Tabladiello, Modulo 2, Villabona, Asturies, Espagne.
• Carlos Martinez Baztan
• Alvaro Redondo Elizondo
Centro Penitenciaro de Nanclares, Nanclares de la Oca, Alava, Espagne.
• Xabier Etxeberria Agirretxe
• Gorka Markeida
Prison provincial de Martutene, E 20011 Donostia, Gulpuzkoa, Euskal Herria, Espagne.
• Luis Martinez Navio Serrano
• Juan Antonio Ortega Iglesias
Centro Penitenciario, Avda de Madrid, Granada, Espagne.
Koldo Alvarez del Barrio
• Saul Arangibel
• Inigo Belasko Armandariz
• Gustabo Beorlegi Armendariz
• Juan J. Goikoetxea San Roman
• Jacinto Gomez Viniegra
• Txomin Larrion
• Ricardo Marques Rodriguez
• Julio Molinet Sadaba
• Jorge Ribera Yague
• Alfonso Rodrigo Ortiz
• Gorka Rosendo Sarasa
Centro Penitenciario de Iruna C/San Roque, Apdo 250, E 31080 Iruna, Espagne.
• Fernando Vizcaino Sosa
Centro Penitenciario Avda Perez Armas, Santa Cruz de Tenerife, Gran Canarias, Espagne.
• Jesus Cisneros Claramunt
• Guillem Menxeta Peris
Centro Penitenciario de Picassent, Apdo 1002, E 46225 Zaragoza, Espagne.
Etats-Unis
(actions antinucléaires sur des bases militaires)
• Carl Kabat
OMI #03230 045, PO Box 4000, Springfield, MO 65808 Etats-Unis
• Michele Naar-Obed
#15007-056 POB 1000, Tallahassee, FL 32301, Etats-Unis
• Erin Seiber
#27024-083, POB 1000, White Deer, PA 17887 ETats-Unis
• Richard Seiber
#27023-083, LSCI Allenwood, POB 1000, White Deer, PA 17887 Etats-Unis
• Roy Bourgeois
#83274-020, POB 150160, Lakewood station, Atlanta, BA 30315 Etats-Unis.
Israël
(condamné à 18 ans de prison pour avoir dévoilé le programme nucléaire israélien)
• Mordechai Vanunu
Ashkalon Prison, POB 17 Ashkalon, Israël
Italie
(condamné pour appel à la désertion)
• Marco Avatane
Carcere Le Vallette, Via Pianezza 300, 10151 Torino, Italie
Norvège
(pour insoumission)
• Tore H Bøe
c/o Ilseng arbeidskoloni Boks 40, 2344 Ilseng, Norvège.
• Atle Hesmyr
Hof arbeidskoloni Boks 10, 3090 Hof, Norvège.
• Gjermund Koltvelt
c/o Trogestad Kretsfengsel, PB 103, Havnas, 1860 Trøgstad, Norvège.
Russie
(rapport sur les accidents nucléaires de la flotte soviétique)
• Alexandre Nikitin
c/o Boris Pustintsev, Citizens Watch, 5 Ul Malaya, Koniushenn AYA, 191186 Saint-Petersburg, Russie.
Turquie
(insoumission)
• Osman Murat Ülke
Mamak Askeri Cezaevi, Ankara, Turquie.
• Sanar Yurdapatan
c/o Human Rights Association, Yüksel C29/13 Yenisehir 06440 Ankara, Turquie.

TOULOUSE : THOMAS SANTINI EN PROCES

Le 16 octobre dernier, Thomas Santini devait passer en procès pour insoumission. Plutôt que de se cacher, ce militant antimilitariste a su mobiliser sur son cas de manière spectaculaire.
Aidé par l'association "Planète en Danger", il s'est installé pendant trois jours sur une plate-forme suspendu dans les arbres faisant face au tribunal. Puis le jour du procès, il en est descendu en présence de nombreuses personnes, avec 300 lettres de soutien et une pétition ayant recueilli plus de 2500 signatures. Sa défense a alors soulevé un vice de forme dans la procédure que Mme le Procureur s'est empressée d'accepter pour demander le report du procès. Celui-ci aura donc de nouveau lieu le 5 février 1997.

Soutien : *RIRE, 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille, tél : 04 91 56 52 19.*

TIMOR-ORIENTAL

ENFIN LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

Le comité Nobel a rappelé que l'Indonésie a pris, en 1975, le contrôle du Timor-Oriental et commencé *"systématiquement à opprimer la population. Au cours des années suivantes, on a estimé qu'un tiers des habitants étaient morts à cause de la famine, des épidémies, de la guerre et de la terreur"*.

C'est en effet, le 7 décembre 1975, au lendemain de la proclamation de l'indépendance de cette vieille colonie portugaise (1) que les troupes de la dictature du général Suharto envahissent le pays. Les Timorais fuient massivement dans les montagnes et la résistance s'organise. Armée, elle continue encore aujourd'hui, quoi que très affaiblie après plusieurs revers, dont l'arrestation de Xanana Gusmao en 1992. La résistance civile est toujours aussi déterminée malgré une répression féroce.

En décembre 1975 et dans les mois et les années qui suivent, les troupes de la dictature militaire javanaise commettent massacres sur massacres. Elles violent, torturent, exécutent sans relâche, les villages rasés et les populations jetées dans des camps (les "villages stratégiques") puis affamées.

La première année, il y eut environ 100 000 morts, et plus de 200 000 victimes durant les six années suivantes. C'est un tiers de la population d'alors qui a été assassiné.

Le prix Nobel de la paix a été attribué à Carlos Filipe Ximenes Belo, depuis 1988 évêque de Dili, capitale du Timor-Oriental, et à José Ramos-Horta qui est, depuis le début, l'ambassadeur de la résistance timoraise.

La dictature javanaise qui écrase, depuis trente ans et plus, les îles de l'Indonésie et une partie de la Mélanésie n'est pas seule responsable du génocide timorais.

Sans que le fait soit aussi évident que la participation très active des services américains dans la boucherie qui suivit le putch de Suharto en 1966 (vraisemblablement près d'un million de petits paysans, d'ouvriers et d'employés assassinés), les Etats-Unis ont appuyé l'invasion du Timor-Oriental. Gérald Ford et Henry Kissinger quittaient Djakarta la veille de l'offensive et trois navires américains participaient au blocus de l'île. Par ailleurs, comme Noam Chomsky en a témoigné : *"les livraisons d'armes* (américaines) *n'ont jamais cessé. Elles comprenaient des hélicoptères d'attaque et d'autres équipements nécessaires pour effacer de la face du monde des centaines de villages, détruire les récoltes et conduire les survivants dans des camps de concentration"*. C'est qu'après sa défaite au Vietnam, le pouvoir américain craignait que le Timor-Oriental ne devienne une sorte de *"Cuba du Pacifique"* (sic) ou un nouveau Nord-Vietnam. Un cauchemar, assurément, pour l'Imperium car la mer de Timor – entre le Timor-Oriental et l'Australie - est, pour la marine US, un lieu de passage essentiel entre le Pacifique et l'Océan Indien.

Pour tout comprendre, il faut encore savoir que la mer de Timor est aussi riche en pétrole et que l'Indonésie et l'Australie (2) se sont partagé le pactole.

Soulignons enfin qu'Israël, la Grande-Bretagne et la France ont également approvisionné la dictature en armes efficaces pour réduire tous les peuples de la région, tels les Timorais, les Mentawais, les Moluquois, les Papous, etc...

La résistance timoraise a plusieurs fois proposé la négociation et divers plans de règlement pacifique du conflit, mais, comme les actions internationales jusqu'à présent, tout s'est heurté à l'inflexibilité de la dictature.

Cependant, avec la vieillesse de Suharto, les prétendants à la succession s'agitent. Une opposition "démocratique" - bien sûr dûment réprimée - s'est rassemblée derrière la fille de Sukarno, grande figure de l'indépendance et du mouvement des pays non-alignés qui a été déposé par Suharto et les USA (3). Si cette opposition vient à déborder les forces de la dictature, la situation des Timorais et des autres peuples en serait-elle améliorée ? Peut-être pas car la référence à Sukarno ne laisse rien présager de très bon et, d'ailleurs, tous ces gens ont mal réagi à l'attribution du prix Nobel. Porté au pouvoir après le départ des Néerlandais, Sukarno est, en effet, celui qui a mis fin au rêve d'une confédération indonésienne que portaient en eux les combattants anti-colonialistes. Et il est aussi le responsable — avec les inévitables Etats-Unis et Kennedy — de la dramatique colonisation de la Papouasie Nouvelle-Guinée Occidentale.

Après la fin de la guerre froide et des fantasmes sur les "Cuba du Pacifique" ou d'ailleurs, la reconnaissance de l'identité des peuples par l'opinion internationale permettra-t-elle de vaincre les mentalités colonialistes ?

Alain-Claude GALTIE

(1) Le Timor-Oriental est toujours, pour l'Organisation des Nations Unies, un territoire portugais.
(2) L'Australie... pays qui n'a pas hésité à envoyer un contingent combattre pour "libérer le Koweït" de l'odieuse invasion dont il était victime !
(3) Le putch de Suharto et la liquidation des "communistes" ont été déclenchés peu avant la conférence des "nouvelles forces montantes", une réunion des non-alignés qui promettait d'être importante.

L'AVENIR DES SEL

Après lecture des quatre textes précédents, il ressort que certains pensent que les SEL resteront marginaux, d'autres lui prédisent un brillant avenir. Nous avons donc posé quelques questions à François Terris, l'un des coordonateurs des SEL.

Silence : *Les SEL existent en Angleterre et au Canada depuis une dizaine d'années. En France, on en a entendu parler, mais les quelques tentatives qui ont eu lieu à l'époque n'ont pas réussi à perdurer. Comment peut-on expliquer que depuis un an, on assiste à un véritable boom des SEL en France ?*

François Terris : L'une des raisons principales, c'est la mutation qui est devenue beaucoup plus sérieuse qu'avant. Il y a des essais de trocs de marchandises mais ce qui est nouveau, c'est effectivement le troc de services. On peut penser qu'avec aujourd'hui environ 15 millions de personnes qui en France sont en situation difficile, on n'hésite moins à aborder un tel sujet comme on tenterait un coup de poker. Il y a une dizaine d'années, le chômage était mal vu, on n'avait pas le droit d'être au chômage. Aujourd'hui, tout le monde y passe.

Silence : *Justement, est-ce que les gens qui s'investissent dans les SEL sont vraiment des gens qui en ont besoin ?*

François Terris : Il y a un peu de tout, mais on a quand même une proportion plus importante de chômeurs, de RMIistes que dans la société. Ils ne sont pas forcément moteurs, mais ils s'investissent énormément. Au niveau des catégories d'âge, on constate que cela correspond surtout aux tranches d'âge actives (25-45 ans) même s'il y a des enfants et des retraités.

Silence : *C'est quand même partie des néo-ruraux...*

François Terris : Je ne parlerais pas de néo-ruraux, mais plutôt de gens qui ont mené une réflexion sur notre société et sur l'économie et qui ont déjà fait le choix de vivre autrement. A la base du SEL de l'Ariège, on a une personne qui était professeur d'anglais à la retraite, une personne militante écologiste et une agricultrice du coin.

Silence : *En un an on est passé de 1 SEL à plus de 150 aujourd'hui. A-t-on une idée de nombre de personnes que cela représente.*

François Terris : C'est très difficile à dire. Il y a des SEL qui font 15-20 personnes et d'autres qui dépassent les 500 personnes. En moyenne, c'est entre 50 et 100. On peut donc estimer que l'on en est entre 10 et 12 000 personnes.

Silence : *Il y a quand même une taille minimum pour que cela démarre.*

François Terris : Il faut au moins une cinquantaine de personnes, mais dès que l'on est une vingtaine, on peut commencer et cela attire rapidement du monde.

Silence : *Ne risque-t-on pas très vite un essoufflement ?*

François Terris : Pour qu'un SEL soit vivant, il faut de l'animation, il faut renouveler le bulletin. Il faut qu'il y ait des offres et des demandes. C'est vrai qu'il a fallu relancer après les vacances. Il faut donc qu'il y ait un groupe qui anime.

Silence : *Entre les SEL ruraux et les SEL urbains, il y a de sacrées différences. Dans les SEL urbains, il n'y a pratiquement que des échanges de services, et pratiquement pas de produits.*

François Terris : Des études sur les SEL anglais montrent que 70 % des échanges se font sur des produits alimentaires et évidemment dans les grandes villes, cela n'existe pas.

Silence : *Et il y a des SEL mixtes ville-campagne ?*

François Terris : A Draguignan, il y a un maraîcher qui a rejoint le SEL et qui vient proposer ses produits. Mais qu'est-ce qu'on va rendre à ce producteur ? Lui, il va demander de la main d'œuvre par exemple, pour désherber, pour l'aider au moment de la cueillette. Il n'est pas sûr qu'il y ait des volontaires pour répondre à cette demande. Mais des fois, on peut penser qu'une personne n'a rien à proposer et puis on trouve quelque chose qui marche bien. Une dame de 80 ans par exemple cherchait une aide pour du débroussaillage. Qu'est-ce qu'elle pouvait offrir à son âge ? Elle a trouvé : elle prête sa voiture.

Silence : *Ça devrait être un excellent moyen de faire baisser le nombre de voitures en attendant des gestions collectives comme en Suisse ou en Allemagne.*

François Terris : On a du mal à se prêter une voiture en France. On a déjà peur de prendre quelqu'un avec soi. Il y a des gens qui pensent que prendre un auto-stoppeur est beaucoup trop dangereux. Pourtant, il y a dû y avoir un assassinat en cinq ans alors qu'il y a huit mille morts sur la route chaque année !

Silence : *Revenons au SEL. Comment fonctionne la coordination ? Comment échangez-vous de l'information ?*

François Terris : La coordination est un bien grand mot : l'Ariège fait circuler l'information. On envoie les listes des SEL à tous ceux qui en font la demande et on fournit un petit fascicule intitulé "SEL : mode d'emploi" pour ceux qui veulent créer leur SEL (1). En un an et demi, on a répondu à près de 2000 lettres. On ne dispose donc d'aucune statistique sur les SEL pour le moment. Il n'y a pas non plus de réunions formelles, mais souvent les gens s'invitent lorsqu'ils font des fêtes ou des marchés en "grain de sel".

Silence : *Quelle est la réaction des autorités ?*

François Terris : Pour le moment, c'est le silence. Il y a des vides juridiques. La préfecture de l'Ariège rencontrée au début a indiqué qu'on pouvait, pour le moment, avoir une certaine tolérance. Chez nous, quand on va en Andorre, on peut acheter de l'alcool ou du beurre moins cher. C'est aussi une tolérance. La préfecture a indiqué que si une personne arrivait à dégager une activité suffisamment régulière en grain de sel, au-delà d'un certain seuil, il faudrait envisager qu'elle se déclare comme artisan. Il est toutefois peu probable, au moins à court terme, que l'on puisse avoir des personnes qui tirent la majeure partie de leurs revenus de leur activité en grain de sel. Concernant le fisc, certaines personnes ont déjà adopté une méthode qui permet de payer la TVA sur les échanges en grain de SEL. C'est le cas de ma fille qui vend régulièrement des fromages de chèvre. En fait, concernant les marchandises, c'est assez facile ; là où c'est plus délicat, c'est au niveau de l'entraide au travail.

Silence : *Pourtant, le SEL de l'Ariège est l'un des plus gros...*

François Terris : On est probablement le plus gros d'Europe. On en est à 580 personnes et la première année, nous avons échangé 2 millions de grains en 7000 échanges. Cela représente donc un échange moyen de moins de 300 grains et guère plus d'un échange par mois et par personne. C'est tout petit, comparé à l'économie traditionnelle qui compte en milliards.

Silence : *Et l'impact médiatique ?*

François Terris : Le phénomène s'est enclenché tout seul et c'est un drame. Le médiatique n'étudie rien. Autant la revue Silence va se plonger pour trouver des raisons et chercher ce que ça représente dans la société ; pour les médias, il faut du sensationnel. Donc il faut montrer qu'on échange un cheval contre un ordinateur. Ça fait joli, ça amuse, mais ça ne va pas très loin.



Cette interview a été réalisée après la publication de textes de François de Ravignan, d'Alain Lipietz et de Denis Clerc parus dans le n°210 et d'un texte de Serge Latouche paru dans le n°211.

Silence : *Et du côté universitaire ?*

François Terris : Il y a une étude qui a été commandée par la Communauté Européenne sur 7 pays, sur l'économie informelle, le travail clandestin et le travail au noir. L'économie informelle, ce sont les échanges non rémunérés. Le travail clandestin, c'est un employeur qui fait travailler des gens sans les déclarer. Le travail au noir, c'est quelqu'un qui travaille sans se déclarer. Pour la France, c'est Smaïn Laacher, de l'Ecole des Hautes Etudes Sociales à Paris, qui fait cette étude qui doit durer deux ans. Dans ce cadre, il est déjà venu passer une semaine en Ariège pour découvrir ce que sont les SEL. Il a été passionné et va donc essayer de voir où se situent les SEL par rapport à ces questions.

Silence : *Une question qui revient souvent concernant les SEL est de savoir s'il faut avoir recours à une monnaie fictive pour échanger. Dans le cas des Réseaux d'échanges réciproques de savoir, que nous avions présentés il y a un an dans Silence (2) en parallèle aux SEL, les échanges ne sont pas quantifiés. Faut-il mettre une valeur d'échange sur tout ?*

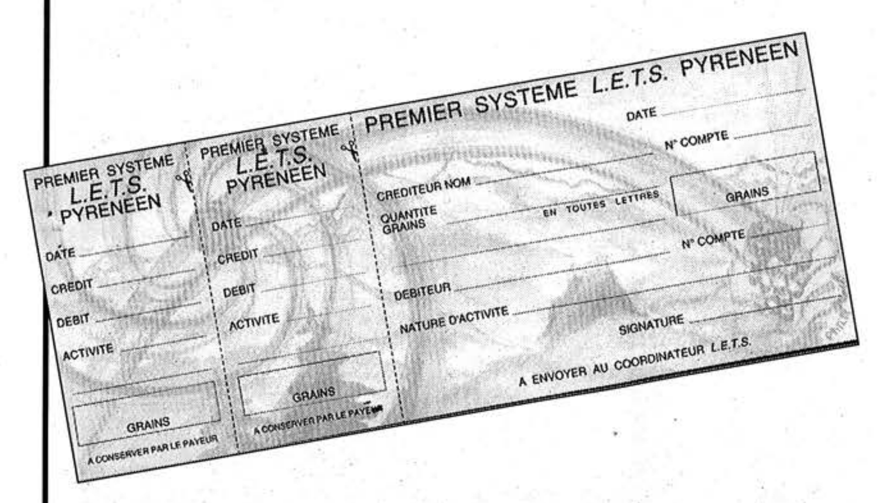
François Terris : Ils sont plus en avance que nous ! Cela pose bien des questions dont une qui revient toujours : est-ce que l'heure de celui qui va terrasser une route ne vaut presque rien et celle de celui qui va parler à l'université vaut cent fois plus ? Ce n'est pas normal. Le sytème économique met en balance qu'il faut tenir compte de celui qui a besoin de connaissances, de matériel... mais finalement le travail compte assez peu dans une vie. Nous vivons tous à peu près pendant la même durée et on travaille, en fin de compte, très peu : 7 à 8 % de notre vie. Il ne faut pas l'oublier quand on veut débattre du travail. On travaille environ 50 000 heures dans une vie qui elle fait de 6 à 700 000 heures. Entre le temps de dormir, le temps de grandir et le temps de vieillir, le temps de travail n'est pas très grand, alors pourquoi ne pas simplifier en une heure = une heure ? Et c'est pour ça qu'il y a toujours une part de don qui change la relation. Les unités d'échange n'ont pas la même valeur que l'argent.

Silence : *Les initiateurs des SEL ont bien conscience de ça, mais ceux qui réjoignent les SEL en ont-ils conscience ? Toi, tu fais de multiples conférences, donc là le don est évident...*

François Terris : Ce n'est pas un don. Je suis à la retraite : je suis donc payé par des gens qui travaillent ! Donc je peux peut-être rendre un service qui autrement ne se fera pas puisqu'il n'y aura personne pour le payer...

Silence : *Je reviens à la question de savoir pourquoi mettre un prix sur tout. Nous avons présenté dans Silence un réseau international comme Servas (3) où les gens offrent des hébergements gratuits à ceux qui voyagent.*

(1) Vendu 50 F franco de port auprès de : SELidaire, François Terris, Canterate, 09600 Montbel, tél : 05 61 68 26 10.
(2) C'était dans le n°194 aujourd'hui épuisé. Si toutefois des personnes veulent récupérer le dossier de ce numéro, on peut leur faire des photocopies (12 pages) contre 12 F en timbres franco de port.
(3) Voir Silence n°189.



PREMIER SYSTEME L.E.T.S. PYRENEEN

DATE

CREDIT

DEBIT

ACTIVITE

GRAINS

A CONSERVER PAR LE PAYEUR

PREMIER SYSTEME L.E.T.S. PYRENEEN

DATE

CREDIT

DEBIT

ACTIVITE

GRAINS

A CONSERVER PAR LE PAYEUR

PREMIER SYSTEME L.E.T.S. PYRENEEN

DATE

N° COMPTE

CREDITEUR NOM

QUANTITE GRAINS — EN TOUTES LETTRES — GRAINS

N° COMPTE

DEBITEUR

NATURE D'ACTIVITE

SIGNATURE

A ENVOYER AU COORDINATEUR L.E.T.S.

Pourquoi, en entrant dans le SEL devrais-je mettre un prix si j'offre volontairement un hébergement ? C'est un plaisir de recevoir des gens.

François Terris : On connait Servas et on envisage de créer un réseau du même genre qui s'appellerait "la route des SEL" (4) au niveau national, avec une liste d'hébergements avec comme unité d'échange "une nuit = une nuit".

Silence : *On quantifie encore ! Mais passons... Cette route du SEL amène à une autre question : a-t-on essayé de faire des liaisons inter-SEL ?*

François Terris : C'est presque en contradiction avec l'esprit du SEL - échange local rappelons-le - mais effectivement il y a eu des essais mais cela a été désastreux. Prenons un exemple tout simple. Supposons qu'il y ait un SEL avec des agriculteurs près de Lyon et que l'on veuille échanger avec le SEL de Lyon. Le SEL de Lyon va immédiatement les dévaliser : de la nourriture, tout le monde en veut. Les agriculteurs vont accumuler des grains de SEL, mais comment pourront-ils les dépenser ? Les gens de Lyon n'iront pas les aider chez eux (trop loin), ne pourront pas leur offrir de marchandises (il n'y en a pas en villes). Le système se bloque. Et ça déséquilibre les deux SEL qui auparavant pouvaient très bien fonctionner. En Angleterre, deux SEL se sont cassé la figure avec ce truc là. Cela ne signifie pas que ce soit impossible, mais cela demande une réflexion préalable pour voir comment l'échange peut être équilibré. On a eu un autre cas de SEL qui ne fonctionne pas : dans les Yvelines, des cadres enthousiastes ont monté un SEL, mais il a vite fallu se rendre compte qu'un cadre n'a pas le temps de faire des échanges.

(4) Si vous voulez rentrer dans ce réseau, envoyez vos coordonnées à François Terris, adresse op. cit.

Silence : *Cela pose la question de savoir à qui le SEL est utile. Quelqu'un qui a déjà des ressources suffisantes n'a finalement guère d'intérêt à rentrer dans un SEL.*

François Terris : Tout à fait.

Silence : *On peut avoir un effet pervers. C'est que quelqu'un qui a envie de rencontrer des gens ou qui trouve l'idée séduisante, se retrouve - comme le raconte d'ailleurs François de Ravignan - à être obligé de produire pour pouvoir équilibrer ses comptes. Et donc, on pousse à la consommation - comme le souhaite Denis Clerc.*

François Terris : Bien sûr. C'est vrai qu'à la fin du mois, on regarde la valeur des échanges et on est content quand il y en a beaucoup. C'est un risque. Mais on a reçu une lettre d'un SEL du Calvados où ils se sont posé exactement cette question : comment utiliser le SEL pour consommer moins. On peut penser que les gens se connaissant, les SEL ne poussent pas à consommer plus, mais à consommer mieux : produits renouvelables, produits localement, favoriser la récupération...

Silence : *Là on rentre dans un débat qui va bien au-delà du SEL. Est-ce que ces questions sont contenues dans le choix de faire un SEL ou bien est-ce que le SEL est un outil relativement neutre dont pour le moment seuls les "alternatifs" de la mouvance écolo ont su exploiter les potentialités ? Rien n'empêche d'échanger des hamburgers contre des bouteilles en plastique. Dans le bulletin du SEL de Lyon, par exemple, j'ai relevé quelqu'un qui propose des prêts d'argent dont les intérêts seraient comptés en cailloux, la monnaie lyonnaise. Quelqu'un d'autre propose de réaliser des poèmes d'amour... ou de haine. Ce sont de petits dérapages pour le moment, mais rien n'empêche de détourner l'esprit actuel des SEL.*

François Terris : La garantie interne d'un SEL, c'est sa taille. Mais c'est vrai qu'un SEL peut se créer dans un autre esprit. On a conçu chaque SEL comme complétement indépendant. C'est vrai, il y aura des dérapages. Aux Etats-Unis, on trouve des systèmes d'échanges qui vont très loin avec des trocs financiers entre entreprises... et cela va jusqu'au troc entre les Etats : on échange de l'armement contre des produits bon marché du tiers-monde. Pour éviter cela, on espère mettre en place des rencontres par région - peut-être 4 ou 5 au niveau de la France ; des moments de débats. Mais on tient beaucoup à ce que les SEL restent libre de décider chacun ce qu'ils veulent.

Silence : *Dans les questions que l'on relève dans les articles déjà parus, il y a la question du "libéralisme" des SEL qui échappent aux contraintes sociales traditionnelles. Quand des personnes vieillissent, sont malades... et ne peuvent plus répondre à la demande d'échange, avez-vous réfléchi à une solution ?*

François Terris : Dans certains SEL anglais, il a été mis en place des caisses de solidarité, avec des cotisations volontaires : ceux qui le veulent, peuvent y placer des grains de SEL ou un appel peut être fait quand un cas concret se présente. D'autres ont mis en place un compte débiteur qui se creuse quand c'est nécessaire et qui rémunère ceux qui rendent un service à une personne qui ne peut faire face à l'échange. Cela nécessite de discuter à l'avance comment cela fonctionne. Le SEL de Westminster, en Angleterre, s'occupe ainsi de gens dans un hôpital. En fait, il y a plusieurs systèmes qui existent : cotisation volontaire, caisses de solidarité... C'est l'histoire des assurances et des mutuelles qui réapparait. Pour le moment, c'est volontaire, mais par la suite, cela pourrait devenir obligatoire. En Ariège, cela a été discuté, mais pour le moment, cela n'a pas été mis en place.

Silence : *Denis Clerc termine son article en disant que l'Etat pourrait prendre exemple sur les SEL pour relancer la consommation locale. Avez-vous réfléchi au fait que l'Etat pourrait vous couper l'herbe sous les pieds ?*

François Terris : Cela s'est fait en Australie, au niveau de municipalités. Certaines ont repris l'idée en créant des monnaies locales valables uniquement sur la commune. Il y a eu des accords entre les SEL et les municipalités et les chômeurs sont invités par

l'ANPE locale à rejoindre un SEL pour éviter l'exclusion. En France, pour le moment, on a énormément de demandes d'administrations et d'associations qui travaillent sur les questions de solidarité, de la part des assistantes sociales, des cellules d'insertion... mais lorsque cela se traduit par le lancement d'un SEL, ils ont compris que cela ne marche pas si le SEL est géré par des administrations. Le SEL ne marche que si les gens s'y investissent eux-mêmes directement.

Silence : *Denis Clerc montre également les limites vis-à-vis du domaine industriel. Une réflexion a-t-elle lieu sur ce sujet ?*

François Terris : Je suis allé faire une intervention à Longo Maï (5). Il y avait là un Africain qui tissait des tissus de toutes les couleurs, magnifiques. Le métier à tisser tenait dans une petite valise de rien du tout. Il avait sa navette, son peigne et tout le reste était fait avec des bouts de ficelles et des bouts de bois. Il tissait des choses extraordinaires avec ça. C'est un savoir extraordinaire : il a créé une petite entreprise en Afrique qui emploie une trentaine de personnes qui font des tissus avec rien. Quand on voit la taille des métiers à tisser, ici, chez nous, qui font 40 mètres de long et qui coûtent des dizaines de millions de francs, on peut engager une réflexion qui va très loin. Dans la brochure que tu m'as envoyée, *"Du chômage à l'autonomie conviviale"*, j'ai trouvé extraordinaire l'article sur le pot de yaourt où on voit qu'il faut parcourir des milliers de kilomètres pour produire un pot de yaourt : comment ne pas penser que l'on peut faire plus simple au niveau local ?

J'ai un autre exemple dans notre région : deux agriculteurs se sont installés en zone de montagne. Un a acheté une paire de vaches, l'autre un tracteur suisse spécial montagne. Honnêtement, je crois que la paire de vaches fait plus de travail que le tracteur. Cela pose la question du choix du mode de traction. Il y a beaucoup de réflexions à mener là-dessus. C'est vrai que les vaches, il faut s'en occuper toute l'année. Mais si on fait le calcul au niveau de l'énergie, les vaches marchent avec une énergie renouvelable et locale, respectueuse de l'environnement. Il y a de nombreux procédés que l'on pourrait revoir. A la limite, pourquoi ne pas recréer une nouvelle forme d'industrie. On y réfléchit. Par exemple dans la construction des maisons. Certains envisagent de développer les techniques du bois cordé par exemple (6).

Les SEL ouvrent de très nombreuses pistes. Le prochain stade est de voir comment il peut être créateur d'activités.

Silence : *Comment faire que cette réflexion dont tu m'entretiens se répercute avec les autres SEL, pour qu'il y ait un "mouvement" ?*

François Terris : Il y a la tentation, quand on réfléchit à une création d'activités d'ordre plus industriel de réfléchir à un réseau inter-SEL pour atteindre la taille adéquate. Une réflexion dans cette direction est actuellement en cours dans un SEL de Saint-Quentin, en région parisienne. Mais là, la Banque de France nous a prévenus que tant qu'un SEL reste local, ça ne les concerne pas, mais que si l'on met en place des échanges au niveau national, elle considérerait alors qu'il y a mise en place d'un système bancaire en contradiction avec son monopole et qu'elle interviendrait.

En Angleterre, il existe des entreprises de location de matériel qui fonctionnent de manière interne dans des SEL. Mais cela reste au niveau local. Il y a des tas d'initiatives - toujours au niveau local - qui ont eu lieu en Angleterre... par contre, ils n'avaient jamais pensé à faire un marché comme nous le faisons ici. Il reste encore beaucoup d'expériences à essayer.

Entretien réalisé par
Michel BERNARD

(5) Longo Maï est une communauté située près de Forcalquier, dans les Hautes-Alpes. Elle a été présentée dans le n°192-193 de Silence.
(6) La technique du bois cordé a été importé du Québec par le Biolopin. Pour en savoir plus, voir article dans le hors-série de Silence "Les métiers de l'écologie".

NOUVEAUX SEL

Voici un complément à la liste parue dans notre numéro de novembre. 42 SEL de plus créés entre le 1er octobre et le 20 novembre.

06 - Alpes-Maritimes
• Sel c/o Robert Petit-Bon
8 av. Winton Churchill
06190 Roquebrune
Cap Saint-Martin
04 93 35 44 66
07 - Ardèche
• Sel des pays des Vans,
Rue du quai
07140 Les Vans
04 75 37 27 86
09 - Ariège
• Sel Couserans,
Alain Galifet, Astien,
09800 Engomer
05 61 04 65 94
11 - Aude
• Sel de la Terre
Hélène Mousty
2 rue Cathare
11300 Limoux
04 68 31 05 90
13 - Bouches-du-Rhône
• Dominique Boucher,
24 rue Ferrari
13005 Marseille
17 - Charente-Maritime
• Sel 17, Bertrand Aubert
1 rue Burgaud Desmarest
17100 Saintes
18 - Cher
• Pas seuls en Sel
Pascal Bureau,
15 bis rue des Plantes
18230 Saint-Doulchard
02 48 70 23 06
22 - Côte d'Armor
• Sel du Tregor
Françoise Cornuejols
Coat Meurieu Trezelan
22140 Begard
02 96 45 30 60
• Sel d'Argoat
Stéphane Brient
22200 Gwengamp
02 96 43 82 75
26 - Drôme
• SEL c/o Jacques Grand
Salengros,
Quartier du Mess
26700 Pierrelatte
• Système organisé de solidarité, Daniel Borrel
11 chemin de la chaîne
26200 Montélimar
04 75 01 09 70
29 - Finistère
• Sel Saint Riwal
Hervé Queré
02 98 81 47 30
• Sel de Brasparts
Janine Queré
02 98 81 47 97
• Sel Morlaix
Charles Frère
29210 Morlaix
02 98 88 09 54
• Sel de Botmeur
Yvonne ollivier
29218 Botmeur
02 98 99 62 97
• Sel Koad Kranou
Lucette Grall
02 98 81 04 57
32 - Gers
• Selavi c/o Jean Kruger,
32140 Arrouède
05 62 66 15 01
33 - Gironde
• Sel Quartier St-Michel
Pascal Memes
46 rue Miqueu
33000 Bordeaux
05 56 52 72 90
• Sel de la Ruche
Claire Proriol
Mairie 33730 Balizac
05 56 25 36 95
34 - Hérault
• Sel des Vallées de l'Orb et du Jaur
Dominique L'Horset
Le Pin, 34390 Vieussan
04 67 97 74 30
35 - Ille-et-Vilaine
• Sel, Claire Cartieaux
35600 Redon
02 99 71 19 35
39 - Jura
• Sel, Agnès Lazzarotto
1 Montée Princières
39000 Lons-le-Saulnier
03 84 43 36 57
40 - Landes
• Sel 40, P. Mocquery
6 rue du Mal Bosquet
40000 Mont-de-Marsan
05 58 75 40 79
42 - Loire
• Sel Roanne, Gilbert Ortacharenco
Péniche Danton,
L'herminier
42300 Roanne
04 77 67 65 07
• Sel, Frédérique Gueret
Le Branchet, le Bourg
42430 Champoly
04 77 65 15 75
44 - Loire-Atlantique
• Sel, Sophie Chartier
3 route d'Aune
44570 Trignac
02 40 90 34 49
• Soleil en Partage
Eric Landreau
La Richerais
44850 Mouzeil
02 40 97 26 39
54 - Meurthe-et-Moselle
• Sel Mirabelle,
Martine Bourdon
54210 Tonnoy
03 83 26 63 46
59 - Nord
• Sel Nord,
Brigitte Delcroix
15 rue du 145e RI
59600 Maubeuge
03 27 64 39 70
60 - Oise
• Sel de Tracy, Son Jack,
5 rue de Choisy
60170 Tracy-le-Mont
03 44 75 25 60
63 - Puy-de-Dôme
• Sel d'Ambert,
Joël Gadras, Charbaud
63600 Saint-Perreol des Cotes
04 73 82 15 17
67 - Bas-Rhin
• Sel, Saïd Omidi
42 rue Perthois
67100 Strasbourg
03 88 65 91 28
77 - Seine-et-Marne
• Sel,
Dominique Monniote
7 rue Berthier
77140 Nemours
01 64 28 83 63
• Sel, Gilbert Zatdman
5 allée Buffon
77610 Fontenay
Tresigny
01 64 25 99 42
80 - Somme
• Sel, ass. de chômeurs
Catherine Thierry
17 bis rue A. Jovelet
80780 Saint-Léger les Domart
03 22 39 10 65
81 - Tarn
• Sel de l'Avie,
David Boukobza
Centre social
81000 Albi
05 63 54 28 36
• Troc-Sel,
Marie-Claude Bouyssière
54 rue Saint-Jean
81100 Castres
05 63 71 07 97
84 - Vaucluse
• Sel en Durance
161 rue Résini
84120 Pertuis
87 - Haute-Vienne
• Sel Haute Vienne
Jean-Luc Guimbretière
Le Grand pic
87330 Bussière Boffy
05 55 68 41 77
92 - Hauts-de-Seine
• Sel, Tania Dupin
Centre Smetana
8, place Chabane
92130 Issy-les-Moulin.
01 47 36 24 67
95 - Val d'Oise
• Sel Cergy Pontoise
René Ballaguy
12 du Cmt Cousteau
95000 Boisemont
01 34 42 30 27
97 - La Réunion
• Selavi,
Maurice Benizri
00 262 26 63 66

PALESTINE-ISRAEL : L'HEURE DE VERITE ?

Le 29 mai 1996 eurent lieu en Israël des élections qui donnèrent le pouvoir des Travaillistes au Likoud et à ses partenaires religieux. Le nouveau premier ministre Netanyaou a défini la politique qu'il entendait mener par trois **non** et un **oui** : non au retour du Golan à la Syrie, non à l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, non à Jérusalem-Est comme capitale de cet Etat, oui à l'élargissement des implantations juives en Cisjordanie.

Pour comprendre pourquoi le processus de paix entre Israël et la Palestine s'enlise, il est nécessaire de se rappeler comment fonctionne l'Etat d'Israël.

Une telle politique n'est que la continuation de celle que les puissances occidentales destinaient au nouvel Etat : transformer, par l'intermédiaire d'Israël, le territoire de Palestine en principale base stratégique des puissances occidentales au Moyen-Orient, pour exploiter sans accroc le pétrole arabe. On peut constater que les revenus de centaines de milliards de dollars annuels de cette exploitation, au lieu de permettre aux 300 millions d'habitants du monde arabe de s'émanciper et de sortir de leur misère, vont s'investir en Occident et renforcer sa puissance.

L'existence d'Israël détruit aussi l'unité territoriale du monde arabe s'étendant de l'Atlantique au Golfe Persique. Israël a été et continue à être un des principaux facteurs qui entravent la création des Etats-Unis arabes. Israël aide ainsi les puissances occidentales à mettre en œuvre un des principes de l'impérialisme - diviser pour régner.

Maxime Robinson l'avait très bien compris. Il déclarait en 1967 : *"La formation de l'Etat d'Israël sur la terre palestinienne est l'aboutissement d'un processus qui s'insère parfaitement dans le grand mouvement d'expansion européano-américain des XIXe et XXe siècles pour peupler ou dominer économiquement et politiquement les autres peuples... Il s'agit là de faits. Pour ce qui est des termes, il me semble que celui de processus colonial convient assez bien"* (1).

Base stratégique

La transformation de la Palestine en une base stratégique au service des impérialistes occidentaux a été un des principaux leitmotive du mouvement sioniste européen ashkénaze dès sa création : *"Pour l'Europe, nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie (...) Nous demeurions en rapports constants avec l'Europe, qui devait garantir notre existence"* (2)

Dans une lettre adressée en 1914 à Israël Zangwill, Haïm Weizmann proposait l'établissement d'un Etat juif sous dominance britannique, déclarant ouvertement que les Britanniques auraient une base stratégique et les Juifs un Etat.

Après la découverte des plus riches gisements de pétrole de la Planète au Moyen-Orient, la valeur stratégique de la Palestine s'accrût considérablement. Peu après sa fameuse déclaration, qui promettait un pays qui ne lui appartenait pas aux dirigeants sionistes ashkénazes, le ministre anglais Lord Balfour s'exprimait ainsi : *"Peu importe le système mis en œuvre pour que nous conservions le pétrole du Moyen-Orient, mais il est essentiel que ce pétrole demeure accessible"* (3).

En 1978, le Président Richard Nixon déclarait : *"Toute l'économie industrielle de l'Occident dépend aujourd'hui du pétrole et toute la machine militaire de l'Occident marche au pétrole. Contrôler l'acheminement du pétrole, c'est contrôler la vie de l'Occident"* (4).

James Reston a judicieusement défini le rôle d'Israël dans la politique globale de l'Occident : *"Le Moyen-Orient, avec ses vastes réserves pétrolières et sa localisation stratégique, est d'un intérêt "vital", non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour l'Alliance Atlantique et le Japon. Israël est une base irremplaçable pour la protection d'une des régions stratégiques les plus importantes de la Planète. C'est pourquoi la sécurité d'Israël est d'un "intérêt vital" pour les Etats-Unis. C'est le principal allié des Etats-Unis au Moyen-Orient"* (5).

Dan Tolkovsky, ancien combattant en chef de l'armée de l'air d'Israël déclarait en 1986 : *"Finalement, pour le meilleur ou pour le pire, que la chose soit reconnue ou ignorée comme un fait de la vie géopolitique, Israël a été le rempart de la stratégie des positions des Etats-Unis au Moyen-Orient depuis 1950. Si Israël et Tsahal* (armée israélienne) *n'avaient pas existé,*

(1) Robinson M. *"Les Temps modernes"* n°253 bis, 1967, p.17-88.
(2) Theodor Herzl, *"L'Etat juif"*, 1ère édition en 1897, Editions de l'Herne, 1969, p45.
(3) Kimhe John, *"Palestine ou Israël"*, Ed. Albin Michel, 1973, p.237.
(4) Richard Nixon, *"La vraie guerre"*, Ed. Albin Michel, 1978, p.110.
(5) James Reston, International Herald Tribune, 16 janvier 1989.

l'Union Soviétique aurait probablement étendu sa sphère d'influence directe tout le long de la rive orientale du Canal de Suez depuis bien longtemps" (6).

Pour les Etats-Unis, Israël est un porte-avion insubmersible, capable de mobiliser 600 000 hommes pour la défense des intérêts pétrolifères américains au Moyen-Orient.

Israël aspirait à être et est devenu, contre une rente mercenaire de plusieurs milliards de dollars annuels, un Etat défendant les intérêts occidentaux dans le Moyen-Orient pétrolifère. Depuis sa création, il a reçu des seuls Etats-Unis plus de 100 milliards de dollars courants, équivalant à plus de 200 milliards actuels.

Malgré cela, Joseph Luns, ancien Secrétaire général de l'OTAN dans les années 80, considérait Israël *"comme le mercenaire le moins coûteux que la Planète ait jamais connu"* (7). Il se référait certainement au coût du maintien au début des années 80, avant l'effondrement de l'URSS, d'une force américaine de 100 000 hommes en Allemagne, qui coûtait au contribuable américain 130 milliards de dollars annuels.

Le mythe des rescapés de l'Holocauste

L'Occident a avancé l'idée que les Juifs ashkénazes d'Europe et d'Amérique et les Juifs du monde arabe et musulman forment un même peuple.

Les Polonais slaves et les Italiens latins de religion catholique, soumis à la papauté de Rome, ayant le latin comme langue liturgique, ne se sont jamais considérés comme formant un même peuple. Mais dès qu'il s'agit de la main-mise sur les ressources pétrolières du Moyen-Orient, toutes les absurdités ethniques et culturelles sont acceptées par l'opinion publique occidentale.

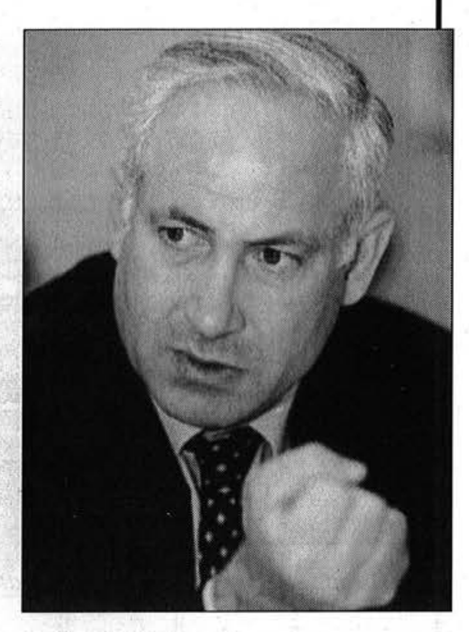
Dans son éditorial du 3 mai 1987, le grand quotidien israélien "Haaretz" écrit *"Les politiciens du monde chrétien ont cru les dirigeants sionistes qui leur déclaraient que tous les Juifs de la diaspora formaient un seul peuple. Mais pratiquement, nous devions fournir, à eux et à nous.mêmes, des arguments acceptables pour justifier cette déclaration"*.

Pour l'opinion publique occidentale, la population d'Israël comprend surtout des Juifs rescapés de l'Holocauste hitlérien. C'est une erreur fondamentale. La majorité des Juifs qui peuplent actuellement Israël sont des indigènes du monde arabe et musulman allant de l'Atlantique au Golfe Persique, de confession juive. Cette population n'est pas différente de celle du monde qui l'entoure. A part une minorité de colonisateurs ashkénazes d'origine européenne, la majorité de la population d'Israël fait partie de la population indigène de la région. C'est l'ex-premier ministre Yitzhak Shamir lui-même qui l'affirme : *"Contrairement aux perceptions communes, la plupart des immigrants israéliens n'étaient pas les survivants de l'Holocauste, mais des Juifs des pays arabes, indigènes à la région... Environ 800 000 d'entre eux sont venus en Israël, et actuellement plus de la moitié de la population d'Israël est originaire du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord"* (8).

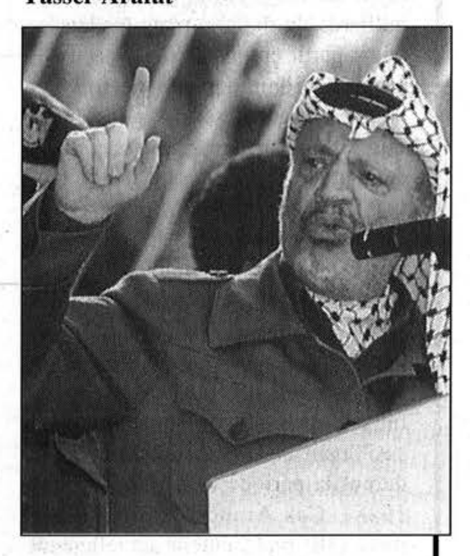
Ces Juifs arabo-orientaux ne sont pas venus s'établir en Israël de leur propre gré, mais y ont été transférés après 1950, par tous les moyens possibles, pour parer le fait que les 11 millions de Juifs ashkénazes de la Planète ne venaient pas s'y établir. A aucun moment de la courte histoire du sionisme, les Ashkénazes, créateurs de ce mouvement, n'ont considéré le million de Juifs sépharades des Balkans, ceux originaires des pays arabes et autres pays musulmans du Moyen-Orient comme faisant partie de la "nation juive" telle qu'ils la concevaient.

En 1942, sous l'influence d'agents nazis, des pogroms éclatèrent en Irak faisant des centaines de tués et de blessés et des milliers de sans-abri. Les rescapés demandèrent à l'Agence Juive de les aider à venir en Palestine. Ils se heurtèrent à un refus total. En septembre 1948, le Ministère de l'intérieur du nouvel Etat d'Israël décide d'arrêter toute immigration de Juifs arabo-orientaux, déclarant : *"il y a lieu de répéter que c'est pour résoudre le problème des Juifs d'Europe qu'Israël a été créé"*.

Mais au lieu des millions d'Ashkénazes que Ben Gourion et Weizmann s'attendaient à voir venir peupler le nouvel Etat établi en 1948, seuls 160 000 rescapés du nazisme arrivèrent jusqu'en janvier 1950, la plupart ne vinrent alors que parce que tous les autres pays ne voulaient pas les recevoir.



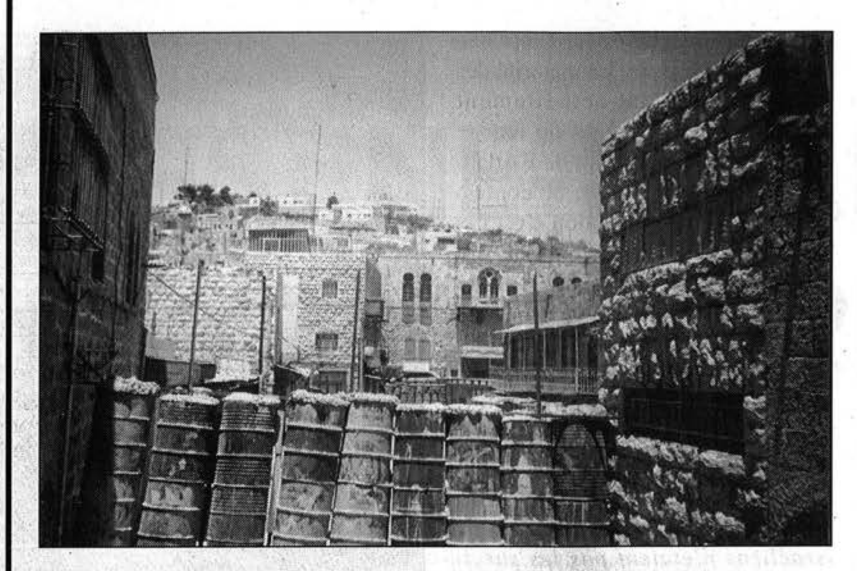
Benjamin Netanyahu
Yasser Arafat



L'avenir du nouvel Etat était en jeu. Le seul "matériau humain" disponible qu'on pouvait transférer en Israël sans lui demander son avis étaient les Juifs du monde arabe et musulman. Ces Juifs, méprisés tout autant que les Palestiniens, étaient indésirables mais indispensables. On les obligea à s'expatrier en utilisant tous les moyens, même criminels. Le mépris de ces Juifs était tel que même en 1977, trente ans après la création d'Israël, l'ancien chef d'Etat Major Morcedaï Goor déclarait que trois générations seraient nécessaires avant que les Juifs arabo-orientaux puissent se mesurer intellectuellement aux Ashkénazes originaires d'Europe.

L'Imam du Yémen fut comblé d'or et de cadeaux pour laisser ses Juifs partir. Israël signa en 1950 un traité secret avec Nouri Saïd, le dictateur de l'Irak. Les diri-

(6) International Herald Tribune, 5 juin 1986.
(7) Haaretz, 16 janvier 1989.
(8) Yitzhak Shamir, *"Israel at 40 : looking back, looking ahead"*, Foreign Affairs, America and the World, 1987/8, p.574.



Hébron : *rue fermée pour isoler les Palestiniens* (juin 89)

geants irakiens s'empareraient des biens de leurs Juifs, estimés à des milliards de dollars, mais les laisseraient partir en paix. Comme ceux-ci ne se décidaient pas à partir, des bombes furent posées par des émissaires sionistes dans des synagogues de Bagdad, les poussant à fuir (9). Un traité avec la France, avant l'expédition de Suez en 1956, permit à Israël d'organiser l'émigration des Juifs d'Afrique du Nord, méprisés autant que les Palestiniens. On les dénommait marocains-couteau. Ils étaient moins de 1000 lorsque Israël fut créé en 1948. Un "numerus clausus" avait été instauré à leur venue durant la période mandataire (avant 1948). Ces Arabes de confession juive (10) représentent actuellement la plus forte communauté juive de l'Etat d'Israël. Ils sont, avec leur deuxième et troisième génération, près d'un million.

Sur la base des déclarations de Shamir et les données statistiques israéliennes, on peut affirmer, qu'en 1996, la population de l'ex-Palestine mandataire est très majoritairement une population arabe de confessions diverses. Elle comprend près de 7 millions de Palestiniens de confession musulmane, chrétienne, druze ou autre, dont 3,5 millions sont des Palestiniens autochtones que les dirigeants sionistes n'ont pas réussi à expulser, et les autres Palestiniens réfugiés vivant dans les pays limitrophes. A ces Palestiniens autochtones, il y a lieu d'ajouter les 2,5 millions de citoyens originaires du monde arabe et musulman de confession juive. Ces deux populations cumulées représentent actuellement 82 % de la population d'Israël.

(9) rapporté dans "Haolam Haze" (en hébreu) du 20 avril 1966 et du 1er juin 1966 et repris dans le livre de Y. Meir *"Les enfants du désert"*, Tel-Aviv, 1973.
(10) voir Mordecaï Soussan, *"Moi, Juif arabe en Israël"*.
(11) Journal de Genève, 25 août 1994.

L'échec total du mouvement sioniste

Démographiquement, la population d'Israël est celle d'un pays arabe de confessions musulmane, juive, chrétienne, druze ou autres, politiquement dominé par une minorité de 2 millions de colonisateurs ashkénazes d'Europe et d'Amérique, fondateurs de l'Etat, détenteurs de tous les pouvoirs.

Cette dernière population est décroissante et vieillissante. Elle se réduit d'année en année par suite de l'accroissement de décès des colons européens et par l'émigration d'une forte proportion de leurs jeunes, après leur service militaire, vers les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Leur faible natalité est compensée en partie par les familles nombreuses des plus de 100 000 séminaristes, qui se marient très jeunes.

L'échec du mouvement sioniste dans sa volonté de transformer la Palestine en colonie européenne de peuplement est total. La population palestinienne a décuplé en 80 ans, passant de 600 000 en 1917 à environ 7 millions aujourd'hui. Seule la croissance annuelle des Juifs arabo-orientaux, dont 80 % sont des Arabes de confession juive, permet de ralentir l'importance relative de la population palestinienne.

Pour tenter de lutter contre cette évolution, les dirigeants ashkénazes ont dû se résigner à permettre l'immigration d'autres citoyens : Falashas d'Ethiopie, puis Falashmoras (des Falashas christianisés). Cela ne suffisant pas, des recherches sont en cours dans le Sud-Est asiatique pour chercher les descendants des dix tribus perdues d'Israël. La misère dans ces régions est telle que des millions d'Indiens se déclarent descendant de ces tribus ! L'ambassade israélienne de New-Delhi croule sous les demandes pour bénéficier de la Loi du Retour. Kiriat Arba, ville juive orthodoxe satellite d'Hébron en a déjà accueilli quelques dizaines (11). Tout ceci vise à empêcher les plus de trois millions de Palestiniens en exil de revenir dans leur patrie. Le tableau suivant, basé sur les statistiques officielles, souligne l'échec total du mouvement sioniste dans sa volonté de créer une colonie de peuplement européenne en Palestine.

La venue entre 1989 et 1992 de 400 000 immigrants de l'ex-Union Soviétique n'a eu aucun effet sur la croissance naturelle des Ashkénazes d'Israël. Ceci a accru le nombre des naissances de 1200 personnes par an... mais le nombre de décés de 4200 par an ! Le Ministre du travail Ora Namir l'explique ainsi : un tiers des immigrants sont des vieillards, un tiers des gens malades nécessitant des soins, et le dernier tiers des familles brisées. A cela s'ajoute le fait que beaucoup de jeunes immigrants soviétiques réémigrent vers les Etats-Unis et les autres pays occidentaux.

Le tableau ci-contre montre que le nombre de décès des Juifs ashkénazes atteint déjà 80 % du nombre des naissances. Les générations de ces Juifs venus avant 1948 sont en train de disparaître, tandis qu'une forte proportion de leur progéniture a émigré.

(en milliers de personnes)	1988			1992		
	Naissance	Décés	Croissance	Naissance	Décés	Croissance
Juifs ashkénazes	27,2	18,0	9,2	28,4	22,6	5,8
Juif arabes orientaux	46,4	8,1	38,3	50,8	8,4	42,4
Palestiniens en Israël			80,4			115,0
Palestiniens diaspora (estimation)			100,0			120,0

(source : SAI of Israel, 1989 et 1994)

Pour parer à cela, les dirigeants d'Israël, qu'ils soient travaillistes ou du Likoud, ont encouragé le développement de séminaires religieux. Les séminaristes, qui ont comme principale activité l'étude des textes religieux, vivent sur les deniers de l'Etat, se marient très jeunes, et élèvent des familles nombreuses. De moins de 10 000 en 1948, ils dépassent aujourd'hui les 100 000. Ce sont eux qui vont peupler les implantations religieuses de la Cisjordanie et accroître la population de Jérusalem.

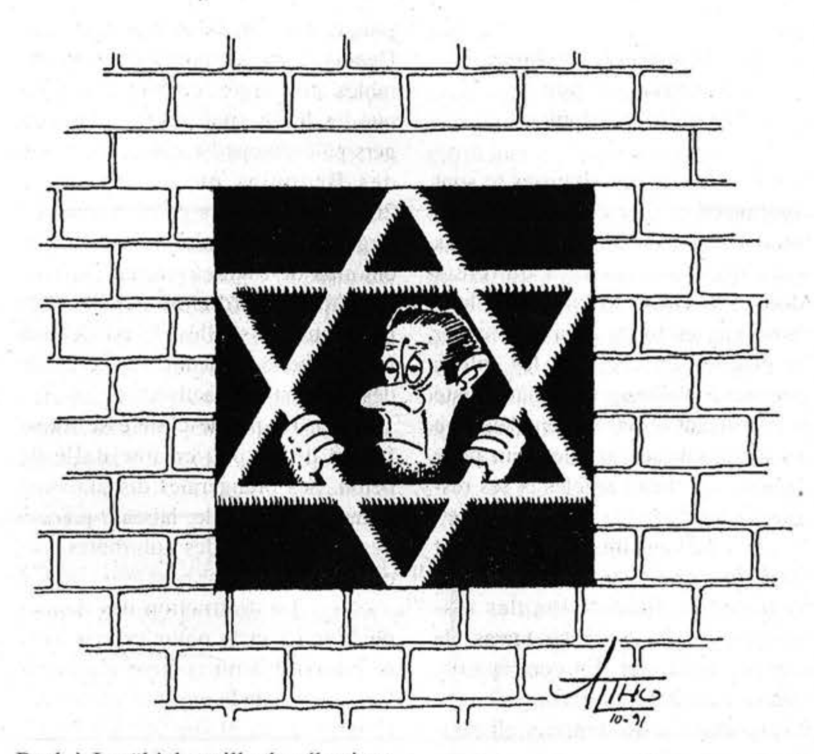
Une partie de ces séminaristes, étudiant dans les "séminaires d'arrangement" (avec Tsahal) vont renforcer le nombre d'officiers portant calotte (signe de leur foi). Malgré le fait que le Parti National Religieux ne détienne que 8 % des sièges à la Knesset, les officiers portant calotte forment un tiers des cadres de Tsahal. Leur nombre augmente régulièrement du fait du départ à l'étranger des officiers de réserve.

Israël, démocratie sous perfusion occidentale

Compte tenu du rôle stratégique que les Américains confient à Israël, cet Etat ne pourra jamais être une vraie démocratie. Ce n'est pas à des Juifs arabo-orientaux majoritaires que les Américains vont confier la défense de leurs intérêts pétroliers au Moyen-Orient, et surtout fournir les milliards de dollars annuels de rente mercenaire. Comme le déclarait Vladimir Jabotinski, le père spirituel du Likoud, seul un *"peuple étranger à la région"* est à même de défendre les intérêts des puissances occidentales. Seuls les Juifs d'Europe et d'Amérique inspirent confiance à l'oncle Sam.

Le financement par l'Occident de sa base Israël, mini-puissance nucléaire, est supérieur à celui qu'il consacre aux quatre milliards d'habitants des pays du Tiers-Monde.

En 1994, Israël a reçu 3 des 13,5 milliards de dollars de l'aide américaine réservée au Tiers Monde, avec en plus un crédit de près d'un milliard pour pouvoir acheter des avions F-16 capables de transporter des engins nucléaires jusqu'en Iran et de revenir. Il a aussi reçu 2 des 10 milliards de crédits étalés sur 5 ans promis en 1992 par le président



Bush à Israël à la veille des élections américaines. A ces 6 milliards d'aide directe s'ajoutent plus d'un milliard provenant de la vente de bons vendus par Israël à la Bourse de New-York, un milliard provenant de la collecte de l'Appel Juif unifié, un milliard des organisations juives orthodoxes, surtout américaines, qui permettent l'accroissement des séminaires militaro-religieux et des implantations juives orthodoxes dirigées par des rabbins fanatiques, responsables moraux de l'assassinat de Yitzhak Rabin ; un milliard et peut-être plus de diverses collectes, telles que celles de l'université hébraïque, le Technion, l'université religieuse de Bar Ilan, où étudiait l'assassin de Rabin, la WIZO, les collectes de la Histadrouth et bien d'autres institutions.

A ces dix milliards de dollars d'aide recensée viennent s'ajouter d'autres capitaux. Plus de quatre milliards investis de 1990 à 1994 par la Mafia russe, d'autres milliards investis par des capitalistes occidentaux voulant se soustraire aux impôts de leurs pays respectifs, les milliards investis en Israël par les différentes mafias du monde, comme les trafiquants de drogue. Il faut ajouter les bénéfices du commerce extérieur, le tourisme qui rapporte à lui seul trois milliards et les rémunérations des militaires et autres experts israéliens qui travaillent à l'étranger. Les entrées en devises par habitant sont sans doute, en Israël, les plus élevées de la Planète.

Dépossession des Palestiniens

Parallèlement, les Palestiniens se sont vus peu à peu déposséder de presque toutes leurs terres arables et de leurs eaux. Ces dernières années, les dirigeants sionistes ne leur fournissent même plus de travail manuel, pratiquement leur seule source de revenus. Ils ont été remplacés par des ouvriers du Tiers Monde. Ces ouvriers légaux ou illégaux seraient, d'après le ministre Avigdor Kahalani, 300 000 (12). Plus d'un million de Palestiniens, citoyens d'Israël sont confinés à des travaux manuels. Parmi les 2,5 millions de Palestiniens des Territoires occupés, quelques dizaines de milliers se voient accorder de temps à autres par les autorités militaires, un permis de travail.

L'aide internationale reçue en 1996 par les 7 millions de Palestiniens aurait été, d'après Nabil Shaat, de 140 millions de dollars contre 1,35 milliard promis par les puissances occidentales (13). Cela représente, à titre de comparaison, moitié moins que ce que dépensent les touristes israéliens chaque été en Europe.

Les dirigeants israéliens espèrent que les Palestiniens sous occupation coloniale, sans terres, sans eaux, sans travail, n'aient bientôt d'autre choix, pour survivre, que de s'expatrier de leur terre natale, de leur propre gré.

(12) Radio J, 17 septembre 1996.
(13) Radio J, 26 août 1996.

Les désastres écologiques provoqués par la politique sioniste

Les colons sionistes se sont comportés en Terre Sainte comme tous les colons européens venus s'établir dans un pays du Tiers Monde. Si en Amazonie ces colons détruisent les forêts pour en chasser les peuples amérindiens, les colons sionistes ashkénazes ont déjà dévasté et continuent à détruire en Palestine les deux sources de vie d'un pays agraire : ses terres arables et ses ressources aquifères.

Les colons sionistes ont établi un record du rythme de destruction, de dilapidation des ressources, de pollution des terres, de l'eau et de la mer. En contrepartie, cela se traduit par un record mondial d'importation de denrées alimentaires par habitant. Ces importations sont financées par les milliards de dollars annuels américains.

L'opinion publique occidentale, influencée par la propagande sioniste, pense que ces "pionniers" ont transformé un pays à agriculture retardataire, la Palestine, en un Paradis sur Terre. La vérité est autre.

L'établissement de l'Etat d'Israël a eu comme conséquence l'arrêt du développement agricole sans précédent mis en place par les fellahs palestiniens durant la période mandataire et le début de la désertification de la Terre Sainte.

La Palestine a vu durant les 30 ans de régime britannique se produire deux phénomènes opposés. D'un côté, la mise en jachère des terres palestiniennes les plus fertiles achetées par des organismes juifs aux effendis. Ces terres étaient destinées à "une future colonisation". D'un autre côté, l'obligation pour les fellahs chassés de leur terre, pour survivre, d'aller défricher des terres dites incultivables.

En 1917, la surface des terres arables de la Palestine était inférieure à 700 000 hectares. En 1994, grâce au travail de défrichement massif des terres montagneuses et désertiques réalisé par les fellahs, elle s'étendait sur 920 000 hectares.

Mais en un demi-siècle, les colonisateurs sionistes ont réussi à détruire environ la moitié de ces surfaces arables. Les vergers en terrasse furent remplacés par des forêts de pins d'Alep du Fond National Juif. Depuis quand les pins sont-ils préférables aux vergers de fruits ? Depuis que les forêts sont juives et les vergers palestiniens ! Le Néguev, patrie des Bédouins qui y cultivaient 200 000 hectares et élevaient de larges troupeaux, s'est transformé en champs de manœuvre, en espaces militaires interdits aux civils. Les puits ont été scellés. C'est devenu une poubelle nucléaire et une partie des eaux est radioactive.

La plaine côtière se transforme peu à peu en une dalle de béton. Ses orangeraies disparaissant à un rythme rapide, laissant place à des cités jardin, des autoroutes, des espaces de loisirs.

La destruction des nappes phréatiques et la pollution des eaux se poursuit à un rythme alarmant. Les sources de la presque totalité des rivières de la plaine côtière sont à sec. La nappe phréatique de la couche du Pléistocène est à son niveau le plus bas, polluée par les engrais utilisés par le kibboutzim pour la culture du coton et salinisée par les eaux de la mer qui y pénètrent par suite de sa surexploitation. Dans la partie de la bande de Gaza encore occupée par Israël, 5000 colons juifs utilisent plus d'eau qu'un million de Palestiniens. En Cisjordanie, les Palestiniens n'ont droit qu'à une infime partie des eaux de leur nappe phréatique du Turonien-Cénimanien, tandis que les colons intégristes des implantations juives peuvent y puiser à volonté.

Les Palestiniens citoyens d'Israël qui forment 20 % de la population contrôlent moins de 400 km2 de terrain sur les 21 000 d'Israël. Et la main-mise d'Israël ne s'arrête pas à ses frontières. C'est un secret de polichinelle de savoir que la zone occupée du Liban Sud, dite de sécurité, permet à Israël de détourner une partie des eaux de la rivière Litani. L'occupation de cette zone et du Golan permet aussi d'utiliser les eaux des deux sources du Jourdain, le Hatzbani et le Banias, jaillissant au Liban et en Syrie.

Depuis le début des années 60, en contradiction avec les lois internationales, Israël détourne les eaux du Jourdain qui coulait entre la Cisjordanie et la Jordanie, pour les transférer au Néguev. Israël exploite aussi les eaux du Yarmouk, un affluent du Jourdain d'un débit annuel de 700 millions de m3 qui coule entre la Syrie, la Jordanie et la Cisjordanie. Une conduite à contre-courant amène une partie de ses eaux au Lac de Tibériade, qui sert de réservoir principal au transfert des eaux du Jourdain vers le Néguev.

Projections foncières pour 2020

Jusqu'au début des années 80, les dirigeants israéliens envisageaient la possibilité pour Israël d'arriver à une auto-suffisance alimentaire. Cet objectif est maintenant totalement abandonné.

En 1990, le gouvernement israélien créa une commission de 30 spécialistes qui devait préparer un plan directeur pour le développement agricole pour l'an 2020. A la fin de 1994, certaines de ses conclusions ont été rapportées dans la presse : *"Les champs labourés vont presque totalement disparaître. Une partie sera transformée en serres intensivement cultivées. Les kibboutzim ne seront plus des enclaves agricoles. La plus grande partie de leurs revenus viendront de l'industrie et du tourisme. Toutes les fermes des moshavim ne seront plus des entités agricoles et disparaîtront, pour être transformées en communautés suburbaines ou implantations urbaines. Les moshavim des Juifs orientaux de la Galilée subsisteront, mais vivront du tourisme"* (14).

L'objectif final de ce plan est clair. Détruire totalement les quelques surfaces arables existant encore en Terre Sainte, afin que les Palestiniens ne puissent jamais prétendre à un Etat souverain.

Afin de limiter au minimum les terres cultivées par les Palestiniens de la Cisjordanie que Tsahal n'a pas réussi à expulser, les autorités israéliennes accroissent chaque année les champs de manœuvre militaire, les surfaces des forêts du Fond National Juif plantées sur des champs et des vergers palestiniens, les Réserves naturelles, les parcs archéologiques, les espaces verts d'activités de loisir. L'architecte Arieh Rahamimoff, membre de la commission sus-mentionnée déclare : *"Il y aura plus de terrains de golf, des country-clubs et autres espaces similaires. Les Israéliens auront plus de temps pour leurs loisirs, et auront besoin d'espaces assurant ces besoins"*. Quant aux Palestiniens dépossédés de leurs champs, ils pourront crever de faim ou s'expatrier.

(14) "The Jerusalem Post", édition française, 7-13 décembre 1994.

Un autre moyen utilisé par l'establishment israélien pour mettre la main sur les terres arabes est le surdéveloppement du réseau routier. Un de leurs derniers projets est la construction d'une autoroute allant du Nord au Sud, qui sera en grande partie construite sur les 400 km2 de terres agricoles du million de Palestiniens d'Israël. En Cisjordanie, la création d'un réseau routier reliant les implantations juives est encore un moyen pour dépouiller les Palestiniens de leurs champs et vergers. Ces routes jouent aussi un autre rôle : isoler les villages Palestiniens voisins l'un de l'autre, en défendant aux Palestiniens de les utiliser.

Ayant occupé presque toutes les terres arabes de la Palestine et s'étant octroyé les réserves en eaux douces, on aurait pu s'attendre à un développement agricole sans précédent d'Israël. Il n'en est rien : on ne s'improvise pas paysan. L'alimentation est donc assurée par les bateaux qui arrivent quotidiennement aux ports de Haïfa et Ashdod.

Moïse Saltiel estime, dans sa thèse, qu'en 1987, la surface des terres de la Planète nécessaires à assurer les besoins alimentaires d'Israël s'étendraient sur un million d'hectares, presque trois fois la surface cultivée en Israël (370 000 ha). Environ 600 000 hectares supplémentaires sont nécessaires pour les autres produits à base de bois (15). En 1996, ces importations sont plus importantes, mais les statistiques officielles ne communiquent plus ce genre de données.

La tragédie des Juifs d'Europe

Les idéologies contrecarrant l'épanouissement de l'humanité sont sources de terribles tragédies humaines. On l'a vu avec le nazisme en Allemagne, ou le fascisme en Argentine. Mais pour Ben Gourion et les autres dirigeants sionistes, la création d'un Etat juif était de beaucoup plus importante que la lutte contre l'Hitlérisme ou la survie des Juifs de la diaspora. Ils considéraient les "pionniers juifs" comme du "matériau humain" qui, comme des capitaux, les aideraient à établir l'Etat juif. Le sort des autres Juifs ne les intéressait pas.

Les dirigeants sionistes sont responsables de trois tragédies humaines : celle des Juifs d'Europe pendant l'Holocauste, celle des Juifs arabo-orientaux, celle des Palestiniens.

Aux Juifs d'Europe, les dirigeants sionistes, premiers collaborateurs avec le nazisme à partir de 1933, ne laissaient à cette époque d'autre choix que la Palestine ou la mort. Les dirigeants sionistes n'étaient intéressés que par l'immigration de leurs jeunes en vue de la création de l'Etat juif.

Lorsqu'en 1933, des familles de Juifs allemands demandèrent à Ben Gourion de les aider à s'installer en Palestine, il refusa catégoriquement, déclarant : *"le sionisme n'est pas un organisme philantropique. Ce dont nous avons besoin, ce sont des pionniers"*. Puis en 1938, en pleine expansion du nazisme, il ajoutait : *"Si je pouvais sauver tous les enfants juifs d'Allemagne en les transférant en Angleterre, ou seulement la moitié en les transférant en Eretz Israël, je choisirais la seconde solution"*.

A. Hertglass, qui fut plus tard Directeur général du Ministère de l'Intérieur d'Israël, soumit en 1944 un mémorandum secret aux dirigeants de l'Agence Juive, spécifiant que ce texte ne devait en aucun cas tomber entre les mains des antisionistes qui faisaient partie du Comité de sauvetage des Juifs sous occupation nazie. En voici quelques extraits : *"Je sais bien que la présentation du problème comme suit est cruelle, mais je dois affirmer, que si nous avons la possibilité de ne sauver que 10 000 Juifs capables de participer à l'édification du pays et à la résurrection de la Nation juive d'un côté, et d'un autre côté la possibilité de sauver un million de Juifs qui seront pour nous une charge, et dans le meilleur des cas un élément indifférent, nous devons retenir et ne sauver que ces dix mille Juifs, et ce malgré les protestations et les atermoiements du million... Nous devons, par manque de choix, renoncer à sauver l'élément destructeur"* (16).

Cette politique fut suivie à la lettre par le dirigeant sioniste hongrois Rudolf Kastner. En juin 1944, en échange de deux trains de "pionniers" que la Gestapo laissa partir vers la Suisse, Kastner cacha à des centaines de milliers de Juifs hongrois qu'on les transférait vers les camps de la mort.

Pour établir leur Etat, même après la fin de la guerre en 1945, les Sionistes étaient prêts à commettre tous les crimes possibles. Durant la guerre de 1956 contre l'Egypte, Tsahal perdit moins de 200 hommes. Durant la Guerre de 6 jours en 1967, qui permit à Israël de quadrupler son territoire, ses pertes s'élevèrent à 600 hommes. Mais en 1948, année de la proclamation de l'Etat, ses pertes s'élevèrent à 6500 hommes !

La raison en est la suivante. Plus de la moitié de l'armée israélienne était composée de jeunes rescapés des camps de concentration nazis, souvent seuls survivants de leur famille et ils n'avaient aucun entraînement militaire. (17). Cette première guerre permit à Israël d'agrandir son territoire des 16 000 km2 fixés par les Nations-Unies à 21 000 km2 et d'occuper toute la partie ouest de Jérusalem.

La tragédie des Juifs arabo-orientaux

Ces personnes arabes de confession juive n'étaient pas destinés à devenir des citoyens à part entière, égaux en droits, mais à fournir aux dirigeants sionistes ashkénazes des ouvriers de bas étage pour l'agriculture, le bâtiment et l'indus-

(15) Moïse Saltiel, *"Sur la Palestine, terre nourricière, Israël, base militaire"*.
(16) Tamar Meroz et Reuven Padatzur, "Haaretz" du 29 avril 1985.
(17) Yedrot Hahronot,"Zemanim moderniim" du 3 mai 1995 (en hébreu).

trie ; des colons pour les terres ingrates délaissées par les kibboutzim ; de la piétaille pour les futures guerres de conquête que Ben Gourion préparait. S'ils forment aujourd'hui 60 % de la population juive d'Israël, le vrai pouvoir reste toujours aux mains des Sionistes ashkénazes.

La tragédie des Palestiniens

Les dirigeants sionistes ont tout mis en œuvre pour essayer de les faire disparaître de la planète. En 1948, 720 000 des 880 000 Palestiniens présents sur le nouveau territoire d'Israël furent déportés hors de ses frontières. En 1967, 300 000 autres subirent le même sort... Mais un demi-siècle après la création d'Israël, force est de constater que rien ne peut arrêter leur prolifération. La purification ethnique mise en place par Israël a échoué. Ce sont les oums (mères) palestiniennes qui, en plus que décuplant le nombre des Palestiniens depuis 1917, ont gagné : la population palestinienne croit 40 fois plus vite que les Ashkénazes créateurs d'Israël !

Lorsque Ytzhak Rabin a opté pour la création d'une entité palestinienne à côté d'Israël, il ne l'a pas fait par magnanimité, mais par réalisme. Il avait déclaré en 1993 : *"Si je pouvais noyer la Bande de Gaza et ses Palestiniens dans la Méditerranée, je l'aurais fait. Mais la chose est impossible"*. C'est la raison qui l'a poussé à signer le 13 septembre 1993 les accords d'Oslo. Ainsi s'est arrêtée l'Intifada déclenchée par les Palestiniens. Cela a permis aux colonisateurs sionistes de continuer leur travail de judaïsation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza durant trois années supplémentaires. Entre temps, la population palestinienne s'est accrue de 750 000 âmes !

Une nouvelle guerre à l'horizon

Pour tout observateur impartial, il est clair que la politique de Netanyaou depuis son élection mène droit à un nouveau conflit. Une telle guerre sera une nouvelle guerre coloniale, où des Israéliens originaires de pays arabes et d'autres pays musulmans, commandés par des officiers ashkénazes, se battront contre des Arabes palestiniens.

Dans cette future guerre, il n'est pas certain qu'Israël aura le dessus. Les engins nucléaires ne peuvent être utilisés sur son territoire sans porter atteinte à sa population. Tsahal, avec son surarmement en armes sophistiquées fournies par les Etats-Unis, est bon pour une guerre conventionnelle contre l'armée d'un pays arabe, mais pas contre des guérilléros. En 1985, il a dû abandonner le Liban-Sud conquis par suite des pertes que lui occasionnaient les combattants du Hetzbollah. En 1993, Israël s'est vu contraint de signer les accords d'Oslo pour arrêter l'Intifada. En 1996, lors de l'opération "Les raisins de la colère", Tsahal a déversé sur le sud du Liban plus de 5000 tonnes de bombes, faisant des centaines de victimes, contraignant 500 000 Libanais à abandonner leurs foyers. Malgré cela, il n'a pas pu venir à bout de 600 à 700 combattants du Hetzbollah. La solution du conflit israélo-palestinien ne peut être militaire.

La création de deux Etats n'est qu'un miroir aux alouettes

La signature par Arafat et Rabin des accords d'Oslo en septembre 1993 à Washington avait donné espoir à ceux qui souhaitaient voir enfin la paix s'établir en Terre Sainte. Durant les trois années écoulées, les dirigeants israéliens en ont profité pour poursuivre les implantations religieuses ; élargir les frontières municipales de la Jérusalem juive, coupant ainsi la Cisjordanie en deux ; développer un réseau routier qui transforme la Cisjordanie en un échiquier à cases arabes ou juives séparées les unes des autres.

Dans l'état actuel des choses, l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza relève de l'utopie. Ce n'est pas sur un territoire de 5900 km2, dont les deux tiers des terres sont occupées par des implantations juives, des terrains militaires, des routes, des entrepôts militaires, sans terres agricoles et sans ressources aquifères ou minières que l'on pourra établir un Etat palestinien, capable d'héberger les 3,5 millions de Palestiniens restés dans ces territoires et environ le même nombre déportés dans les pays limitrophes (18). De plus, l'unité territoriale de la Cisjordanie et de sa capitale, Jérusalem-Est, a été réduite à néant par les trente ans d'occupation israélienne. La colonisation de la vallée du Jourdain isole la Cisjordanie de la Jordanie.

Trois années après les accords d'Oslo, l'autorité palestinienne ne contrôle que moins de 6 % de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, soit moins de 400 km2. A ce rythme-là, il faudrait plus d'un demi-siècle pour libérer ces territoires.

Pour un Etat multinational

La seule solution réaliste en 1996, si l'on ne veut pas que cette région devienne un champ de bataille nucléaire qui transformerait la Terre Sainte en paysage lunaire, est la création d'un seul Etat sur l'ensemble de l'ex-Palestine, un Etat multinational où Juifs ashkénazes, séculiers ou orthodoxes, Juifs arabo-orientaux indigènes, Palestiniens islamistes, chrétiens ou d'autres confessions vivraient côte à côte. Cet Etat hébergerait les 3,5 millions de Palestiniens encore présents, les 3 millions vivant à l'extérieur, les 2,5 millions d'Israéliens descendant des communautés orientales, soit 82 % de la population, le reste étant les 2 millions de Juifs ashkénazes originaires d'Europe.

Il faut se rendre à l'évidence : ces derniers ont échoué dans leur projet de transformation de la Palestine en colonie de peuplement pour les Juifs d'Europe et d'Amérique. Israël, qui devait devenir le pays-refuge pour les Juifs persécutés de la Planète, est devenu le pays au monde où ils sont le plus en insécurité.

L'établissement d'une Palestine laïque, où tous les citoyens, quelle que soit leur religion, auront les mêmes droits, sera un facteur déterminant pour l'établissement de la paix au Moyen-Orient. Elle redeviendra une partie du monde arabe. Quant au pétrole, principale richesse de ce monde, il est temps qu'il serve à émanciper les 300 millions de résidents du monde arabe, dont la population s'accroit au rythme de 4 % l'an. On pourra alors envisager avec plus de sérénité une paix durable au Moyen-Orient.

Maurice JACOBY

(18) NDLR : cela ferait 12 000 personnes au km2 ! 100 fois la densité de la population française.



FEMMES

ALGERIE : DÉTOURS D'UN RÉFÉRENDUM

Le référendum qui a eu lieu fin novembre en Algérie n'avait pour but que d'asseoir le pouvoir en place. On relèvera donc que dans la nouvelle constitution, les futurs candidats aux élections présidentielles devront prouver leur nationalité algérienne et celle de leur femme. Sous-entendu : les femmes ne peuvent pas être candidates. Sexisme ? Pas de problème, le même référendum interdit aux partis politiques un certain nombre de choses dont le féminisme !

INDES : FÉMINISTES CONTRE MISS MONDE

Le défilé des "miss" s'est tenue cette année en Inde. Non sans mal. Les organisateurs se sont en effet heurtés à l'hostilité aussi bien des groupes féministes que des groupes religieux. Ces derniers dénonçaient surtout le colonialisme culturel. Les femmes du mouvement "Conscience de Femme" ont par contre dénoncé le caractère sexiste de cette manifestation. Les organisateurs ont reculé dans un premier temps en déplaçant le défilé en maillot de bain dans un autre pays. Mais cela n'a pas suffi. Et les manifestations se sont multipliées. L'attribution du titre a finalement pu se faire dans un stade en état de siège : les 20 000 spectateurs étaient protégés par 10 000 policiers. A l'extérieur du stade, il y a eu plus de 1800 arrestations. Les féministes ont organisé un contre-concours pour désigner Miss Misère, Miss Opprimée et Miss Famine.

LIBERIA : UNE FEMME CHEF D'ETAT

Ruth Sando Perry est la première femme africaine a être devenue chef d'Etat, mais dans des circonstances très particulières. Elle a été nommée à la tête du Libéria dans le cadre d'un processus de paix engagé par la Cedeao, communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest. Elle a prêté serment le 2 septembre 1996 et préside un conseil d'Etat où siègent les trois chefs militaires qui se font la guerre depuis 1989. Agée de 57 ans, Ruth Sando Perry est mère de 7 enfants, veuve depuis onze ans. Ancienne responsable d'une banque, elle est entrée en politique en 1980 et avait été élue sénatrice avant le début de la guerre. Elle a pour mission de ramener la paix dans un pays à feu et à sang, ce qui suppose la démilitarisation de 60 000 combattants, souvent des jeunes regroupés en petites troupes incontrôlables, et la remise en route des institutions et de l'économie, le tout devant aboutir à la mise en place d'élections libres. (source : Non-Violence Actualité, octobre 1996).

ANNONCES

EMPLOIS

• Groupe d'agriculteurs de moyenne montagne dans la Drôme (Confédération paysanne) propose une installation agricole à un couple, pour reprendre activité équestre (diplômée ATE indispensable) et agriculture diversifiée. Contact : *Jean-Paul Berthouze, Borne, 26410 Glandage, tél : 04 75 21 10 65.*

• **Réf 212.01.** Association située en Savoie recherche personnes ayant le désir et la compétence d'accompagner des enfants en difficulté (cas social) dans une structure accueillant 5 jeunes en milieu rural. Recherchons de préférence personnes ayant déjà l'expérience de quelques unes des activités suivantes : cuisine, accompagnement scolaire, entretien maison, couture, modelage, peinture, théâtre, découverte de la nature, relaxation, activités agricoles diverses, bricolage. *Envoyer CV et lettre de motivation à Silence qui transmettra.*

• *Fédération Artisans du Monde, Mme Galichet Hélène, 4 rue Franklin, 93200 Saint-Denis,* recrute un(e) animateur(-trice) régional(e) **Est** pour animer, former, relayer l'information pour les associations adhérentes, développer son réseau de boutiques par la création et le suivi de nouveaux points de vente. Contrat à temps partiel (mi-temps) à durée indéterminée, 73 000 F par an. Diplôme d'animation (DEFA, BTS animation...) et expérience associative demandés. Grande disponibilité pour déplacement (véhicule et permis B indispensables). Poste à pourvoir en février 97. Limite de candidatures : 30 décembre 1996. Poste basé en région Est (52, 88, 54, 70 de préférence). Envoyer CV et lettre manuscrite de motivation.

• La Garance Voyageuse, revue trimestrielle de botanique, cherche une personne pour assurer la **gestion** de l'association. Bonnes connaissances en comptabilité et en informatique. Poste en Contrat emploi consolidé d'une durée d'un an renouvelable 5 ans. 25 h par semaine, 3200 F net par mois, à pourvoir au 1er juin 1997. Contact : *La Garance Voyageuse, 48370 Saint-Germain de Calberte, tél : 04 66 45 94 10.*

• *Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquée au développement, Le Triol, 34380 Viols le Fort, tél : 04 67 55 07 97* (Fabrice Geistlich) cherche :
- **un-e logisticien-ne** pour mission de service d'appui à des opérationnels responsables de programme. Il faut avoir de fortes compétences en gestion, savoir faire des budgets prévisionnels, gérer des trésoreries, savoir coordonner des actions en vue d'assurer l'organisation de sessions de formation, savoir faire du travail administratif, avoir de bonnes qualités relationnelles.
- **un-e responsable de l'accueil** pour sa structure d'hébergement et un-e chef de cuisine pour la restauration, de préférence pour un couple.
- **un-e maraîcher-e ou opérateur-trice en agroécologie,** ayant la capacité à gérer une trésorerie et du matériel, connaissances de l'agroécologie, capacité à transmettre les savoirs-faire et l'approche agroécologique, capable de dynamiser un groupe de stagiaires en formation, enfants en classes de découverte et publics en insertion.

Contrats de six mois débouchant sur des projets indépendants sous contrat de partenariat avec le CIEPAD. Motivation par le défi de création de poste, sensibilité aux valeurs d'équité, d'écologie et de citoyenneté.
CV et lettre de motivation avant le 15 janvier 1997.

OBJECTEURS

• *Le CRIDEV, centre rennais d'information pour le développement, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20,* cherche un objecteur à partir du 15 janvier 1997 pour maquettage bulletin mensuel de l'association, rédaction d'articles, dépouillement revues pour centre de documentation, accueil et information du public.
Compétences souhaitées : intérêt pour le Tiers-Monde et l'actualité internationale, compétences rédactionnelles, sens des responsabilités, capacités de travail en équipe, connaissance outil informatique et PAO.

RECHERCHES

• *L'ARICO, BP 5223, 49052 Angers cédex 02,* association des objecteurs de conscience créée en 1984, cherche des locaux (à partager) avec groupes intéressés objection, non-violence, alternatives...

• En vue d'installation dès l'été 97, cherche village en mal de peuplement dans une région de montagne où tout reste à faire en matière de (re)développement. Ecrire à : *Béatrice Frigaux, 4 rue de Launay 22620 Ploubazlanec.*

RENCONTRES

• Pour installation en milieu rural à proximité d'une agglomération, en Belgique, région Brabant wallon ou namuroise, nous cherchons des familles ou célibataires pour construire un **habitat groupé** (ensemble de maisons individuelles situées sur un même terrain et disposant d'infrastructures communes). Objectifs : recherche d'un équilibre entre privacité et convivialité, volonté d'intégration dans la collectivité locale, ouverture à des projets socio-culturels et souci écologique. Si intéressés, tél : 08173 40 47 (après 20 heures).

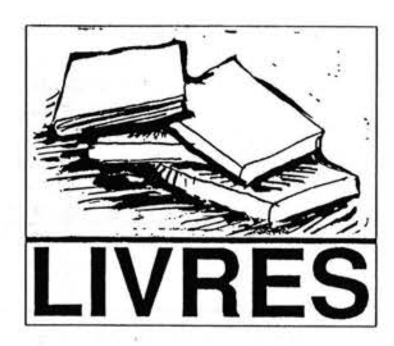
• **Réf. 212.02** Amoureux de la nature, la trentaine avancée, aimant vie simple, jardin, randonnée, lecture, poésie, soleil, valeurs Silence, cherche compagne même style ... pour dresser nid confortable au printemps et "plus si affinité". *Ecrire longue lettre à Silence qui transmettra.*

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F.

Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence.

Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



LA PENSEE SOCIALE D'ELISÉE RECLUS

de John Clark
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
1996 - 142 p. - 70 F

Elisée Reclus est connu pour ses nombreuses publications dans le domaine de la géographie, mais également pour son engagement, aux côtés de Bakounine, dans le mouvement anarchiste. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il avait une vision de la nature qui le fait classer par John Clark comme l'un des précurseurs de l'écologie sociale aujourd'hui développée par le libertaire Murray Bookchin. Dans ses écrits parus au siècle dernier, Reclus est sans doute l'un des tout premiers à présenter l'histoire de l'humanité parallèlement à celle de la Terre. *"Reclus, estimant les diverses cultures pour leurs qualités spécifiques et leurs contributions décisives*

John P. Clark
LA PENSÉE SOCIALE D'ÉLISÉE RECLUS
GÉOGRAPHE ANARCHISTE

au progrès, et se gardant de réduire ces cultures à des étapes obsolètes d'une évolution face à la prétendue supériorité des productions sociales, économiques, politiques et intellectuelles actuelles, contribue donc au projet d'écrire une histoire de la Terre du point de vue de sa transformation naturelle et sociale de la planète" (p.11). *"Son rejet de la domination s'étendait au-delà des êtres humains à toutes les créatures et, en fait, à la nature entière. (...) Il fut végétarien la plus grande partie de sa vie"* (p.20). Ce qui va en étonner plus d'un, c'est que plus d'un siècle avant James Lovelock et sa théorie Gaïa, Elisée Reclus écrivait déjà *"La Terre devrait être soignée comme un grand corps, dont la respiration accomplie par les forêts, se réglerait conformément à une méthode scientifique ; elle a des poumons que les hommes devraient respecter puisque leur propre hygiène en dépend"* (p.32-33). Reclus avance que *"la diversité et la complexité de l'humanité reflètent la richesse et la complexité de la Terre"* et affirme que *"là où le sol s'est enlaidi, là où toute poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servilité s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort"* (p.38). Pour Reclus, comme pour Bookchin aujourd'hui, la violence faite à la nature est liée à celle faite aux hommes. John Clark termine le premier chapitre sur la dialectique nature-culture ainsi : *"Pour Reclus, c'est notre croissante connaissance avec la Terre et ses communautés, humaines et non-humaines, qui offre un plus vaste champ d'identification et de solidarité. En découvrant peu à peu chaque domaine plus adéquatement, nous parvenons à une plus grande identification avec notre propre espèce, avec tous les habitants de la planète, et finalement, en tant que "conscience de la Terre", avec la planète elle-même vivante et en évolution"* (p.48-49). Comme beaucoup d'auteurs écologistes contemporains, il s'est intéressé à ces vies tribales où s'est développé *"l'idéal d'entraide et d'amour mutuel"* (p.61). Il avance alors que nous sommes tous *"citoyens de la planète"* et que cela pose la question d'une *"langue commune"* (p.73), Reclus s'intéressant alors à l'Espéranto. Dans son engagement anarchiste, il critiquera Bakounine et ses tendances aux groupes secrets, tout comme il s'interrogera sur le but de la Révolution : si une révolution survient sans une longue préparation sur l'après-révolution, celle-ci peut-elle provoquer autre chose qu'une nouvelle prise de pouvoir ? Elu député après la Commune, il démissionnera aussitôt dénonçant le rôle des réformistes et des lois : *"ces lois, acceptées par les révoltés, consacrent, il est vrai, la liberté conquise, mais elles la limitent aussi, et là est le péril. Elles déterminent le terme précis auquel doivent s'arrêter les vainqueurs, et il devient fatalement le point du départ d'un recul"* (p.112). Reclus, dès cette époque prédit la mise en place d'un système économique mondial dominé par les Etats-Unis. Il dénonce également la condition des femmes. John Clark, en réintroduisant la place de la Nature dans la pensée d'Elisée Reclus, ouvre de nombreuses pistes sur les liens idéologiques entre l'écologie et l'anarchisme. Un message moderne qui devrait vous passionner. MB.

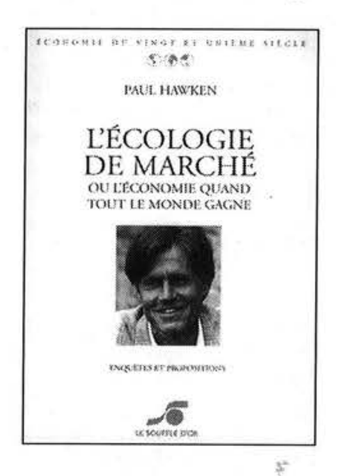
L'ÉCOLOGIE DE MARCHÉ

ou l'économie quand tout le monde gagne
de Paul Hawken
Ed. Le Souffle d'Or
1995 - 294 p. - 130 FF

L'auteur, consultant en économie en Californie, connait manifestement bien le discours écologiste et il essaie dans ce livre de tracer les pistes de ce que serait une économie "réparatrice", c'est-à-dire une économie qui non seulement ne pillerait plus la planète mais qui essaierait en plus de réparer les dégats que l'économie actuelle a déjà provoqués.

Dans son hypothèse de départ, ce qui caractérise une société ce sont les échanges entre les personnes et donc le commerce. Si l'on veut bâtir une société écologiste, il faut donc définir une autre façon de faire du commerce : *"si le commerce nous montre comment s'enrichir financièrement, l'écologie nous indique que cette richesse n'est qu'illusoire si elle n'est pas fondée sur les principes et les processus cycliques de la nature"* (p.27).

Il critique d'abord les mesures actuelles prises par les politiques : *"le recyclage des canettes en aluminium à la cafétaria d'une entreprise ou les cérémonies de plantage d'arbres semblent aussi efficaces que l'aurait été l'écopage du Titanic avec des cuillères à café"* (p.20). Car en effet *"chaque jour, nos processus économiques (...) consomment 27 années de stockage*



d'énergie solaire" (p.42), *"des centaines de milliers d'espèces vont disparaître parce qu'elles ne pourront pas lutter contre nous pour trouver à se nourrir"* (p.43). Il démonte le mythe de la croissance : *"Si notre planète grandissait de 2 % chaque année, on pourrait envisager une croissance constante du même ordre. Mais la Terre est stable, elle ne grandit pas. L'apport énergétique du Soleil, lui aussi, reste invariable alors que les richesses issues de cet apport, les combustibles fossiles stockés au cours de dizaines de millions d'années, ont été consommés en moins de deux cents ans. Il n'y a pas de technologie au monde qui puisse changer cette équation"* (p.57).

L'auteur, s'appuyant sur les travaux d'Hermann Daly (prix Nobel alternatif cet année), rappelle la distinction entre croissance (quantité) et développement (qualité).

Si l'auteur émet une critique pertinente que l'on retrouve dans de nombreux livres écologistes, il essaie ensuite de faire des propositions sur ce que pourrait être les bases d'une *"économie réparatrice"* et là cela devient moins convainquant. Il consacre de nombreuses pages à l'application possible des éco-taxes, présente positivement le système du "point vert" européen si décrié de ce côté de l'Atlantique... mais il y a des pistes intéressantes. Ainsi, il définit ainsi les entreprises durables : *"elles utilisent des produits fabriqués localement ou régionalement, de préférence aux produits nationaux ou internationaux ; elles assument la responsabilité de leur impact sur le monde naturel ; elles n'ont pas besoin de capitaux externes pour se développer ; elles utilisent des méthodes de production intrinsèquement satisfaisantes, humaines, dignes et de qualité ; elles créent des objets durables et des services à long terme qui après leur dernière utilisation ne s'avèreront pas nuisibles pour les générations futures ; elles transforment, par l'éducation, les consommateurs en clients responsables"* (p.198).

On note un certain nombres d'hésitations entre interventions étatiques (éco-taxes) et libre marché (relations entreprises-consommateurs). De même, l'auteur ne semble pas du tout croire à l'efficacité des démarches individuelles et affirme que *"si l'on recyclait tous les objets que l'on utilise dans les maisons aux Etats-Unis, cela ne réduirait notre quantité de déchets que de 1 à 2%"* et dans la même page : *" Il est bien difficile d'imaginer qu'un changement dans notre mode de vie puissse avoir un quelconque effet"* (p.203) mais affirme quand même (p.219) *"si une société écologique saine doit se mettre en place, ce sera à partir de la base, pas à partir des plus fortunés"*.

Outre ces hésitations, on regrettera que l'auteur ne cite en exemple que des démarches de grosses entreprises — démarches peu convaincantes — et rien qui viennent justement de cette base, on regrettera la totale absence de références pour les personnes citées (oubli de l'auteur ou de l'éditeur ?). Bref, beaucoup de pistes ouvertes, mais peu de résultats concrets. MB.

Le livre du mois

ETHIQUE ET AGRO-INDUSTRIE
Main basse sur la vie

de Vandana Shiva
Ed. L'Harmattan
1996 - 124 p. - 75 F

Voilà un livre d'une grande concision que tout militant écologiste devrait avoir à portée de la main lorsqu'il veut débattre de la mondialisation. Vandana Shiva, écologiste indienne, dénonce dans ce livre l'introduction dans les derniers accords du GATT de la possibilité de breveter le vivant. Elle montre comment cette mesure a été dictée par les multinationales agro-alimentaires et les conséquences que cela peut avoir sur les petits paysans dans la plupart des pays du monde.

Concrètement, des équipes de biologistes, d'agronomes, multiplient les interventions dans les pays du Sud pour piller les savoirs locaux, récupèrent des plantes puis déposent un brevet pour en assurer la commercialisation. Condition pour déposer un brevet : apporter une modification à la plante ou au mode d'extraction du produit commercialisé.

Rien de plus facile pour un chimiste. Aujourd'hui *"pour 120 principes actifs dérivés de plantes à fleurs d'usage courant en médecine, 75 % étaient connus des médecines traditionnelles. Moins de douze subissent une simple transformation chimique, le reste s'obtient par extraction directe et purification"* dénonce Vandana Shiva.

Le développement de ces brevets a une conséquence immédiate : les plantes deviennent des marchandises et les petits paysans voient disparaître leur production dans les filières d'exportation. Les prix s'envolent et les habitants locaux ne peuvent plus se fournir en plantes pour leur médecine traditionnelle.

La conclusion de Vandana Shiva est résumée en une phrase : *"Les brevets protègent le capital"* et certainement pas les savoirs ancestraux.

Rappelant les luttes plus anciennes contre le colonialisme, puis contre les méfaits du "développement", Vandana Shiva revendique aujourd'hui la reconnaissance des droits des paysans, le maintien de la diversité, le libre accès aux semences, la propriété universelle de la biodiversité.

La mondialisation, associée à la propriété sur la biodiversité, menace la démocratie et augmente le contrôle des hiérarchies.

Dans son dernier chapitre, Vandana Shiva trace alors un parallèle entre la recherche de la non-violence, de la paix et la résistance actuelle au GATT : *"cultiver la diversité est une réponse non violente à la mondialisation, à l'uniformisation, à l'imposition d'une culture unique" (...) "La diversité découle du degré d'autonomie. La décentralisation et le contrôle local démocratique sont les corollaires politiques de la culture de la diversité. La paix dérive de la possibilité pour les espèces vivantes et les communautés humaines de s'organiser et d'évoluer selon leurs besoins, leurs modèles et leurs priorités"*.

Vandana Shiva rappelle alors les analyses de Gandhi sur l'importance du contrôle local des ressources lors de luttes contre le colonialisme.

Aujourd'hui le message est toujours aussi vivant : le colonialisme s'appelle la mondialisation.

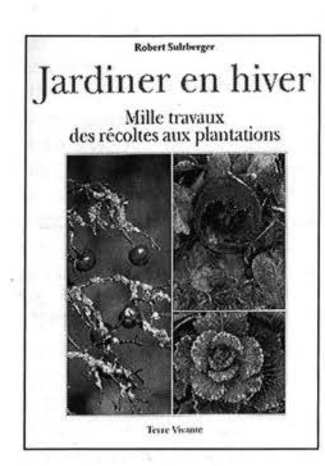
"La graine est très petite. Elle incarne la diversité. Elle incarne la liberté de rester en vie. Dans la graine, où convergent les diversités biologique et culturelle, l'écologie rencontre la justice, la paix et la démocratie".

Indispensable. MB.

UN GOUT D'AIR LIBRE

de Michel Ots
Ed. Atelier de Création Libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cédex 01
1996 - 52 p. - 35 F

L'auteur du petit livre *"Plaire aux vaches"* récidive de manière tout aussi savoureuse avec ce petit recueil d'histoires sur le désir de retour à la campagne et les expériences, heureuses ou malheureuses, de ceux et celles qui franchissent le pas. Loin des analyses sociologiques, on flirte ici perpétuellement avec la poésie. Phrases courtes, chapitres très bref, mais écrits avec "les tripes". Le chapitre "J'habite chez un rouge-gorge" est un délice et l'histoire d'Andrée devrait vous redonner confiance en l'espèce humaine. L'auteur appelle à la constitution d'un réseau revendiquant le *"Droit paysan"* c'est-à-dire la possibilité pour ceux qui veulent vivre de la terre de pouvoir disposer des terres abandonnées (on peut lui écrire via l'éditeur). Mais 52 pages seulement, quelle frustration ! Achetons son livre en masse pour que l'éditeur l'oblige à reprendre sa plume ! FV.



JARDINER EN HIVER

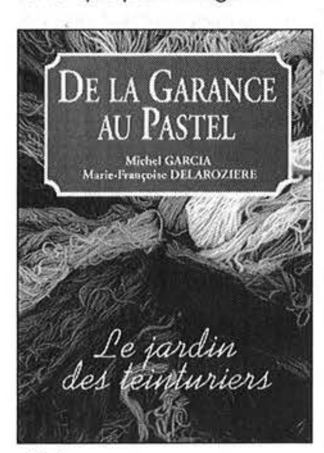
de Robert Sulzberger
Ed. Terre Vivante (Isère)
1996 - 80 p. - 88 F

La plupart des amateurs de jardinage pensent sans doute qu'en hiver le jardin se repose. C'est un peu vrai, mais ce n'est pas une raison pour rien faire. Ce livre aux photos splendides vous donne toute une liste de qui peut se faire depuis la fin de l'automne jusqu'au retour du printemps. On ressort de ce livre avec l'impression que l'année prochaine son jardin prendra des couleurs même pendant les grands froids. FV.

DE LA GARANCE AU PASTEL

de Michel Garcia et
Marie-Françoise Delarozière
Ed. Edisud
1996 - 130 p. - 98 F

Comment faire de la couleur avec des plantes ? Ce merveilleux livre vous explique pour chaque plante tinctoriale, les parties de la plante qu'on utilise, la méthode et les couleurs obtenues. Les usages de ces couleurs concernent aussi bien les vêtements que les encres. Même si vous n'avez aucune envie de vous lancer dans la teinture, ce livre est à découvrir : c'est de la poésie aussi bien par le texte que par l'image. FV.



NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LE DROIT INTERNATIONAL FACE A L'ETHIQUE ET A LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

du groupe SEBES,
stratégies énergétiques
biosphère et société
Ed. Georg (Genève)
1996 - 270 p.

Le SEBES est un forum scientifique interdisciplinaire indépendant qui est né de la réflexion sur l'énergie nucléaire dans les années 70. Animé par Yvo Rens, à Genève (*Faculté de droit de l'Université de Genève, CH 1211 Genève 4*), on y trouve surtout des Suisses et des Français. Ce groupe travaille en collaboration avec l'APAG qui est une association de scientifiques opposés à Superphénix, le CUEPE, centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie, la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la Nature, et la SPE, Société suisse pour la protection de l'environnement. Le SEBES publie chaque année un copieux document sur un thème particulier avec comme innovation pour cette année de passer sous la forme d'un livre. L'ouvrage 96 présente ainsi toutes les conventions internationales concernant l'environnement et l'évolution que cela provoque dans le droit des différents Etats. Hors dossier, on trouve des textes de réflexion sur le statut juridique de la nature et la bible, une comparaison entre pétrole et nucléaire, le concept de développement durable et une présentation de l'œuvre de Bertrand de Jouvenel.

LE FINANCEMENT ALTERNATIF

Numéro spécial
de la revue Défi-Sud
rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
1996 - 44 p. - 125 FB ou 25 FF

Un numéro entièrement consacré aux moyens de financement alternatif dans les pays du Sud : micro-finances, secteur informel, banques alternatives, tontines, femmes et crédit, relations avec les ONG... Très bien fait.

L'ÉTAT DU MONDE 1997 Annuaire économique et géopolitique mondial

ouvrage collectif
Ed. La Découverte
1996 - 700 p. - 159 F

Les 140 premières pages sont consacrées aux grandes tendances de ce monde : libéralisme et régionalismes, les multinationales, le sport, les embargos, la prolifération d'armes, les différents conflits, etc... Le reste de l'ouvrage est une présentation de tous les pays du monde avec une multitude de chiffres. On notera dans la première partie un article de Dominique Bourg *"les ruptures dangereuses de l'écologie non humaniste"* qui présente — brièvement — les limites de l'"écologie profonde".

LE BATEAU DES FEMMES ARABES POUR LA PAIX

de Nasra Al Sadoon
Ed. L'Harmattan
1996 - 110 p. - 70 F

Pendant la guerre du Golfe, en 1991, des femmes arabes décident d'affréter un bateau pour amener des médicaments et du lait aux enfants irakiens victimes du blocus des alliés. Une initiative qui n'a pas été du goût des forces occidentales qui ont arraisonné le bateau avec un fort déploiement d'armes. Ce livre est le récit d'une initiative de femmes qui se terminera dans la violence masculine.

ÉNERGIE, UN DÉFI PLANÉTAIRE

de Benjamin Dessus
Ed. Belin/ Débats
1996 - 160 p. - 90 F

Benjamin Dessus continue ici la promotion de son "modéré" scénario NOE qui prévoit la sortie du nucléaire pour 2100 et qui s'intéressera au "développement durable" au-delà. La seule comparaison de scénario est faite avec des scénarios encore plus traditionnels. Dommage que l'auteur continue à ignorer les scénarios plus radicaux comme ceux de l'INESTENE dont le plus "antinucléaire" prévoit une fermeture des centrales nucléaires en 7 ans.

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

de Bruno Riondet
Ed. Hachette Education
1996 - 210 p. - 75 F

L'avertissement en introduction est bien nécessaire puisque l'auteur reconnait ne pas avoir trouvé d'autres mots que "développement". Ce livre présente d'abord un bilan des différents types d'actions de solidarité internationale sans oublier précisément les errements du "développement" et dans un second temps un guide pour les milieux scolaires qui veulent faire des actions dans ce domaine. Quelques avertissements sur les ambiguïtés du "tiers-mondisme", mais cela reste timide.

UN MONDE SOLIDAIRE COMPRENDRE POUR AGIR

du Centre de recherche
et d'information pour le
développement
Ed. Syros
1996 - 208 p. - 145 F

Le CRID est une coordination d'une quarantaine d'ONG de solidarité internationale, celles avec lesquelles Silence travaille le plus étroitement. Ce livre présente des contributions d'un peu toutes ces ONG (Artisans du Monde, Solagral, Cimade, etc) et se veut une suite aux réflexions du sommet de Rio en 1992. Cela a un inconvénient : c'est de rester au niveau des discussions de Rio. Dans ce contexte, le sous-titre pose problème : comprendre oui ; mais pour agir, seulement quelques exemples. La multitude de données s'accompagne d'un certain nombre d'avertissements sur la notion de "développement" depuis peu "durable". Une sorte d'"Etat de la Planète" très complet dans les sujets abordés.

DES POUBELLES DANS NOS ASSIETTES

de Fabien Perrucca
et Gérard Pouradier
Ed. Michel Lafon
1996 - 240 p. - 100 F

L'avertissement en tête du livre est clair : *"travail de fouille-merde ? Oui nous l'assumons. Car ayant fait les poubelles de l'agro-alimentaire, nous pouvons prouver que ce qu'ils nous cachent ne sent pas vraiment la rose"*. Ce livre écrit sous forme journalistique est donc très facile à lire. Et ça déménage : pesticides, engrais, déchets divers, retombées radioactives, tout finit dans notre assiette, avec en prime une sauce piquante relevée d'humour. Ça vaut le détour pour le style, même si ça manque copieusement de références et si le livre ne présente pas de solution.

LA RÉTENTION

de Jean-Pierre Perrin-Martin
Ed. L'Harmattan
1996 - 120 p. - 60 F

Les centres de rétention administrative sont des lieux de non-droit où les étrangers "sans papiers" errent en attendant que leur sort se décide. Ecrit au début de l'année, ce livre vient à point pour accompagner la lutte au grand jour des sans-papiers. L'auteur, militant de la FASTI à Orléans, avait eu son heure de célébrité quand Pasqua l'avait attaqué en justice pour diffamation envers la police à la suite de la distribution d'un tract contre ces fameux centres de rétention (c'est Pasqua qui a perdu). Ce livre essaie de tracer l'histoire honteuse de ces camps, depuis le premier créé en 1964 à Marseille. Une douzaine d'autres verront le jour sous les différents gouvernements de gauche. Mettant côte à côte des témoignages d'anciens prisonniers des camps d'extermination et de ceux des actuels camps de rétention, l'auteur titre : "ça commence à y ressembler". Intéressant, même si c'est surtout une juxtaposition de données éparses.

IRLANDE LIBRE

de Gerry Adams
Ed. Apogée 35000 Rennes/
Coop Breizh, 29540 Spézet
1996 - 240 p. - 130 F

Gerry Adams est le président du Sinn Féin depuis 1983, principal mouvement républicain irlandais. Il retrace ici l'histoire de la lutte des Catholiques irlandais contre l'occupation par les Protestants anglais et analyse comment un fragile espoir de paix a pu voir le jour depuis que le Sinn Féin s'est engagé en 1987 dans un processus de recherche de la paix. C'est forcément partial et le nationalisme ambiant n'est guère attirant. On a du mal à imaginer qu'il s'agit là d'une histoire contemporaine.



INTERNET, VIRTUALITE ET GLOBALITE

Au risque de choquer les enthousiastes et les alarmistes, je livre d'emblée mon diagnostic.
A l'inverse de la révolution néolithique (qui vit la domestication des plantes et des animaux) ou de la révolution des Cités (qui vit l'invention de l'*écriture*), la révolution informatique n'ouvre pas une nouvelle ère de l'humanité. Elle ouvre des "temps nouveaux", comme la découverte de l'*imprimerie* lors de la Renaissance occidentale. Elle n'apporte pas un nouveau contenu pour les activités humaines et pour la culture, mais un nouveau médium pour des activités connues...
Or, contrairement à Mac Luhan, je ne crois pas que le médium soit le message. Contrairement à certains marxistes, je ne crois pas que la technique détermine les rapports sociaux. L'imprimerie n'a pas changé la Chine. En Europe, elle a accéléré la Renaissance, mais c'est que de nouvelles couches sociales étaient prêtes à en tirer parti.
Le fond de la révolution informatique, c'est la numérisation de la langue, des opérateurs logiques, des images et des sons, la capacité de les traiter par algorithmes unifiés, plus la capacité de transmettre ces immenses suites numériques à faible coût, instantanément, à travers toute la planète.
Ce qui permet aujourd'hui de produire et transférer une *représentation* en chiffres, images et sons d'une *situation* numériquement décrite. *Virtualité et globalité* : telles sont les nouvelles dimensions que la révolution informatique apporte à la culture mondiale.
Explorons les promesses et les dangers du virtuel, dans deux domaines de ce qu'on peut appeler culture : les sciences et les arts.
Toute l'évolution des sciences en Occident nous a appris à réduire les phénomènes du monde réel à un ensemble de règles et d'équations. Grâce à la numérisation, il n'est plus besoin ni de résoudre les équations, ni de produire un modèle analogique obéissant aux mêmes règles que le phénomène dont on ne sait résoudre les équations. On construit un modèle virtuel par procédés purement algorithmiques, et on l'explore jusqu'à une profondeur et sur une étendue jadis inconcevables.
Exemples ? Kasparov a pu vaincre une dernière fois sans doute un ordinateur au jeu d'échecs, mais sans pouvoir cacher que la prochaine génération d'ordinateurs sera invincible, de par sa capacité prodigieuse à explorer routinièrement des millions de situations virtuelles. Les mathématiciens s'étaient convaincus de la validité du théorème de Fermat bien avant sa démonstration, parce que les ordinateurs n'avaient pu l'infirmer, aussi loin qu'ils aient poussé l'exploration de la suite des nombres. Dans mon domaine scientifique, l'économie, l'écologie globale, je constate un recul de la réflexion sur les mécanismes fondamentaux, remplacée par la construction de modèles de la Terre ou de l'économie mondiale, dont on explore l'évolution virtuelle en faisant jouer les paramètres.
Les risques ? Oublier la leçon de Bachelard : *"Il faut comprendre pour mesurer et non pas mesurer pour comprendre"*. N'ayant plus à "résoudre" ni à "imiter par analogie", on ne cherche plus à comprendre l'essence du phénomène. On croit pouvoir explorer les arborescences du chaos par procédures itératives et on n'a même pas approfondi les règles des phénomènes les plus simples. On croit superflu de tester la fusée Ariane V parce qu'elle a fait des milliers d'heures de vols virtuels. On impose des politiques économiques au nom de "variantes virtuelles" de modèles qui reflètent bien mal les comportements des acteurs. On prend la carte pour le territoire.
Dans les arts, la capacité de créer, même à distance, un monde virtuel d'images, de sons, de situations, va démultiplier les conquêtes de la "révolution analogique" de la première moitié du XXe siècle (les pellicules photographiques, la radio-télévision, les disques analogiques). Tous les arts fondés sur la langue, le son et l'image, la littérature, les arts graphiques, plastiques ou musicaux, vont connaître de nouvelles possibilités de diffusion et de création, en jouant les uns avec les autres. De même que la révolution analogique avait permis l'invention du cinéma, la révolution informatique va permettre le développement d'arts inconnus, comme les jeux interactifs en multimédia : création de situations virtuelles, de décors pour ces situations, que les "usagers" pourront faire évoluer de manière aléatoire ou réfléchie.
Les risques ? La révolution dite abusivement du multi-média privilégie encore une fois deux sens sur cinq : l'ouïe et la vue. Elle pousse à l'extrême les tendances intellectualistes de la culture occidentale depuis Aristote. On oublie les trois autres sens, le toucher, le goût et l'odorat. Même la compression numérique des signaux dans les disques compacts ou la télévision haute définition élimine ce que l'on croit superflu au rendu de l'image et des sons. Or la vue et l'audition communiquent avec les autres sens. On prend le "grain" de la matière, le halo de la lumière, une certaine vibration des sons. La Renaissance nous a donné la perspective géométrique, on risque de perdre la perspective atmosphérique. Rappelons-nous la culture "hippie" ou "soixante-huitarde" (cette première réaction contre les excès du technologisme) : son goût pour l'osier, la laine, le jute, le grès, le bois et même la peau de chèvre...
Ce que nous risquons de perdre demain, si nous nous enfermons dans l'univers réduit à deux sens des multimédias, c'est le goût d'une madeleine trempé dans du thé, l'irrégularité d'un pavé sous le pas, place Saint-Marc, l'odeur des églantines de Tansonville. Mais, direz-vous, les églantines de Tansonville, nous ne les connaissons que par un écrit de Marcel Proust : une séquence de lettres. *"La rose d'autrefois subsiste par son nom*, disait Bernard de Morlaix. *Nous tenons des noms nus*". A quoi Shakespeare répondait : *"La rose, sous un autre nom, embaumerait tout autant"*. Une culture qui aurait perdu le souvenir du parfum de la rose ne connaîtrait plus la rose, même en hologramme télécommuniqué. Mais au moins pourrait-on connaître l'aspect de telle rose, à l'autre bout du monde. Nous arrivons au second versant de la révolution télématique : la *globalisation*.
La révolution des multimédias, le développement du réseau mondial de télécommunication, permettent la déconcentration massive du savoir et de l'information, instantanément, globalement, et à faible coût. En ce sens, ils ouvrent (mais ouvrent seulement) la possibilité d'une formidable démocratisation de la culture.
Relevons mais relativisons l'objection : *"Les mêmes puissances* (d'argent) *vont s'approprier ces médias. Le coût des réseaux et des terminaux va encore creuser le fossé entre le Nord et le Sud"*. C'est vrai, c'est un risque considérable, mais il n'est pas inhérent à la technologie.
Rappelons-nous : les premiers livres imprimés furent des bibles et des missels, expression d'une idéologie dominante. Cela n'a pas empêché, très vite, la diffusion d'idéologies radicalement contestataires, tout comme l'islamisme se diffuse aujourd'hui chez les "déshérités" par des vidéocassettes.
Quand au coût des terminaux, je voudrais citer un de mes amis, exclu, "clochard", mais amateur de livres. Il occupe une baraque abandonnée, car "pour avoir des livres, il faut avoir un chez-soi". Le livre aussi exige un coût d'accès, même quand on l'emprunte en bibliothèque. Gageons que ceux qui, du moins, ont un chez soi pourront avoir accès, dans une génération, à presque tout le savoir écrit ou enregistré du monde.
En fait, un médium nouveau ne fait que refléter le rapport de forces idéologiques, politiques, économiques prévalant à sa naissance, mais il ouvre la possibilité de révolutions politiques et culturelles. L'imprimerie a ouvert la route au libre examen, au protestantisme, aux révolutions libérales puis sociales, à l'enseignement de masse.
Aujourd'hui l'écologie politique exige de "penser globalement, agir localement". Et les Organisations Non Gouvernementales, dans le processus préparatoire au Sommet de Rio, se sont vraiment servi d'Internet pour créer une "opinion publique globale". Elles ont ainsi pu contrer, au moins partiellement, les compromis qui se négociaient entre les élites de la diplomatie et des affaires, dans les couloirs des conférences préparatoires.
Le risque ? Métissage des cultures ou uniformisation de la culture ? En disciple d'Apollinaire, je souhaite le métissage des cultures, l'évolution et l'enrichissement mutuel des cultures, la naissance de nouvelles cultures par une fécondation réciproque. Et je crains l'unification d'une culture mondiale sous l'hégémonie d'une culture multimédia technologiste réduite à deux sens.
Mais en fait, les cultures ne se métissent que quand elles le veulent bien, et alors ce n'est jamais une uniformisation. Un exemple : lors d'une de ces fêtes réunissant des centaines d'ONG venues des cinq continents, j'ai pu voir danser ensemble des paysannes du Niger ou de la Pampa, avec des intellectuelles de Paris, New-York ou Tokyo. La culture musicale "atlantique" (celle des deux Amériques, de l'Europe, de l'Afrique) : jazz, rock, reggae ou salsa, est de matrice africaine, et le métissage sous dominante africaine a été permis par la radio, la télévision. Mais les déléguées de l'Asie du Sud restaient à l'écart de cette fête. Toute la culture musicale "orientale" est restée comme immense isolat.
Aujourd'hui le raï, musique d'origine arabe, portée par les disques compacts et les cassettes audio, réussit une percée en Europe : est-ce le signe d'une ouverture à des rythmes plus orientaux ? Qu'il s'agisse du jazz ou du raï, il aura en tout cas fallu un certain "rapprochement" entre groupes : blancs et noirs, européens et immigrés. Le vrai problème, c'est que la "mise à disposition virtuelle" d'éléments de culture étrangère saute l'étape de l'"approche", de la contextualisation que seul permet le réel (et pour ces musiques, le réel de la danse). Un critique saura reconnaître chez Kawabata, chez Kurosawa, des influences d'Euripide, Hugo ou Tolstoï. De même, le style "japonisant" dans l'Art nouveau européen ou la bande dessinée traduisent une influence, mais d'abord une appropriation : une transposition dans la culture locale.
Les difficultés du cinéma africain, indien, à trouver un public en Europe traduisent une ignorance, voire un ostracisme entre les cultures, que ne peut réduire une technologie de l'image et du son, si perfectionnée soit-elle.
En conclusion, je dirai donc que "faire gagner l'Humanisme dans la Révolution informatique", ce n'est ni promouvoir les réseaux informatiques, ni refouler ceux-ci. Pour en tirer parti authentiquement, il importe avant tout de se garder des risques du virtuel en favorisant l'appropriation du réel, dans chaque société : en luttant contre l'exclusion, en favorisant la mobilité dans le réel, l'accès pour tous à toutes les satisfactions de tous les sens et de toutes les idées. Il importe aussi de se garder de la globalisation virtuelle en favorisant l'approche et le mouvement réel inter-culturel, en luttant contre le racisme et la fermeture des frontières.
Mais attention : si la révolution informatique était "débordée" par une révolution bio-génétique, si, en réduisant la vie à un code génétique et celui-ci à un algorithme, l'humanité se croyait autorisée à franchir l'abîme entre la manipulation des représentations virtuelles et la manipulation réelle des corps, alors oui, nous aurions "changé d'ère". S'actualiserait pour nous la prophétie de Sophocle : *"Ainsi maître d'un savoir dont les ressources dépassent toute espérance, l'homme peut ensuite prendre la route du Mal comme du Bien"*.
Alain LIPIETZ
Paris.

ECOLE : ON ARRETE TOUT, ON REFLECHIT... ET C'EST TRISTE

Ceux qui ont vécu les années post-68 se rappellent sans doute le film "L'an 01" dont le sous-titre et le leitmotiv était *"on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste"*. Film symbole de cette période de formidable prise de conscience, de réflexion collective et d'expérimentation en tout genre.

"On arrête tout, on réfléchit et c'est triste et même très triste", voici comment je peux résumer ce qui me vient à l'esprit en pensant à l'initiative du ministre François Bayrou d'appeler à un arrêt des cours dans toutes les écoles de France, le vendredi 20 septembre, pour parler de la violence.

Certes cette initiative est limitée, et beaucoup controversée : certains reprochent à Mr Bayrou de se payer à peu de frais un coup de pub médiatique, d'autres, notamment les syndicats des enseignants lui reprochent d'être le principal responsable de la violence structurelle en n'accordant pas les moyens suffisants pour permettre un enseignement correct (classes surchargées, obligation d'heures supplémentaires...). Il est important que tout cela soit dit haut et fort, mais cela ne suffit pas.

C'est pourquoi, pour ma part, je trouve que l'initiative du ministre de l'Education a le mérite de poser publiquement et nationalement le problème et d'essayer ainsi de dégager des synergies.

Donc, **on arrête tout**, arrêt de deux heures de cours pour marquer l'ampleur du problème qui concerne aussi bien les écoles de banlieues que les autres.

On arrête tout car il y a urgence à ne plus seulement répondre à l'urgence. Dans les collèges de banlieue, le personnel dépense toute son énergie pour gérer, contenir et faire face en urgence aux situations de crise : chahut dans les classes, bagarres dans les cours, rackets à la sortie, indiscipline dans les bus scolaires, grosses bousculades au restaurant scolaire, pour ne parler que des choses banales. Il faut prendre le temps, il faut prendre la mesure du phénomène école par école. Cette interruption décidée des cours a ouvert une brèche dans le quotidien, a ouvert un espace qui dans beaucoup d'établissements a été mis à profit pour parler, pour s'écouter, pour s'exprimer.

On réfléchit et confrontés à un problème que les anciennes recettes ne peuvent plus résoudre, il faut regrouper toutes les intelligences, pour réfléchir, comprendre, écouter, inventer des solutions opérantes. Pour cela, il faut mobiliser toutes les énergies et notamment les premiers concernés, c'est-à-dire tous les élèves de France. Il faut leur donner la parole, leur permettre d'exprimer ce qu'ils pensent de la violence, comment ils la vivent, comment il la définissent, s'ils sont plutôt victime ou acteur de violence. Il est nécessaire de mettre des mots pour que petit à petit ils remplacent les coups.

C'est triste et même très triste car si l'on veut être attentif à ce qui se vit, c'est triste à pleurer ! La violence est devenue un mode de communication banalisé. Cette violence est sous-tendue par une immense souffrance et une grande désespérance, aussi bien pour l'agressé qui ne sait comment se faire respecter, qui voit cette loi du plus fort s'imposer à lui physiquement et psychologiquement, que pour l'agresseur qui ne peut ni envisager ni expérimenter un autre mode de relation avec autrui.

A ma mesure, j'ai glané de ci de là ce qui s'est passé ce jour-là. Pour les collèges de banlieue qui sont depuis plusieurs années dans les dispositifs de quartier difficile, et qui ont déjà mis sur pied des temps de débat, des temps de régulation de la vie scolaire (à Vaulx-en-Velin, à Vénissieux pour la région lyonnaise), il semblerait que rien ne se soit passé de particulier pendant ces heures. Pour un lycée du centre-ville où ma fille est scolarisée en classe de première, des ateliers thématiques ont été proposés. C'est ainsi qu'elle s'est initiée pendant une heure à l'aïkido, à des exercices de respiration, de décontraction. Il s'agissait d'expérimenter corporellement les expressions si familières aux jeunes : sois cool, te prends pas la tête, prends du recul... tout en ayant une attitude calme, sereine. Un débat en classe avec un professeur a clôturé la matinée.

Dans le collège de banlieue où mon fils est scolarisé en quatrième, pendant la première heure, chaque professeur a laissé sa classe parler librement de la violence puis une série de questions a été proposée et chacun devait y répondre anonymement par écrit : "Vous sentez-vous en sécurité dans l'établissement", "Pensez-vous qu'il y a de la violence dans votre école (injures, menaces, vols, racket, agressions physiques...)", "En avez-vous été victime", "Si vous pensez qu'il y a violence, celle-ci est le fait d'élèves entre eux, d'élèves sur le personnel, du personnel sur les élèves ?".

La deuxième heure était un temps entre adultes avec équipe de direction, professeurs, surveillants, équipe médico-sociale, personnel d'entretien, parents d'élèves (j'étais là à ce titre) et le centre social du quartier. C'était en fait une grande première de réunir une telle assemblée d'autant que chacun était là pour écouter ce que les élèves avaient écrit. Cela soulève quelques remarques. Malgré un climat violent au collège (ils donnent des exemples de racket, de bagarres dans la cour...) beaucoup d'élèves se sentent en sécurité au collège par rapport à ce qu'ils vivent en dehors que ce soit dans les transports scolaires et urbains, dans leur quartier où ils sont souvent frappés ou utilisés par les plus grands, que ce soit dans leur famille où les parents les battent, ou qu'ils soient victimes de mauvais traitements eux-mêmes. Les élèves, surtout les 6ème et les 5ème, évoquent leurs parents qui se battent avec leurs voisins. A l'intérieur du collège, il y a peu d'exemples de violence de personnels sur les élèves, la plupart pensent que la violence est le fait d'élèves entre eux. Les petits de 6ème ont hâte de devenir aussi grands et forts que les 3ème pour pouvoir faire comme eux : s'imposer par la force. La violence verbale, les injures, le vocabulaire ordurier sont rarement évoqués.

Du côté des adultes maintenant, certains professeurs ont souligné leur malaise à avoir ainsi une heure sans programme, sans enseignement précis à dispenser. La plupart ont été agréablement surpris car cela s'est bien passé et ils sont prêts à recommencer. La majorité des professeurs a eu le souci de créer un climat de confiance, incitant les élèves à parler et à écrire avec spontanéité. Plusieurs professeurs ont été étonnés des réponses, réalisant que certains élèves venaient au collège, la peur au ventre, terrorisés par d'autres.

Un professeur, nonobstant excellent dans sa façon d'enseigner, a lu un des papiers récoltés dans sa classe de 3ème. L'élève a inscrit devant chaque question "je n'ai rien à dire" et a écrit ensuite en gros caractères : "je ne dirai rien sur la violence tant qu'on continuera à me tutoyer dans ce collège". Le professeur après avoir lu ce message, certes un peu puéril mais qui méritait le respect, a froissé le papier dans ses mains et rageusement l'a jeté par terre en disant "je l'ai reconnu, c'est un élève provocateur". Sans commentaire.

Et que dire de cette professeur de français assise à côté de moi, qui, pourtant intéressée par le sujet, soulignait consciencieusement au stylo rouge les fautes d'orthographe que les élèves avaient faites !

A l'issue de ce temps de travail qui bouscule un peu les habitudes, plusieurs membres de l'équipe éducative ont manifesté l'envie de continuer ce travail de mise à plat, d'expression, de réflexion et pourquoi pas de propositions sur la gestion de la violence.

Ce n'est qu'un début, le débat continue.

Yvette BAILLY
MAN Lyon

POURQUOI COMBATTRE INTERNET ?

Sur Internet, il y a de tout, des bides, des idées exécrables... Le rouleau à pâtisserie peut aussi servir à faire de bonnes tartes, et pas seulement à taper sur le crâne de ceux que l'on n'aime pas. Il faudrait savoir si Internet ne sert qu'à véhiculer des idées anti-écologistes-alternatives-non-violentes : voilà la question à se poser. Si la réponse est oui, alors je veux bien adhérer au combat contre Internet. Malheureusement, il ne semble pas qu'on en soit là.

Tout d'abord parce qu'Internet est vraiment utile aux professions qui ont un besoin vital de communiquer mondialement. C'est le cas du monde de la recherche : peut-on imaginer un chercheur isolé volontairement dans son laboratoire alors qu'il peut échanger avec ses collègues ?

Et puis ce qu'il faut dire à propos d'Internet, c'est que chaque nœud du maillage international (et pas encore mondial pour des raisons économiques) est aussi bien consommateur d'informations que producteur.

Et c'est là la grande révolution d'Internet. C'est que ce moyen de communication donne la possibilité à beaucoup plus de citoyens du monde de s'exprimer qu'auparavant. Si j'ai envie d'émettre une idée ou une critique, je peux l'envoyer à Silence ou à un autre éditeur. Mais si je la publie sur Internet, il y a de fortes chances pour qu'elle soit beaucoup plus lue que dans Silence, et sur Internet il n'y a aucune censure, contrairement à la quasi-totalité des autres éditeurs. Et dans l'état actuel des démocraties, il est impossible de faire taire quelqu'un sur Internet. N'est-ce pas génial ? Pourquoi ne pas en profiter tant que ça existe ?

J'encourage les privilégiés qui lisent Silence, et parmi eux ceux qui ont le privilège de pouvoir s'offrir Internet d'aller se balader sur Internet pour y découvrir plein de choses, et y publier toutes leurs idées forcément généreuses. Ça ne peut pas faire de mal et ça diminuera l'importance relative des publications exécrables qui s'y trouvent.

Ce qu'il faut défendre c'est l'idée qu'Internet peut faire du bien à notre Planète. Ce qu'il faut combattre c'est le discours qui tend à faire croire que c'est déjà arrivé !

Philippe BEAUNE
Loire

Silence : *Qu'Internet reste un réseau d'échanges inter-universitaires, c'est sa seule utilité. Le reste consiste à aller voir si l'herbe est plus verte ailleurs. Nous préférons la convivialité aux relations virtuelles.*

DES PAGES POUR LES JEUNES

Je n'arrive pas à faire lire votre revue à mes enfants (12 et 14 ans) pourtant très sensible à vos thèmes : trop dense ! Avez-vous envisagé de développer vos thèmes pour les plus jeunes dans une mise en page plus jeune ?
Anne BRYGOO - Paris

Silence : *Si vous saviez comme on aimerait être riche pour pouvoir vous offrir des pages bien aérées. Malheureusement, ce n'est pas le cas, alors effectivement on tasse (et on coupe !). Pour les jeunes, la Fourmi Verte annonce son retour pour le début de l'année, nous vous en conseillons la lecture.*

LOIS DU MARKETING

J'aimerais vous faire part de mon étonnement à trouver dans le numéro de novembre deux pages de pub consacrées aux deux salons écolos qui se concurrencent désormais en automne à Paris. Comme le lectorat de Silence est relativement bien averti de ces événements, un entrefilet eu pu suffire ou alors deux demi-pages qu'auraient pu se partager, économie d'écologie oblige, ces deux événements phares. Mais bon, les lois du marketing m'échappent sans doute.
Louis CAHU - Haute-Loire

Silence : *ces pubs sont des échanges contre les stands que nous avons dans ces salons et comme vous le dites, ils se font concurrence donc ils veulent absolument être en gros.*

DES SELS SANS SEL

La lecture du dossier sur les SEL inspire un regard plus confiant sur nos perspectives de changement. Compte-tenu que donner sans rien recevoir peut procurer en retour à la fois du bonheur dans l'accomplissement de l'acte et des manifestations de gratitude avec des sentiments non-mesurables, les SEL pourraient-ils intégrer dans leur organisation des lieux mis à disposition afin que des SDF, nomades, itinérants et autres sympathisants y trouvent accueil, possibilités d'échanges sans sel, informations sur les SEL ?
La multiplication et le fonctionnement de ces lieux de relation dépendraient de l'aptitude à apprendre, pour les uns à ouvrir leur porte, pour les autres à s'adapter aux conditions du moment.
Jean CHAUNET - Bouches-du-Rhône

Silence : *prenez contact avec "Les Routes des Sel" présentées dans ce numéro. C'est en pleine discussion !*

LES SEL ET LES MARXISTES

Les marxistes, anciens marxistes, crypto-marxistes et indécrottables marxistes sont obsédés par les emplois et ce qui va avec, c'est-à-dire les charges sociales, la TVA... Ce qu'ils ne veulent pas comprendre (et nous savons bien pourquoi) c'est que l'économie n'est que de la plomberie (un peu sophistiquée je vous l'accorde : Coluche parlait de Chômage central inventé par le meilleur économiste de France, j'ai nommé Raymond Barre).
En économie, il faut des producteurs et des consommateurs, tout ce qui vient s'insérer entre ces deux catégories sont des parasites (à l'exception de quelques intermédiaires spécialisés utiles pour organiser rationnellement les flux) et je ne m'étonne pas de lire sous la plume des économistes (marxistes ou pas et qui sont des intellectuels au même titre que les météorologistes) toutes ces réserves sur les SEL. Je n'ai ni le temps ni le goût de les épingler toutes. Je comprends leurs inquiétudes devant le développement des SEL. Nous nous passerons de leurs avis et de leurs analyses pour **vivre et travailler autrement.**
Un conseil alors à Mr Lipietz (marxiste tendance Groucho dont il a hérité les moustaches), Denis Clerc et consorts, apprenez vite à faire de la choucroute ou à planter les choux à la mode de chez nous, car il va falloir vous mettre à la production pour manger et comme vous êtes intelligents et habiles, il vous restera du temps pour vous instruire et vous renseigner sur les théories distributives et lire Pierre Joseph Proudon, mais aussi Pierre Kropotkine, Wilhelm Reich, Henri Laborit, Elisée Reclus, Ricardo, j'irais même jusqu'à Paul Fabra... et surtout après les avoir compris tout oublier en cultivant votre jardin.
Un grand merci à Silence d'avoir publié ces deux textes qui nous éclairent sur les options politiques de ces deux "spécialistes".
Fernand REAL - Val d'Oise

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges

anciens numéros (franco de port)

❑ 162 **La prison autrement**
Forêts tropicales. Indonésie. Argent et pouvoir.......... 20 F
❑165 **Yougoslavie**
Semences de la famine. GATT. Elections et écolos.... 20 F
❑ 169 **Délocalisation, chômage, solidarité**
Ambiance bois. Reconversion usines armement .... 20 F
❑ 170 **Racisme et environnement**
Péniche pour la paix. Bio-Lopin. Logiques sociales.... 20 F
❑ 172 **Après Rio : un monde à venir**
Feuille d'érable.Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F
❑ 173 **Mir Sada, ingérence méfiance**
Déchets toxiques. Développement et aide. Malville .. 20 F
❑ 174 **Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire**
Arsenic.Barrages nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
❑ 175 **Eoliennes : le vent en poupe !**
Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) .... 20 F
❑ 176 **Superphénix : la marche en avant**
Transports suisses ! Réduction et ouverture (3)........... 20 F
❑ 177 **Quelle écologie radicale ?**
Déchets. AC ! Voile. Développement durable .... 20 F
❑ 178 **Comment démilitariser ?**
Reconversion armement. Inestène. Malville. Mac-do. 20 F
❑ 181 **Energies douces au Sud (1)**
Malville. Pub dans boîtes aux lettres..........................23 F
❑ 182 **Energies douces au Sud (2)**
Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
❑ 183 **Les centres écologiques**
Écologisme ? Bazar sans frontières. Valeur du travail 23 F
❑ 184 **Breton Wood : 50 ans ça suffit !**
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. .... 23 F
❑ 187 **Prolifération nucléaire (1).**
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière ...23 F
❑ 188 **Prolifération nucléaire (2)**
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
❑ 189 **Autonomie toujours**
Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
❑ 190 **Nicaragua face au marché mondial**
Brennelis. Malville. Retraite et chômage .... 23 F
❑ 191 **Santé et autonomie (1)**
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen .... 23 F
❑ 195 **Stop Essais**
Campagne contre reprise. Israël : Vanunu. Somport .. 23 F
❑ 196 **Canal Rhin-Rhône**
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
❑ 197 **La défense par actions civiles (1)**
La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
❑ 198 **Ni décharges, ni incinérateurs**
Lobbye des transports. Défense par actions civiles (2). 23 F
❑ 199-200 **Ecologie, gauche, droite, ailleurs**
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5).................. 35 F
❑ 201 **Marée noire sur droits de l'homme**
Monju. Loi de programmation militaire. Déficits Etat 23 F
❑ 202 **Soyons Réseau-nables**
Maaform. Primevère. L'Impatient. Cuiseur solaire.... 23 F
❑ 203 **Sortir du nucléaire**
Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
❑ 204 **G7 : l'argent d'abord**
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail. 23 F
❑ 205 **Radios actives**
Mérieux et le G7. Solaire au Népal. Bouteilles plastiques. Médias face au mouvement social...............................23 F
❑ 206-207 **Face au G7, ouvrons-là !**
Vache folle. Presse différente. Antinucléaires allemands. Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et travail.... 35 F
❑ 208 **Pour des villes sans voitures**
Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ? Vallée d'Aspe. Bilan du Contre-G7..............................25 F
❑ 209 **Exit le service, reste l'armée**
Santé et autonomie (8). Eoliennes et coopératives. Sans-Papiers. Civilisation folle ....25 F
❑ 210 **Les sytèmes d'échanges locaux**
Santé et autonomie (9), Essais et désarmement. Ecologistes : fin de l'implosion ?..................................25 F
❑ 211 **L'équivoque humanitaire**
Superphénix et emplois. SEL et informel. Tibet. Vache folle. Expériences génétiques..............................25 F

Librairie par correspondance

Hors-série Silence
❑ Paris-Dakar : Pas d'accord..................................... 25 F
❑ La menace climatique... 30 F
❑ Radioactivité, les faibles doses.............................. 30 F
❑ Energies renouvelables.. 30 F
❑ Les métiers de l'écologie .... 70 F
❑ Du chômage à l'autonomie conviviale .... 30 F
Editions Silence
❑ Où va le climat ?... 40 F
❑ Le soleil à votre table.. 89 F
❑ La liberté de circuler... 70 F
❑ Nucléaire ? Non merci .... 75 F
❑ Le nucléaire détrôné.. 30 F
❑ Séphastoche, mon premier cuiseur .... 36 F
❑ Superphénix : le dossier.. 30 F
❑ Quelle écologie radicale ?....................................... 70 F
❑ Un cuiseur solaire facile à faire .... 20 F
❑ Construire une cuisinière solaire............................. 20 F
❑ Un cuiseur solaire pliable .... 20 F
Diffusion Silence
Ed. Ecosociété (Montréal)
❑ Pour un pays sans armée.. 65 F
❑ Pour que demain soit.. 65 F
❑ L'écosophie ou la sagesse de la nature .... 65 F
❑ Moi, ma santé.. 65 F
❑ L'Ecologie politique .... 65 F
❑ Entre Nous, rebâtir nos communautés.................... 95 F
❑ Et si le Tiers-Monde s'autofinançait........................ 85 F
❑ Deux roues, un avenir... 80 F
❑ La belle vie.. 65 F
❑ Parce que la paix n'est pas une utopie.................... 65 F
❑ Des ruines du développement .... 65 F
Ed. Lucien Souny (Limoges)
❑ La dignité antinucléaire.. 50 F
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
❑ Qu'est-ce que l'écologie sociale ?.......................... 35 F
❑ Sociobiologie ou écologie sociale.......................... 20 F
❑ Pour une écologie de la liberté............................... 88 F
❑ Ecologie et politique de l'anarchisme..................... 38 F
❑ Le rêve au quotidien.. 75 F
Ed. Utovie (Landes)
❑ La désobéissance civile... 36 F
❑ Nous sommes peut-être frères................................ 36 F
❑ L'homme qui plantait des arbres............................. 36 F
Ed. Alternatives (Paris)
❑ Le catalogue des ressources................................. 180 F
Ed. Courrier du livre (Paris)
❑ Le solaire pour tous .... 90 F
Ed. Jouvence (Genève)
❑ Les vraies richesses .... 96 F
❑ Dimension spirituelle de l'écologie politique.... 70 F
Ed. Deleatur (Angers)
❑ La dictature de la croissance .... 85 F
Ed. Georg (Lausanne)
❑ Additifs alimentaires .... 98 F
❑ Gestion des déchets.. 98 F
❑ Les sols .... 98 F
❑ L'eau .... 98 F
❑ La radioactivité... 98 F
❑ L'alimentation... 98 F
❑ La diversité biologique .... 98 F
❑ L'air .... 98 F
❑ Le bruit .... 98 F

Frais de port

❑ 1 ouvrage .... 15 F
❑ 2 ouvrages .... 28 F
❑ 3 ouvrages et plus .... 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

❑ Particulier	12 n°	240 FF
❑ Institution	12 n°	480 FF
❑ Soutien	12 n°	300 FF et +
❑ Petit futé	24 n°	420 FF
❑ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	630 FF
❑ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	950 FF
❑ Petit budget France	12 n°	190 FF

BELGIQUE

❑ Particulier	12 n°	1740 FB
❑ Institution	12 n°	2880 FB
❑ Soutien	12 n°	1800 FB et +
❑ Petit futé	24 n°	2520 FB
❑ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	3780 FB
❑ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	5700 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

❑ Dom-tom et étranger	12 n°	290 FF

Je règle un total de :

NOM .... Prénom ....
Adresse ....
....
Code postal .... Ville ....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont 33, B 1380 Ohain